



BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DU SCHÉMA RÉGIONAL DE COHÉRENCE ÉCOLOGIQUE D'ÎLE-DE-FRANCE DANS LES PARCS NATURELS RÉGIONAUX FRANCILIENS

Décembre 2019



PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE

Direction Régionale et Interdépartementale
de l'Environnement et de l'Energie



Cette étude a été réalisée dans le cadre d'un marché public commandité par le Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse et réalisé par le groupement La TeleScop / aida.

Rédactrices : Julie CHAURAND (La TeleScop, julie.chaurand@latelescop.fr) et Cécile BRUERE (aida, cbruere@aidateam.eu).

Relecteurs : membres du Comité technique :

- Annaïg CALVARIN et François HARDY au PNR Haute Vallée de Chevreuse ;
- Alexandre EMERIT et Jocelyn GUIHO au PNR Gâtinais français ;
- Stéphanie LONGA et Éric MAROT et Françoise ROUX au PNR Vexin français ;
- Jean-Luc HERCENT et Pascal LAMBERT et Jean-Marc GIRONDEAU au PNR Oise-Pays-de-France ;
- Nicolas CORNET à l'Institut Paris Région ;
- Jean-Marc BERNARD et Adrien GRANDIN à la DRIEE ;
- Franz BARTH et Clémence RICOCHON au Conseil régional d'Ile-de-France.

Préambule :

Ce rapport est une des contributions à l'évaluation du Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) francilien. Il résulte d'un travail mené avec les quatre Parcs Naturels Régionaux (PNR) franciliens.

Ce rapport apporte des éclaircissements sur la mise en œuvre du SRCE, du point de vue de certains acteurs travaillant en lien avec les PNR. Les éléments apportés par les acteurs ont été collectés dans le cadre d'entretiens téléphoniques et au cours d'ateliers de travail (menés entre avril et octobre 2019) auprès de personnes identifiées par les PNR. En aucun cas les propositions qui sont formulées n'engagent les commanditaires du travail et les PNR partenaires.

Par ailleurs, certains éléments de ce rapport peuvent contribuer au travail d'évaluation à mi-parcours des chartes des PNR (en plus de l'évaluation du SRCE d'Ile-de-France).

Enfin, il est diffusé auprès des personnes qui ont contribué à l'enquête, qu'elles soient remerciées pour le temps accordé à ce travail.

Résumé :

Le Schéma régional de cohérence écologique d'Ile-de-France (SRCE IdF) était le premier SRCE adopté en France, à l'automne 2013. Six ans après son adoption, l'Etat et la Région (co-élaborateurs) doivent procéder à une analyse des résultats afin de décider de maintenir le SRCE en vigueur ou de le réviser.

C'est dans ce cadre que les quatre Parcs naturels régionaux (PNR) franciliens ont souhaité contribuer à l'évaluation du schéma en réalisant un bilan de sa mise en œuvre sur les territoires des PNR.

Ce rapport présente ce bilan qui s'appuie sur trois principaux types d'analyses : documentaire (dont les chartes des PNR et quelques plans locaux d'urbanisme), sur la base d'entretiens semi-directifs téléphoniques assortis d'un questionnaire en ligne, et suite à des ateliers de travail en présentiel.

Le rapport précise en particulier :

- les moteurs de l'action en faveur des continuités écologiques sur les territoires des PNR : le sujet est traité antérieurement au SRCE IdF et « par vagues » successives selon des dynamiques endogènes aux territoires (ex. actions de restauration sur les PNR) ou exogènes (ex. réglementation),
- la perception de la mise en œuvre du SRCE par les acteurs interrogés sur les territoires des PNR : le SRCE est généralement connu mais est peu utilisé par les acteurs bien que les actions engagées en faveur des continuités écologiques soient nombreuses et variées,
- la perception des acteurs interrogés quant à « l'effet PNR » sur la mise en œuvre du SRCE : un effet généralement très positif avec un rôle de « relais sur les territoires » des PNR quant au SRCE,
- la prise en compte du SRCE dans quelques plans locaux d'urbanisme sur les PNR : des outils du code de l'urbanisme bien mobilisés excepté pour les orientations d'aménagement et de programmation, et une générale bonne cohérence interne des documents constitutifs des PLU.

Enfin le rapport formule des pistes pour une évolution du SRCE IdF.

TABLE DES MATIERES

I. LE SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE D'ILE DE FRANCE.....	1
A. LE SRCE IDF, UNE STRATEGIE REGIONALE EN FAVEUR DES CONTINUITES ECOLOGIQUES.	1
B. DES DOCUMENTS ET MOYENS D'APPUI POUR L'ACTION TERRITORIALISEE.....	2
II. METHODE DE TRAVAIL POUR LE BILAN.....	4
A. L'EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES.....	4
B. TROIS TYPES D'ANALYSES	5
C. UNE DEMARCHE DE TRAVAIL CONCERTEE.....	6
D. UN BILAN DU SRCE QUI PEUT CONCOURIR A L'EVALUATION DES CHARTES DE PNR	6
III. BILAN DU SRCE IDF : LA CONTRIBUTION DES PNR FRANCILIENS	7
A. LES 4 PNR FRANCILIENS, DES OUTILS POUR PRESERVER ET REMETTRE EN BON ETAT LES CONTINUITES.....	7
1. La TVB sur le PNR-HVC : une bataille à gagner	8
2. La TVB sur le PNR-GF : développer la connaissance pour mieux gérer	10
3. La TVB sur le PNR-VF : un des éléments du patrimoine à préserver	11
4. La TVB sur le PNR-OPF : un élément structurant la relation entre les acteurs.....	12
5. Focus sur l'intégration des continuités dans les Chartes des PNR	13
B. LES MOTEURS DE L'ACTION EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITE SUR LES TERRITOIRES DES PNR : UNE DYNAMIQUE PAR VAGUE D'ACTIONS	16
C. PERCEPTION DE LA MISE EN ŒUVRE DU SRCE IDF PAR LES ACTEURS DES PNR	18
1. Un SRCE IdF connu mais peu utilisé	18
2. Des actions réalisées variées	20
3. Une mise en œuvre du SRCE IdF sur les territoires à relativiser	26
D. PERCEPTION DE L'EFFET PNR SUR LA MISE EN ŒUVRE DU SRCE : DES ACTEURS « RELAIS ».....	29
E. FOCUS SUR LES PLU : UNE ANALYSE COMPLEMENTAIRE A LA DEMARCHE ENGAGEE PAR L'INSTITUT PARIS REGION.....	32
1. Choix des PLU et méthode d'analyse	32
2. Une intégration générale des continuités écologiques dans les PLU.....	33
3. Une palette d'outils mobilisés.....	38
4. Une cohérence interne des PLU respectée mais une prise en compte parfois mal organisée ou avec une ambition politique modérée.....	46
5. Accompagnement par les équipes des PNR tout au long de la démarche d'élaboration du document d'urbanisme	48

IV. PROPOSITIONS D'AMELIORATION DU SRCE IDF 50

A. DES PISTES POUR FACILITER LA MISE EN ŒUVRE DU SRCE IDF DANS LES PNR.....	50
1. Accompagner les acteurs qui agissent de manière directe ou indirecte sur les continuités écologiques	50
2. Compléter le SRCE IdF : prioriser, simplifier, décrire et expliciter	51
3. Produire des outils opérationnels	52
4. Encourager les acteurs désirant aller plus loin.....	52
B. TRANSFERER DES BONNES PRATIQUES LIEES AUX TERRITOIRES DES PNR HORS DES PNR	53
1. Des actions originales en faveur des continuités	53
2. Des modes d'accompagnement des projets et des acteurs	53
3. Des outils de suivi et d'évaluation.....	54
C. S'INSPIRER DES BONNES PRATIQUES HORS DES PNR POUR LES PNR.....	54
D. DEVELOPPER DES ACTIONS INTER-PNR	54

V. ANNEXES 55

A. BIBLIOGRAPHIE NON EXHAUSTIVE	55
B. QUESTIONS EVALUATIVES RETENUES	57
C. LISTE DES PERSONNES INTERROGEES	63
D. GUIDE D'ENTRETIEN	67
E. QUESTIONNAIRE EN LIGNE	70
F. ORDRE DU JOUR DE LA REUNION COLLEGIALE ET LISTE DES PARTICIPANTS	73
G. FRISES CHRONOLOGIQUES : LES MOTEURS DE L'ACTION EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITE ET DES CONTINUITES ECOLOGIQUES	75
1. Frises issues de l'atelier 1 lors de la réunion collégiale sur les PNR au sud	75
2. Frises reconstituées sur les PNR au nord, suite aux entretiens et à la bibliographie	78
H. GRILLE D'ANALYSE DE LA PRISE EN COMPTE DU SRCE IDF DANS LES PLU	80

Le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) d'Ile-de-France a été adopté à l'automne 2013. Six ans après son adoption, l'Etat et la Région (co-élaborateurs et co-animateurs) doivent procéder à une analyse des résultats du point de vue de la préservation et de la remise en bon état des continuités écologiques. Cette analyse est préalable à la décision de maintenir le SRCE en vigueur ou de le réviser. Pour cela, une évaluation *ex post* du SRCE est nécessaire afin d'apprécier les résultats obtenus et permettre :

- d'évaluer comment le SRCE est mis en œuvre par rapport aux objectifs initiaux et quels en sont les effets, comment sa prise en compte ou non participe à intégrer les enjeux de biodiversité dans la prise de décision concernant l'aménagement du territoire et les projets,
- de faire des propositions notamment pour en améliorer l'opérationnalité.

C'est dans ce cadre que les quatre Parcs naturels régionaux (PNR) franciliens, impliqués depuis le début dans la démarche de SRCE, souhaitent contribuer à l'évaluation du schéma en réalisant un bilan de sa mise en œuvre sur leurs territoires de PNR.

I. LE SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE D'ILE DE FRANCE

A. LE SRCE IdF, UNE STRATEGIE REGIONALE EN FAVEUR DES CONTINUITES ECOLOGIQUES.

Le SRCE IdF a été adopté en octobre 2013 et vise à préserver et remettre en « bon état » les continuités écologiques franciliennes, c'est-à-dire à préserver la qualité des habitats naturels et semi-naturels et les capacités de déplacements de la faune et de la flore.

Ce schéma est élaboré au niveau de la région Ile-de-France (env. 12 000 km²) et se compose de :

- un résumé non technique ;
- un tome I « Les composantes de la trame verte et bleue » identifiant les espaces naturels réservoirs de biodiversité, les espèces, les corridors écologiques, les éléments de la trame bleue et les éléments fragmentants (obstacles et points de fragilité) ;
- un tome II intitulé « Enjeux et plan d'action » réunissant un diagnostic, une présentation des enjeux régionaux relatifs à la préservation et à la restauration des continuités écologiques, un plan d'action stratégique et un dispositif de suivi et d'évaluation ;
- un tome III intitulé « Atlas cartographique » présentant une cartographie au 1/100 000^{ème} des composantes de la trame verte et bleue et des objectifs associés ;
- un tome IV intitulé « Rapport environnemental » sur l'évaluation des effets de la mise en œuvre du schéma.

Quatre sous-trames ont été identifiées sur la région : arborée, herbacée, des milieux aquatiques et des corridors humides, des grandes cultures. Les réservoirs de biodiversité reprennent les zonages existants de protection, de gestion et de connaissance. Les corridors écologiques ont été identifiés par modélisation des aires de migration simulées (ou chemin de moindre coût) pour chaque sous-trame. Enfin, les éléments fragmentants ont été identifiés sur la base des obstacles et des points de fragilité des continuités écologiques.

Le plan d'action stratégique est un cadre régional de référence qui n'emporte pas d'obligation pour les acteurs de faire ou de ne pas faire. Neuf domaines d'action ont été identifiés et déclinés en actions :

- Connaissance ;
- Information et formation ;
- Gestion ;
- Documents d'urbanisme ;
- Actions en milieu forestier ;
- Actions en milieu agricole ;
- Actions en milieu urbain ;
- Actions pour les milieux aquatiques et les corridors humides;
- Actions relatives aux infrastructures linéaires.

NB : Cette structuration en neuf domaines d'action a été reprise dans ce rapport pour classer les informations recueillies auprès des acteurs et structurer une partie de l'analyse qui suit.

B. DES DOCUMENTS ET MOYENS D'APPUI POUR L'ACTION TERRITORIALISEE

Au-delà de la composition réglementaire d'un SRCE, d'autres documents ont été réalisés pour appuyer la mise en œuvre du SRCE IdF :

- Kuhn, S., Thiollière, B. (2015), « Mise en œuvre du SRCE - Cahier des charges des études Trame verte et bleue dans les documents d'urbanisme - Principes et termes de référence », Adage/O.G.E./DRIEE, 44 p.
- Chalot, R. (2015), « Prendre en compte le SRCE francilien dans les documents d'urbanisme - Recommandations et recueil d'expériences », Natureparif, 144 p
- Zucca, M., Bernard, J.M. (2015), « Guide de lecture du Schéma régional de cohérence écologique d'Île-de-France », Région Île-de-France/Natureparif/DRIEE, 50 p.

Un référentiel du SRCE IdF a aussi été élaboré en 2017 par l'ARB IdF, en partenariat avec la DRIEE, le Conseil régional et l'Institut Paris Région. Ce référentiel est une interface internet proposant une déclinaison par commune du SRCE IdF en termes d'éléments de diagnostics, d'enjeux et d'actions.

Des moyens ont été mis en place dans le cadre du SRCE IdF dont :

- Des contrats TVB multi-partenariaux mis en place par le Conseil régional d'IdF : ils sont composés *a minima* d'un diagnostic, d'objectifs et d'un programme global d'actions. Les études techniques (investissement) sont financées à 40% (plafond à 80 000€) et l'accompagnement et l'ingénierie territoriale (fonctionnement) sont financés à 50% (plafond à 40 000€/an).
Ces contrats prennent la suite des contrats de bassin auxquels le Conseil régional prenait part et sont complémentaires avec les autres outils sur les continuités (en particulier pour la trame bleue) ;
- Le lancement de l'appel à projets biodiversité en 2018 et 2019 pour financer des actions notamment sur la trame verte, les corridors écologiques, les projets de passage à faune (taux de 50%). Cet appel à projets permet notamment une transition entre l'ancienne Stratégie régionale pour la biodiversité

(qui permettait déjà l'accompagnement des collectivités dans la mise en œuvre du SRCE - études de déclinaison locale de la TVB, de gestion et restauration des continuités, etc.) et la nouvelle.

Le Conseil régional IdF subventionne aussi des actions sur les milieux aquatiques et humides, sur la gestion zéro phyto des collectivités, sur la création et l'accès à des espaces verts et boisés (*via* le Plan vert de l'IdF).

L'Agence de l'eau Seine Normandie subventionne également des actions en faveur de la restauration des continuités aquatiques et humides.

Certains outils d'accompagnement à la mise en œuvre du SRCE IdF, outils prévus dans le plan d'action stratégique, n'ont pas été élaborés. C'est le cas notamment :

- guide des outils financiers mobilisables pour les continuités (bien que les règlements d'intervention des dispositifs d'aide en faveur de la « biodiversité » et de « l'eau » existent),
- guide présentant les techniques de restauration et de gestion des habitats en milieu agricole,
- chartes régionales de la TVB, mais des chartes régionales biodiversité existent depuis 2008 (ex. Fontenay-lès-Briis),
- Mesures agro-environnementales et climatiques (MAEc) spécifiques aux continuités. Une MAEc sur la chouette chevêche dans les Yvelines. Plusieurs Programmes agro-environnementaux et climatiques (PAEc) à enjeu biodiversité sont identifiés dont certains en Essonne et en Seine et Marne pour des enjeux sur les continuités écologiques.

Il est intéressant de regarder si, dans les PNR, ces outils d'accompagnement ont été utilisés ou bien si d'autres dispositifs ont été mis en place.

II. METHODE DE TRAVAIL POUR LE BILAN

A. L'EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

L'évaluation du SRCE Ile-de-France doit permettre de mesurer ses effets sur la préservation et la remise en « bon état » des continuités écologiques, et de porter un jugement sur ses effets. Ainsi, pour ce travail de bilan au niveau des quatre PNR franciliens, nous nous sommes appuyés sur les quatre critères clés internationalement reconnus pour l'évaluation des politiques publiques :

- La pertinence qui permet d'apprécier l'adéquation des objectifs du SRCE par rapport aux problématiques et enjeux auxquels ils sont destinés;
- La cohérence pour apprécier l'adéquation entre les objectifs du SRCE, l'organisation, les mesures et les moyens (humains et financiers) mis en œuvre. La cohérence interne concerne le SRCE lui-même et la cohérence externe étudie le SRCE en lien avec les autres politiques susceptibles d'interagir sur le territoire ;
- L'efficacité pour apprécier le rapport entre les moyens mis en œuvre et les réalisations et résultats obtenus ;
- L'efficace pour analyser les réalisations et les effets au regard des objectifs initialement fixés. Ce critère est particulièrement difficile à évaluer compte tenu du temps de mise en œuvre du SRCE qui correspond peu aux temps écologiques.

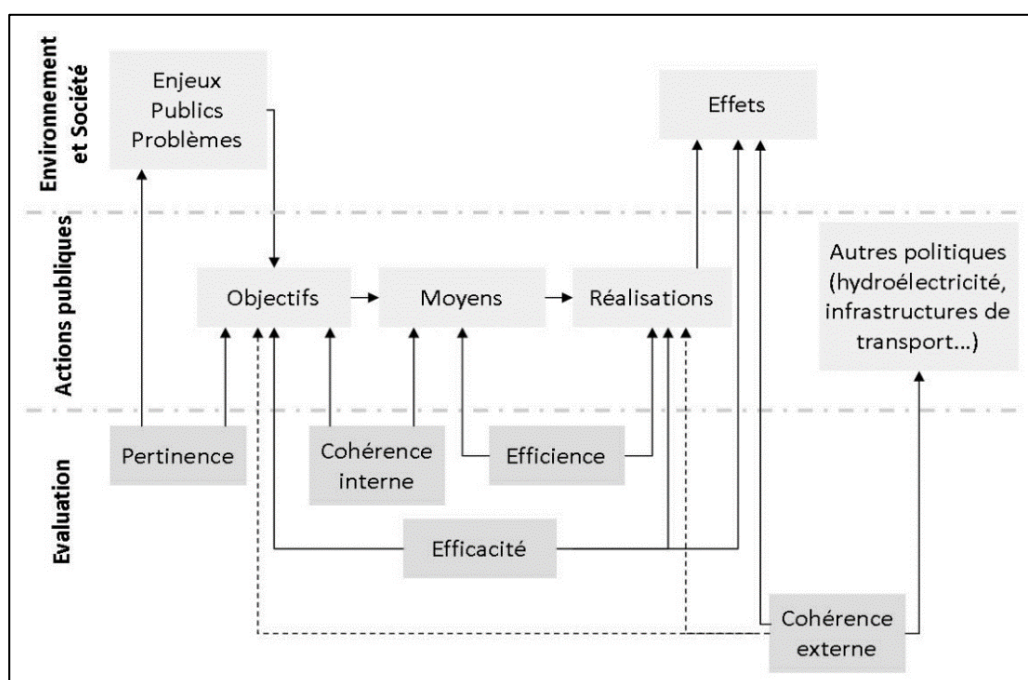


Figure 1 : Illustration des quatre critères de l'évaluation des politiques publiques (Irstea).

Ces quatre critères ont permis de préciser les différentes questions évaluatives de la mise en œuvre du SRCE sur les PNR (cf. **Annexes**). Ces questions ont été discutées avec les membres du comité technique (COTEC) et se sont inspirées des travaux du SRCE IdF, de ceux des membres du COTEC et de retours d'expérience d'autres régions.

Ces questions ont structuré les analyses et ont permis d'identifier les premières hypothèses à tester telles que :

- Les chartes de PNR ont traité des continuités de façon antérieure au SRCE IdF et l'ont alimenté ;
- Les PNR sont des territoires particuliers :
 - avec des actions mises en œuvre pour préserver et remettre en bon état les continuités écologiques, actions antérieures au SRCE IdF (identifiées dans les chartes des PNR),
 - avec des acteurs impliqués dans la mise en œuvre de ces actions ;
- Le SRCE IdF est compris et utilisé de façon différente selon les grands groupes d'acteurs (ex. représentants de l'État, collectivités territoriales, organismes socio-professionnels, associations, etc.).

B. TROIS TYPES D'ANALYSES

Trois principaux types d'analyses ont été menés :

- Des analyses sur la base de documents écrits, images et éventuellement vidéos transmis en particulier par les membres du COTEC. Ces analyses complètent et préparent les entretiens.
Nous avons analysé en particulier le SRCE IdF (dont l'ensemble des guides l'accompagnant pour sa déclinaison dans les territoires), les quatre chartes des PNR (dont une est en révision) et quelques documents d'urbanisme locaux (2 plans locaux d'urbanisme par territoire de PNR) afin d'apprécier la cohérence inter-territoriale des documents et de leurs ambitions en faveur des continuités écologiques.
- Des analyses sur la base d'entretiens semi-directifs téléphoniques, avec un guide d'entretien synthétisant l'ensemble des questions et des thèmes à aborder (cf. **Annexes**).
Les entretiens sont des outils efficaces car ils permettent d'avoir une source d'information directe, qui donne des indications sur les attentes, les besoins, les représentations sociales et individuelles dans les pratiques ou les décisions d'aménagement.
Le choix des acteurs à interroger a résulté d'échanges avec les membres du COTEC. En effet, les acteurs réunis et concernés par la politique Trame verte et bleue sont nombreux. Nous avons constitué un échantillon d'acteurs influençant ou étant influencés par les continuités écologiques sur les territoires des quatre PNR, agissant à des niveaux de gouvernance divers et d'horizons divers en nous appuyant sur l'expertise des membres du COTEC qui ont identifié les contacts.
Nous avons cherché à analyser dans les propos des acteurs de terrain, à partir de leurs pratiques/actions, les forces et les faiblesses du SRCE IdF et les pistes d'amélioration possibles.
- Des analyses issues des ateliers de travail mis en place lors de la réunion collégiale organisée sur les territoires des PNR au sud (PNR-HVC et GF, le 20 septembre 2019). Deux ateliers ont été proposés, l'un sur l'identification des moteurs de l'action en faveur des continuités écologiques, et l'autre sur les actions menées et les pistes d'amélioration/transférabilité/inspiration pour le SRCE IdF. La réunion collégiale prévue sur les territoires des PNR au nord (PNR-VF et OPF) a été annulée faute de participants.

Ces analyses ont permis en particulier (i) d'identifier les outils et les démarches ayant trait aux continuités écologiques sur les territoires des PNR depuis l'adoption du SRCE, (ii) de recueillir les perceptions qu'ont les acteurs des territoires des PNR du SRCE IdF et (iii) de discuter des forces et des faiblesses du SRCE afin de proposer des pistes d'amélioration (actions, méthodes, outils...) et de transférabilité des bonnes pratiques hors PNR ou des sources d'inspiration pour les PNR. L'objectif est bien une contribution à la réflexion sur l'amélioration continue de la politique TVB.

C. UNE DEMARCHE DE TRAVAIL CONCERTEE

Un comité technique (COTEC) a été mis en place pour cette étude avec les quatre PNR franciliens, la DRIEE IdF, le Conseil régional IdF, l'Institut Paris Région IdF. Ce COTEC s'est réuni entre avril et octobre 2019 afin d'échanger sur l'avancée du bilan et la méthode de travail.

Des visites de terrain ont été réalisées en avril par le groupement La TeleScop / aida en charge du bilan afin de rencontrer les équipes, de mieux comprendre les territoires des PNR et de recueillir les documents.

Enfin, une réunion collégiale a été organisée « en équipe » avec les PNR-HVC et GF le 20 septembre 2019 à Châteaufort (cf. ordre du jour en **Annexes**). Sur les 13 feuilles « bilan » renseignées en fin de réunion, 92% ont déclaré avoir identifié de nouvelles pratiques en faveur des continuités et 85% des idées pour agir.

D. UN BILAN DU SRCE QUI PEUT CONCOURIR A L'EVALUATION DES CHARTES DE PNR

L'évaluation des chartes des PNR est une obligation pour les Parcs dont la révision ou la création est postérieure au 26 janvier 2012. Le décret n°2012-83 du 24 janvier 2012 relatif aux Parcs naturels régionaux et portant diverses dispositions relatives aux Parcs naturels marins et aux réserves naturelles indique que les chartes comprennent « *un dispositif d'évaluation de la mise en œuvre de la charte ainsi qu'un dispositif de suivi de l'évolution du territoire établi au regard des mesures prioritaires de la charte* ».

Les PNR-GF, VF et HVC sont à mi-charte et ne sont pas tenus par la loi de suivre et évaluer la charte. Ils développent et améliorent leur dispositif de suivi et d'évaluation.

Le PNR-OPF est dans l'obligation d'évaluer la charte en cours de validation. Des questions évaluatives ont été définies ainsi que des indicateurs. La structuration est en cours. 22 indicateurs thématiques avaient été définis lors de la précédente charte et 5 ont été calculés et interprétés.

La mise en œuvre des chartes des PNR peut assurer la mise en œuvre du SRCE IdF, appuyer/favoriser sa prise en compte sur les territoires. L'inverse étant possible également.

Toutefois, si le bilan du SRCE n'apparaît pas comme une contribution directe à l'évaluation des chartes des PNR, certains outils d'analyse développés pour le bilan peuvent être intégrés au dispositif de suivi évaluation des chartes (cf. parties suivantes)

III. BILAN DU SRCE IDF : LA CONTRIBUTION DES PNR FRANCILIENS

A. LES 4 PNR FRANCILIENS, DES OUTILS POUR PRESERVER ET REMETTRE EN BON ETAT LES CONTINUITES

Parmi ses missions¹, un Parc naturel régional doit en particulier contribuer à la protection et la gestion du patrimoine naturel, culturel et paysager.

En région Ile-de-France, 4 PNR existent et 2 sont en projet :

- Le PNR Haute Vallée de Chevreuse (HVC) : 53 communes, entre les départements 78 et 91, charte 2011-2026 en vigueur ;
- Le PNR Gâtinais français (GF) : 69 communes, entre les départements 91 et 77, charte 2011-2026 en vigueur ;
- Le PNR Vexin français (VF) : 98 communes, entre les départements 78 et 95, charte 2007-2022 en vigueur ;
- Le PNR Oise-Pays-de-France (OPF) : 59 communes, entre les départements 60 et 95, ancienne charte 2004-2016 en révision pour une nouvelle charte 2019-2034 en cours de validation ;
- Les PNR de Brie et Deux Morin, et du Bocage Gâtinais sont en projet actuellement.

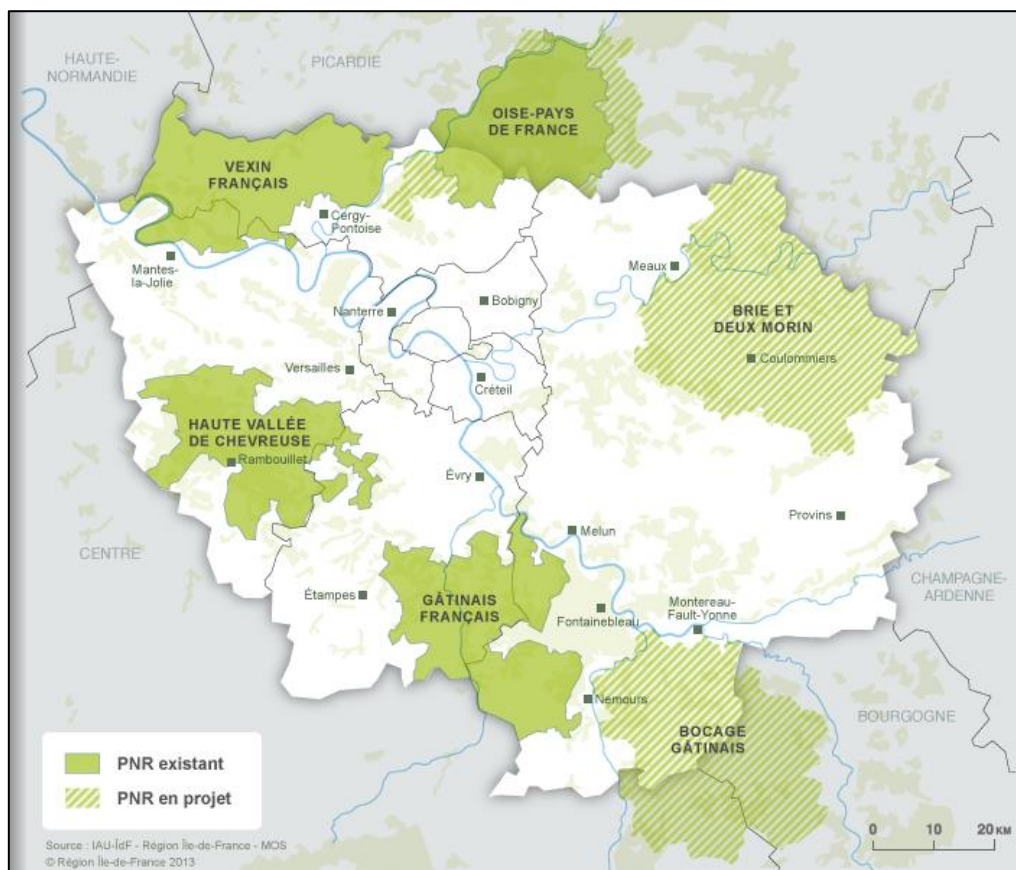


Figure 2 : Les Parcs naturels régionaux d'Ile-de-France (source : <http://parcsnaturels.iledefrance.fr>, consulté le 25/11/2019). NB : le périmètre du projet pour Brie et Deux Morin a évolué depuis cette carte de 2013.

¹ Ses autres missions concernent l'aménagement du territoire, l'éducation, l'information ou encore l'expérimentation et l'innovation (article R333-4 du code de l'environnement).

Au-delà des actions respectives au sein de chaque PNR, les quatre PNR franciliens se sont déjà associés sur le thème de la trame verte et bleue *via* le projet « Arcs écologiques franciliens : entre ville et campagne » entre 2008 et 2010². Chacun des 4 PNR a pu développer une méthode différente pour identifier les continuités écologiques et les traduire dans les documents d'urbanisme (par modélisation sur le PNR-GF, par le terrain sur le PNR-HVC, *etc.*).

Les PNR franciliens ont participé activement à l'élaboration du SRCE IdF entre 2010 et 2013 (participation aux échanges, fourniture de données, retours d'expériences, *etc.*).

Toutefois, chacun des PNR intègre de manière différente la TVB dans sa stratégie de territoire.

1. La TVB sur le PNR-HVC : une bataille à gagner










La 3^{ème} charte 2011-2026 du PNR-HVC a pour 1^{er} axe de « gagner la bataille de la biodiversité et des ressources naturelles dans un espace francilien », avec en particulier comme 3^{ème} objectif stratégique le « maintien et le développement des trames écologiques et paysagères » mais aussi l'amélioration de la connaissance et du suivi de la biodiversité par exemple. C'est une transversalité des objectifs opérationnels qui est soulignée pour une gestion intégrée du territoire. Le PNR s'appuie notamment sur un diagnostic du patrimoine naturel réalisé par l'IAU IdF en 2008.

Le Plan de Parc cartographie au 1/50 000^{ème} les continuités écologiques (SBR – sites de biodiversité remarquable ; ZIEC – zones d'intérêt écologique à conforter ; cours d'eau prioritaires pour la truite fario), principalement pour la sous-trame herbacée, les points de discontinuités pour la grande faune et pour les amphibiens à étudier. Aussi, les enveloppes urbaines ont été définies en concertation avec les communes et les partenaires institutionnels, avec moins de 300 ha ouverts à l'urbanisation durant le temps de la charte (sur une superficie totale du PNR-HVC de plus de 75 570 ha).

Les actions du PNR-HVC sur les continuités écologiques sont variées : opérations de renaturation des cours d'eau, gestion des réseaux de mares en lien avec les agriculteurs, reconquête des prairies humides en fond de vallées, plantation de haies et vergers, préservation de corridors à amphibiens, rédaction de plans paysage et biodiversité, accompagnement des PLU, sensibilisation et éducation, *etc.*

Le PNR a prévu de développer une « carte évolutive des continuités écologiques » en cohérence avec le SRCE et les orientations nationales TVB, carte non réalisée à ce jour. Cette « carte évolutive » doit participer au suivi opérationnel du patrimoine naturel et des relations Homme/Nature du territoire, et doit alimenter les « plans paysages et biodiversité ».

² Réponse à l'appel à projets 2008-2010 « Les Parcs naturels régionaux et la Trame verte et bleue » du Ministère en charge de l'écologie.

2		Maintenir le socle naturel et paysager du territoire	
	Maintenir les espaces naturels et agricoles ouverts et fonctionnels - Veiller à conserver la vocation naturelle et agricole de ces espaces - Préserver les paysages des espaces naturels - Contenir le bâti isolé, le limiter à une évolution modérée de l'existant - Favoriser la pérennité de l'usage agricole des bâtiments d'exploitation et accompagner les projets de nouvelles implantations agricoles Objectifs complémentaires : - Préserver les fermes (Objectif 9) - Maintenir l'activité agricole (Objectif 13)		2 24 35
	Veiller à la qualité et à la pertinence des espaces boisés - Conserver les grands massifs et leur continuité, étudier au cas par cas le maintien de l'état boisé des espaces naturels enrichis - Contenir le bâti isolé, le limiter à une évolution modérée de l'existant - Favoriser la pérennité de l'usage sylvicole des bâtiments d'exploitation et accompagner les projets de nouvelles implantations sylvicole Objectif complémentaire : - Maintenir l'activité sylvicole (Objectif 13)		2 24
	Veiller à ne pas étendre l'urbanisation sur les espaces naturels et agricoles - Veiller à ne pas étendre l'urbanisation au-delà des limites des espaces naturels et agricoles		2
  	Rationaliser la carte des zones d'activités économiques et des espaces mixtes (activités, équipements...) et optimiser la consommation d'espace des projets d'extension ou de création - Etudier les extensions et les nouvelles implantations au sein des périmètres d'étude - Optimiser la surface nouvellement consommée en ne dépassant pas les surfaces des périmètres de projet indiquées dans le tableau ci-contre (mutualisation possible à l'échelle intercommunale) * Pour les ZAE de la CCPL, 5 ha supplémentaires pourront être affectés au sein des périmètres d'étude - Améliorer l'intégration environnementale des espaces de projet - Améliorer l'intégration environnementale des espaces existants (seuls les espaces avec des projets potentiels d'extension sont figurés)		2 5 - 33
	Densifier les tissus urbains existants - Conduire un urbanisme endogène au sein des espaces préférentiels de densification		3 28
	Améliorer l'intégration écologique et paysagère des grands axes de transports		4
	Accompagner les espaces de loisirs (golfs, terrains de sports, hippodromes...) vers des aménagements et une gestion écologiques et paysagers		5
	Objectif complémentaire : - Préserver le caractère rural et l'unité patrimoniale des ensembles urbains isolés et/ou sensibles (petits hameaux, proximité de rivières et de lisières, pôles d'équipements publics...) > Voir Objectif 9		24 19 - 21 22















3 Maintenir et développer les trames écologiques et paysagères		
Restaurer et préserver la trame verte et paysagère  - Préserver et aménager les continuités fonctionnelles de milieux ouverts herbacés  - Aménager et restaurer des continuités herbacées fonctionnelles menacées  - Maintenir et aménager les corridors grandes faunes existants, les rendre fonctionnels  - Etudier la faisabilité et mettre en place de nouveaux ouvrages de franchissement <i>La trame verte n'est que partiellement représentée</i>		6
Restaurer et préserver la trame bleue  - Améliorer le bon état écologique et restaurer la continuité aquatique  - Préserver les cours d'eau à forts enjeux écologiques et étendre leur linéaire  - Favoriser une gestion écologique des plans d'eau  - Densifier le réseau de mares du Plateau de Cernay-Limours  - Suivre les discontinuités des corridors de migration amphibiens et étudier la faisabilité d'aménagements pérennes <i>La trame bleue n'est que partiellement représentée</i>		7 10 - 11
4 Garantir le bon fonctionnement des écosystèmes et des services écologiques associés		
<i>Voir Objectif 3 sur la trame verte et bleue qui participe de la fonctionnalité</i>		
 Améliorer la qualité des eaux - Améliorer la gestion des pollutions et des débits en têtes de bassin versant prioritaires		11 10
5 Conserver la biodiversité fragile et/ou remarquable		
Protéger les espaces, habitats et espèces remarquables, restaurer les milieux altérés  - Protéger et gérer les milieux naturels des Sites de biodiversité remarquables (SBR)  - Maintenir et restaurer les Zones d'intérêt écologique à conforter (ZIEC)  - Accompagner la gestion écologique et paysagère des carrières en activité et des projets de réaménagement des sites après cessation d'exploitation - Restaurer le potentiel écologique des carrières désaffectées Objectif complémentaire :  - Préserver les cours d'eau à forts enjeux écologiques et étendre leur linéaire - voir Objectif 3		12 6 - 7 10

Figure 3 : Extrait de la légende du Plan de parc de la charte 2011-2023 du PNR-HVC.

2. La TVB sur le PNR-GF : développer la connaissance pour mieux gérer

La 2^{ème} charte 2011-2026 du PNR-GF place « la connaissance et la gestion de la biodiversité en réseau » dans son premier axe stratégique. La transversalité des mesures est ici aussi soulignée. Le PNR-Gâtinais s'appuie notamment sur une étude de l'IAU en 2007 sur les continuités écologiques du PNR-GF, puis un travail mené en 2011 avec Biotope de modélisation des continuités. L'une des actions du PNR consiste à préciser la cartographie des continuités écologiques régionales à l'échelle du territoire ainsi que les liaisons à restaurer en priorité, mais aussi à définir une stratégie d'action pour les continuités.

Le Plan de Parc cartographie les continuités écologiques prioritaires à restaurer et à préserver aux niveaux national-interrégional et régional pour 5 trames (trame bleue, humide, herbacée, arborée et terrestre de grandes circulations pour les ongulés), les secteurs d'intérêt écologique prioritaires à préserver, les codes végétaux remarquables (alignements d'arbres, bosquets, arbres isolés et mails), les ruptures d'urbanisation à maintenir, les parcs – jardins et équipements de loisirs à maintenir, etc.

Les actions du PNR-GF sur les continuités écologiques sont variées : accompagnement des collectivités pour un urbanisme durable (la Charte du Parc définit une limite pour les extensions urbaines à 2,5% de la

surface communale urbanisée et donne des densités résidentielles minimales), préservation de passes à amphibiens, inventaires naturalistes, restauration de bas-marais – mares – pelouses calcaires – prairies humides – rivières – landes, accompagnement à la gestion différenciée des espaces verts, sensibilisation et éducation, etc.

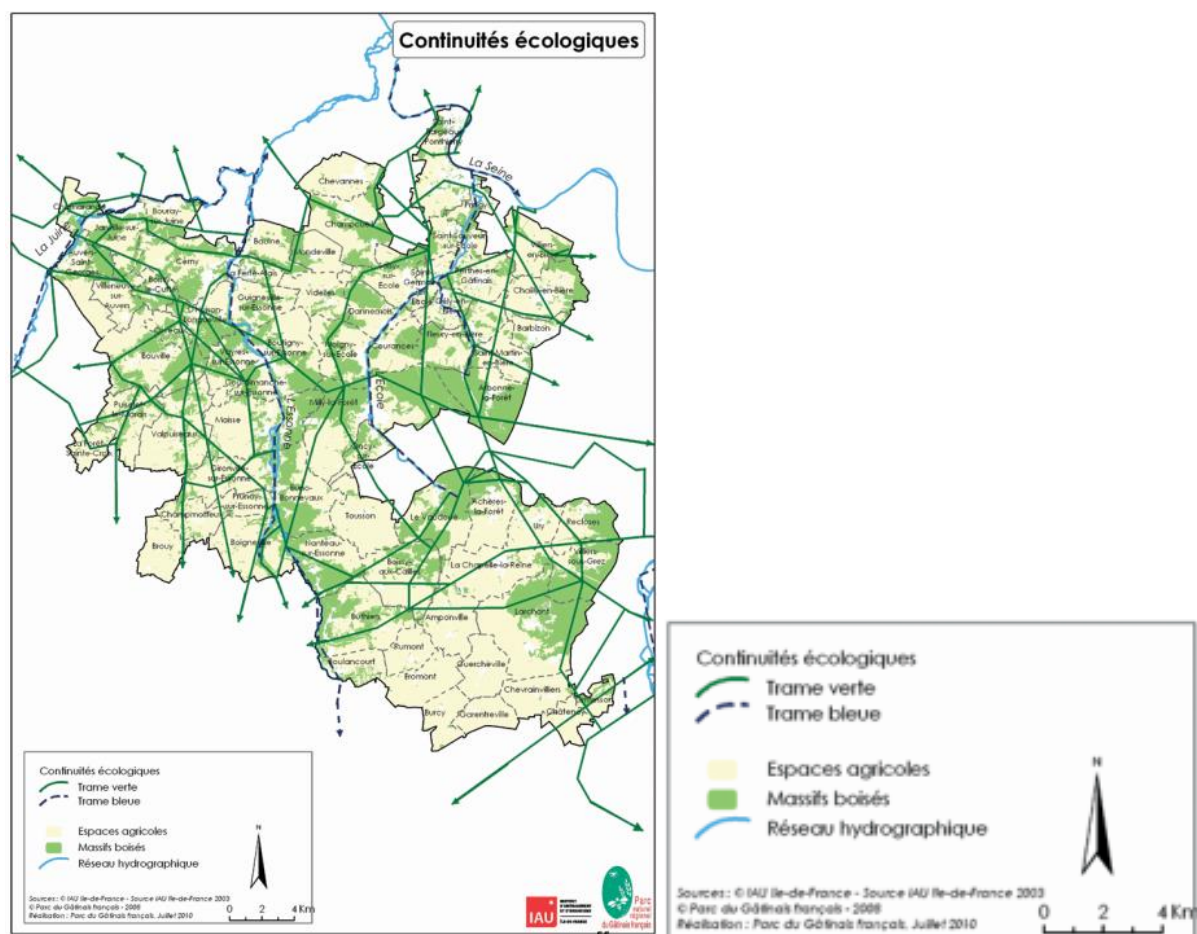


Figure 4 : Carte des continuités écologiques insérée dans la charte 2011-2023 du PNR-GF.

3. La TVB sur le PNR-VF : un des éléments du patrimoine à préserver

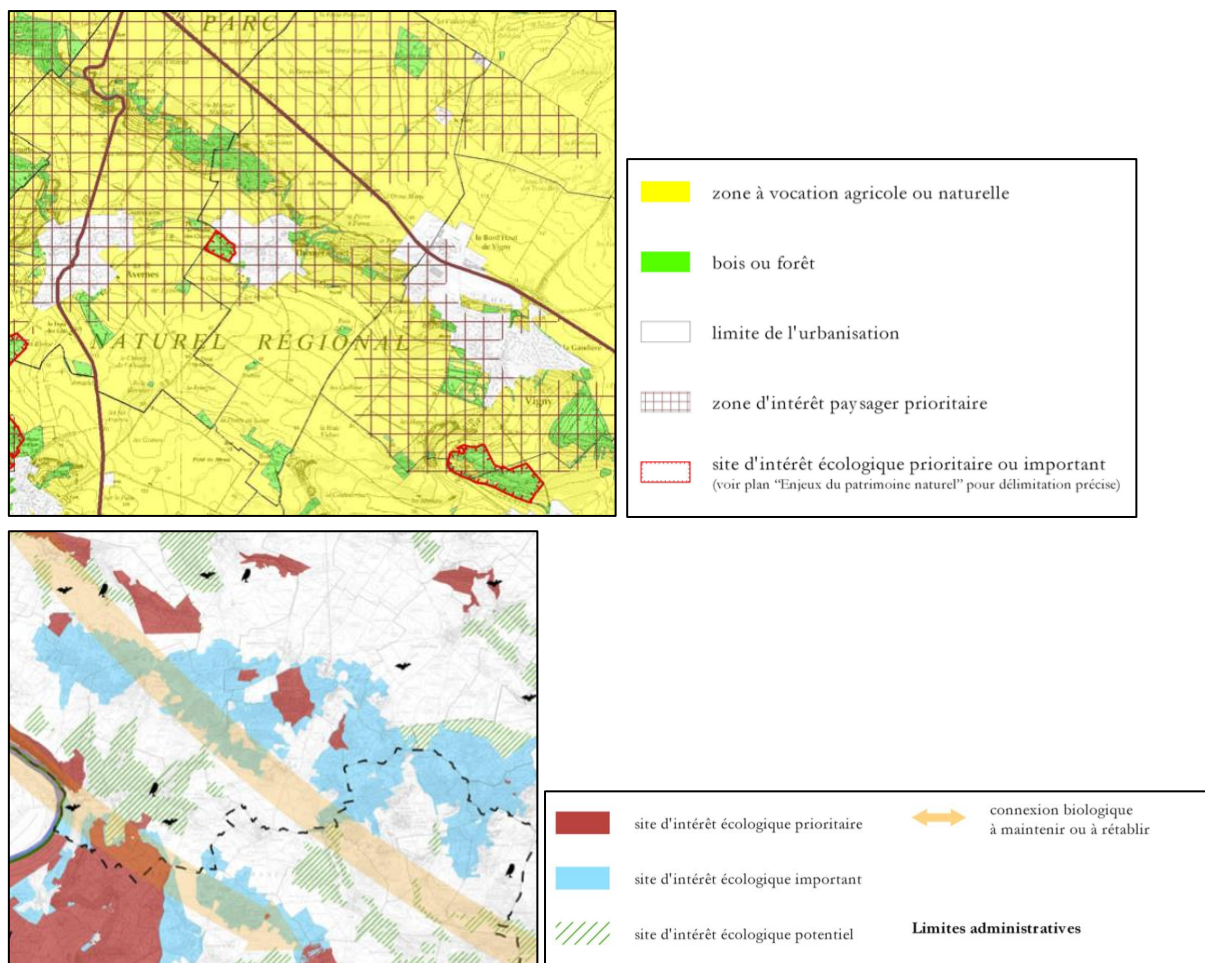
La 2^{ème} charte 2007-2022 du PNR-VF a pour vocation « d'affirmer la ruralité vivante » du territoire. L'axe 1 de la charte est intitulé « maîtriser l'espace et conforter ses patrimoines » (historique, naturel et culturel). Le PNR affirme en premier lieu une forte ambition en matière d'aménagement durable.

Le plan de référence est constitué de 2 cartes :

- l'une dédiée aux enjeux de développement durable (la charte étant agenda 21 local), avec une limite maximale de l'urbanisation des communes ;
- l'autre consacrée aux enjeux du patrimoine naturel qui identifie les continuités biologiques à maintenir ou à rétablir ainsi que les autres éléments du patrimoine naturel. À noter une graduation des sites d'intérêt écologique (prioritaire, important et potentiel).

La TVB est abordée dans les différents articles de la charte sous l'angle de la maîtrise du développement urbain, en particulier dans les documents d'urbanisme des collectivités. Le PNR-VF a réalisé des atlas communaux de la biodiversité sur l'ensemble de son territoire. Les communes utilisent ces atlas pour des projets d'urbanisme durables et sont incitées à réaliser des chartes paysagères en complément (intégration des éléments paysagers TVB dans les documents d'urbanisme).

Entre 2015 et 2018, le PNR-VF a signé avec l'Agence de l'eau et le Conseil régional un contrat expérimental "Trame verte et bleue" pour la Montcient et l'Aubette de Meulan. Celui-ci intègre à la fois les enjeux du 10^{ème} programme de l'Agence de l'Eau Seine Normandie et les objectifs du SRCE IdF.



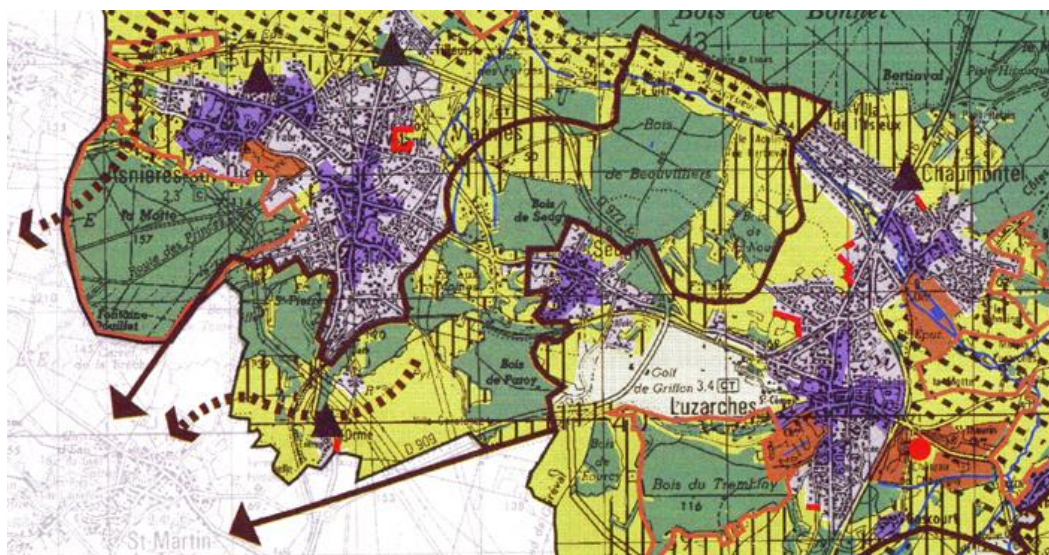
4. La TVB sur le PNR-OPF : un élément structurant la relation entre les acteurs

La 1^{ère} charte 2004-2016 du PNR-OPF a dans ses premiers objectifs de « maîtriser l'évolution du territoire soumis à de fortes pressions foncières, en veillant à l'intégrité des espaces naturels en limitant leur consommation et en préservant les corridors écologiques ». Ainsi, la TVB constitue la raison d'être du PNR et structure l'ensemble de son action.

Le développement de la connaissance sur les corridors écologiques a permis à l'équipe du PNR-OPF d'être reconnue comme garant de la prise en compte des questions liées aux continuités écologiques, notamment en aménagement (ex. infrastructures routières), gestion des milieux forestiers et agricoles et en urbanisme. Le plan des orientations urbaines du PNR-OPF cadre le travail pour les documents d'urbanisme. Par ailleurs, les différents services du PNR veillent à la cohérence des différentes actions locales.

À noter que le PNR-OPF est à cheval sur deux régions : les Hauts- de-France (représentant la majorité du territoire³) et l'Île de France.

³ À noter que le SRCE du Nord-Pas-de-Calais a été annulé en 2015 par le Tribunal administratif.





<p>CORRIDORS ÉCOLOGIQUES</p>  <p>Espaces assurant la mise en réseau des espaces naturels (notamment forestiers) du territoire, entre eux et avec les grandes entités naturelles voisines</p> <p>LIAISONS BIOLOGIQUES</p>  <p>Espaces de relation réduits à de simples axes ou associés à des équipements de franchissement des infrastructures utilisés par la faune</p>	<p>ESPACES DE CONTINUITÉ ÉCOLOGIQUE À PRÉSERVER ET À RENFORCER</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Préserver et améliorer l'efficacité de ces espaces de mise en réseau • Réaliser une étude fine, à la parcelle, de ces espaces et définir, avec les acteurs concernés, les actions de préservation, de reconquête et de gestion : politique de maintien et de redéploiement du réseau végétal, gestion des clôtures afin d'assurer à la fois le déplacement de la faune et la sauvegarde des cultures et des biens, etc. • Suivre les problèmes de collisions-accidents, rechercher des moyens de prévention et participer à leur mise en œuvre • Assurer un suivi des liaisons biologiques et, notamment, de l'efficacité des équipements de franchissement des infrastructures <p>(articles 1 et 7)</p>
--	---	---

Figure 6: Extraits du plan de référence du PNR-OPF faisant apparaître les éléments liés aux continuités écologiques.

5. Focus sur l'intégration des continuités dans les Chartes des PNR

Comment les chartes intègrent-elles la question des continuités écologiques et plus largement de la préservation de la biodiversité ?

a. Les continuités écologiques sont bien identifiées dans les Chartes

Les 4 PNR d'Ile de France ont intégré dans leur premier axe stratégique des objectifs sur les continuités mais ceux-ci sont organisés de manière différente selon les territoires.

2 chartes sur 4 consacrent entièrement leur premier axe stratégique à cette thématique :

- PNR-OPF « Maintenir la diversité biologique et les continuités écologiques » (projet de nouvelle charte) ;
- PNR-HVC « Gagner la bataille de la biodiversité et des ressources naturelles dans un espace francilien ».

Pour le PNR-GF, la TVB fait l'objet en particulier de deux orientations du premier axe stratégique qui porte sur « agir pour la préservation des ressources durable du territoire » :

Orientation 1 : « Connaître et gérer la biodiversité en réseau » ;

Orientation 2 : « Préserver la qualité des ressources en eau ».

Pour le PNR-VF, les questions de biodiversité apparaissent au niveau des mesures (ou article) de la charte. Ainsi la TVB est intégrée en particulier dans un axe stratégique qui vise à « Maitriser l'espace et conforter ses patrimoines ». Les premières mesures de la charte concernent l'aménagement durable du territoire. Ce territoire traite de la biodiversité et de la TVB comme un des éléments patrimoniaux à préserver (au même titre que le patrimoine bâti et culturel):

Article 6 : « Renforcer les stratégies protection et de gestion des patrimoines naturels et la biodiversité ».

b. Les domaines d'action du SRCE sont intégrés de façon transversale dans les Chartes

NB : Rappelons que les chartes sont toutes antérieures au SRCE IdF (excepté le projet du PNR-OPF).

Le croisement des mesures des Chartes avec les grands domaines du plan d'actions du SRCE révèle un bon recoupement. Les mesures qui traitent de la biodiversité et des continuités sont souvent transversales à plusieurs domaines du plan d'actions du SRCE (cf. **Tableau** suivant). Par exemple, le développement de la connaissance et la mise en place d'actions sont souvent envisagés de concert dans les chartes (programme souvent multi-partenarial).

Tableau 1: Illustration de la transversalité des mesures des chartes.

Les domaines du PAS du SRCE IdF	Connaissance	Information et Formation	Gestion	Document d'urbanisme	Milieu forestier	Milieu agricole	Milieu urbain	Milieux aquatiques et les corridors humides	Infrastructures linéaires
Exemple de mesures des Chartes									
Exemple pour le PNR-VF									
Article 6 : Renforcer les stratégies de protection et de gestion des patrimoines naturels et la biodiversité	X	X	X		X	X		X	
Exemple pour le PNR-GF									
Mesure 2 : Protégeons et gérons les milieux naturels, dans une logique de trame écologique	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Exemple pour le PNR-HVC									
12 Protéger les espaces, habitats et espèces remarquables, restaurer les milieux altérés	X	X	X		X	X		X	
Exemple pour le PNR-OPF (projet de nouvelle charte)									
Mesure 1 Préserver les sites de biodiversité remarquables	X	X	X	X	X	X		X	X

Tableau 2: Exemples de mesures ou article des chartes en lien avec la mise en œuvre le SRCE IdF.

Domaines du PAS du SRCE IdF	Exemple de mesures correspondantes dans les PNR			
	PNR-VF	PNR-OPF (projet nouvelle charte)	PNR-GF	PNR-HVC
La connaissance	Article 2 : Maîtriser l'évolution démographique et préserver les espaces naturels et agricoles	Mesure 4 Accompagner les acteurs locaux pour des pratiques de chasse et de pêche favorables à la biodiversité et respectueuses des équilibres écologiques	Mesure 1 : Approfondissons la connaissance des fonctionnalités écologiques des milieux naturels	1 Connaître et suivre le patrimoine naturel et les relations Homme/nature
Information et Formation	Article 22 : Renforcer l'action éducative à l'environnement, aux patrimoines et au développement durable		Mesure 22 : Faisons mieux connaître le Parc	25 Valoriser les patrimoines naturels, paysagers et culturels par des approches transversales
Gestion	Article 6 : Renforcer les stratégies de protection et de gestion des patrimoines naturels et la biodiversité	Mesure 2 Lutter contre la disparition des espèces animales et végétales	Mesure 3 : Agissons pour la conservation de la diversité des espèces du territoire	12 Protéger les espaces, habitats et espèces remarquables, restaurer les milieux altérés
Document d'urbanisme	Article 5 : Préserver l'identité et la diversité des paysages	Mesure 9 Fonder l'aménagement du territoire sur la limitation de la consommation d'espace et des déplacements	Mesure 16 : Accompagnons les collectivités dans leurs démarches d'urbanisme durable en favorisant les projets exemplaires	3 Promouvoir une urbanisation endogène, dynamique, sobre et de qualité
Milieu forestier	Article 13 : contribuer au développement d'une agriculture diversifiée, économiquement viable, écologiquement responsable et au développement d'une sylviculture durable	Mesure 6 Préserver la fonctionnalité du réseau forestier et favoriser sa gestion durable	Mesure 19: Incitons les acteurs économiques à intégrer le développement durable et solidaire	2 Maintenir la vocation agricole, forestière et naturelle des espaces non-urbanisés et garantir leur continuité
Milieu agricole		Mesure 7 Préserver les milieux ouverts et renforcer leur biodiversité		
Milieu urbain		Mesure 9 Fonder l'aménagement du territoire sur la limitation de la consommation d'espace et des déplacements	Mesure 6 : Limitons les sources et les impacts des nuisances	5 S'engager pour des aménagements et des constructions respectueux de la biodiversité et du paysage
Milieux aquatiques et les corridors humides	Article 6 : Renforcer les stratégies de protection et de gestion des patrimoines naturels et la biodiversité	Mesure 8 Préserver et restaurer la fonctionnalité du réseau des milieux aquatiques et humides	Mesure 2 : Protégeons et gérons les milieux naturels, dans une logique de trame écologique	7 Restaurer et préserver la trame bleue
Infrastructures linéaires	Article 3 : Promouvoir une qualité de l'urbanisme et des aménagements exemplaires	Mesure 10 Promouvoir et mettre en œuvre une politique des déplacements responsable face au changement climatique	Mesure 15: Concevons chaque aménagement comme un élément de l'identité des paysages de demain	4 S'engager pour des infrastructures de transport respectueuses de la biodiversité et du paysage

B. LES MOTEURS DE L'ACTION EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITE SUR LES TERRITOIRES DES PNR : UNE DYNAMIQUE PAR VAGUE D' ACTIONS

La création de chacun des 4 PNR franciliens a répondu à des contextes territoriaux particuliers, en réaction à de grands projets de développement (ex. PNR-HVC), pour affirmer une entité historique (ex. PNR-GF), s'opposer à l'avancée de l'urbanisation du grand Paris (ex PNR VF) ou préserver le patrimoine naturel (ex PNR OPF). Tous présentent un patrimoine naturel, culturel et paysager riche et reconnu pour cela.

L'une des missions des PNR concerne la protection et la gestion de ce patrimoine riche. De nombreuses actions sont donc menées dans ce sens par les équipes des PNR, mais également par les acteurs de ces territoires qui sont d'ailleurs signataires des chartes de PNR et adhèrent ainsi au projet de PNR.

Il est important de comprendre comment se génère l'action sur les territoires des PNR. Différentes sources d'informations (dont ateliers de travail) nous permettent de proposer une analyse des « moteurs » des actions en faveur de la biodiversité et des continuités écologiques (ou cadres de référence), et quel a été / est donc le rôle joué par le SRCE IdF dans cette dynamique d'actions (cf. **Annexes**).

De manière générale, les territoires des PNR franciliens ont des dynamiques sur la biodiversité et les continuités qui sont bien antérieures à la démarche du SRCE IdF. Compte tenu de leurs missions, les PNR ont engagé dès le début de leur existence de nombreuses actions en ce sens (développement de la connaissance, préservation, restauration...). L'approche territoriale a facilité l'émergence d'une culture sur les réseaux d'espaces naturels à fort potentiel écologique. Cette connaissance a d'ailleurs été mise à la disposition des co-pilotes du SRCE IdF dans sa phase d'élaboration.

De façon chronologique, les questions de biodiversité/continuités sont traitées « par vagues » :

- Les années 1990 et 2000 ont été celles du développement de la connaissance sur les habitats les plus riches en biodiversité. D'autres initiatives sont venues nourrir ces dynamiques, dont :

- les politiques ENS des conseils départementaux (actions de gestion, sensibilisation des acteurs) ;
- la désignation des sites Natura 2000, avec des moyens pour la réalisation d'inventaires et la mise en œuvre d'actions de gestion.

- En 2007, le Grenelle de l'environnement remet à l'agenda des territoires les questions de biodiversité ce qui facilite les actions sur les territoires des PNR. A ceci s'ajoute la création de l'IAU et de NatureParif qui apportent aussi des ressources et facilitent l'appropriation par les acteurs de ces questions.

La montée en puissance des préoccupations liées aux changements climatiques, suite en particulier aux rapports du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), est aussi un moteur.

- Entre 2008 et 2010, un projet inter-PNR est engagé pour développer différents outils et méthodes pour identifier les continuités et mettre en œuvre des actions en leur faveur.

- Le Grenelle II inscrit la TVB dans les codes de l'environnement et de l'urbanisme et conforte les missions d'appui aux collectivités des PNR pour les documents d'urbanisme (leviers réglementaires). Aussi, la fusion des services de l'Etat pour former les DREAL a favorisé l'approche transversale.

- Entre 2010 et 2013, le SRCE IdF est en phase d'élaboration et permet une montée en compétences des acteurs des territoires et notamment des équipes des PNR. C'est une phase riche de travail.

- La validation du SRCE IdF en 2013 offre un outil pour remobiliser les élus locaux sur les projets d'urbanisme mais le rôle du SRCE IdF dans la dynamique des actions semble mitigé (cf. parties ci-après).

- À partir de 2015, ce sont les dynamiques liées à l'eau (et notamment le SDAGE Seine Normandie avec les classements des cours d'eau) qui sont les moteurs pour mettre en œuvre le SRCE IdF. Le 11ème programme de l'Agence de l'eau est attendu par les acteurs pour structurer leur stratégie de territoire.
- La loi Biodiversité de 2016 est aussi un moteur pour remettre le sujet à l'agenda des territoires. C'est un levier réglementaire.
- La compétence GEMAPI (application en 2018) offre une nouvelle organisation des acteurs locaux pour gérer les continuités écologiques, organisation encore en cours aujourd'hui.

A cette dynamique générale s'ajoutent les moteurs présents dans chacun des territoires de PNR.

Pour le PNR de la Haute Vallée de Chevreuse :

Création du PNR-HVC à la fin des années 1980, en opposition à l'expansion de la ville nouvelle de Saint-Quentin en Yvelines.

La réalisation de plans paysage et biodiversité sur l'ensemble du territoire du PNR-HVC est un moteur important pour les collectivités.

Le travail des syndicats de bassins versants est important pour le volet trame bleue avec le développement de plusieurs schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), bien que la nouvelle compétence GEMAPI demande une restructuration des acteurs parfois compliquée.

Entre 1988 et 2018, le travail avec l'ONF s'est progressivement enrichi : les thématiques de travail et le partenariat se sont élargis pour gérer la forêt de Rambouillet.

Pour le PNR du Gâtinais français :

Création du PNR-GF et de la réserve de biosphère à la fin des années 1990.

Quand le SRCE devient opérationnel en 2013, il y a déjà eu sur le territoire une montée en compétences des agents en charge d'actions sur la biodiversité et la TVB (notamment avec le groupe d'échanges national organisé par la Fédération des PNR sur la TVB, et l'éco-conditionnalité des aides accordées aux collectivités pour lutter contre la pollution lumineuse). Ainsi, entre 2013 et 2016, les acteurs locaux et le PNR sont en mesure de réaliser différents projets en lien avec la TVB (passages à faune dont batraciens, agroforesterie, trame noire).

La dynamique liée à la trame bleue prend plus d'ampleur dans les années 2016, et les inondations locales semblent avoir renforcé la nécessité de la mise en œuvre de la GEMAPI.

Pour le PNR Oise Pays de France :

Des travaux d'inventaires sur la circulation du grand gibier sont déjà engagés (par les chasseurs notamment) avant la création du PNR-OPF dans les années 1990.

Création du PNR-OPF en 2004 sur la base du maintien des corridors de circulation du grand gibier.

L'élaboration du SRCE oblige les acteurs mobilisés (i) à s'ouvrir à d'autres publics et ainsi à sortir d'une approche « de spécialistes » et (ii) à valoriser les différentes données collectées.

Dans les années 2015 les réalisations de travaux sont concrétisées, les financements de l'Etat et du Conseil régional IdF sont mobilisables pour les ouvrages qui seront mis en service en 2017.

2015 est aussi l'année qui marque le coup d'arrêt des travaux sur le SRCE Picardie.

Pour le PNR du Vexin Français :

Création du PNR-VF en 1995 et élaboration d'un atlas du patrimoine naturel communal dans les années 2000. A cette époque, le PNR devient aussi un partenaire privilégié du Conseil départemental du Val d'Oise pour la gestion des ENS.

La Loi ALUR permet de mobiliser les communes sur l'élaboration de leur PLU : différents temps de formation sous forme « d'ateliers d'urbanisme durable » permettent aux élus de prendre en compte les continuités notamment.

En 2015, Le PNR signe avec de l'Agence de l'eau et le Conseil régional un Contrat expérimental TVB de 3 ans sur le bassin versant du Montcient et Aubette. Ce contrat est un outil en faveur du SRCE qui permet d'avoir une approche intégrée sur un territoire, le PNR en est l'animateur pour le compte des syndicats de bassins versants.

C. PERCEPTION DE LA MISE EN ŒUVRE DU SRCE IdF PAR LES ACTEURS DES PNR

Rappelons que les éléments analysés ci-après résultent en grande partie des entretiens menés et sont à relativiser au regard des personnes et structures interrogées (cf. **Annexes**).

1. Un SRCE IdF connu mais peu utilisé

Les résultats du questionnaire en ligne montrent que le SRCE IdF est essentiellement connu car c'est un élément de réglementation mais est peu utilisé (plus de la moitié des répondants ne l'utilisent pas).

Ses parties les plus connues et utilisées sont :

- Les composantes de la TVB (tome I du SRCE IdF) ;
- L'atlas cartographique et sa légende (tome III du SRCE IdF).

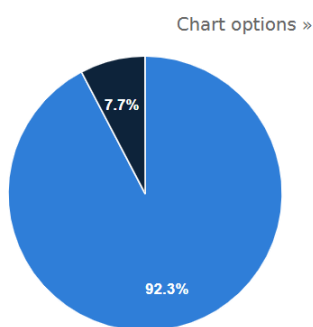
Le plan d'actions stratégique reste mal connu et quasiment pas utilisé (5 personnes sur 23).

Les documents en appui à la mise en œuvre du SRCE (guides, etc.) sont peu connus et très peu utilisés par les acteurs interrogés.

Outre la réglementation et la participation à la concertation, les répondants ont mentionné connaître le SRCE IdF *via* le programme de recherche PIRVE (Programme Interdisciplinaire de Recherche Ville et Environnement 2008-2012⁴ - en lien avec les travaux sur le SRCE Picardie), *via* des travaux avec d'autres partenaires sur les territoires (études TVB, planification, etc.) ou encore *via* une « journée des naturalistes » organisée par NatureParif (aujourd'hui Agence régionale de la biodiversité). Certains s'en servent pour répondre à des appels à projets et demandes de subventions (outil de justification).

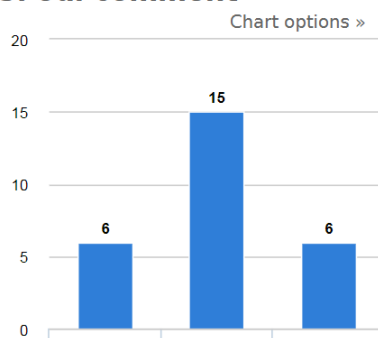
⁴ Pour en savoir plus : <http://www.urbanisme-puca.gouv.fr/pirve-programme-interdisciplinaire-de-recherche-a277.html>

Connaissez vous le SRCE ?



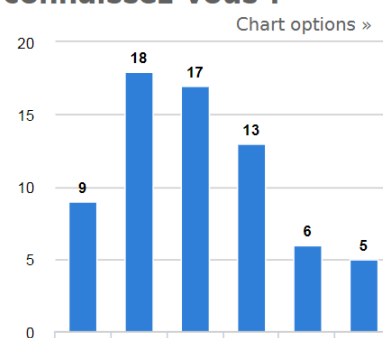
Oui	24
Non	2

Si oui comment



participation à la concertation	6
c'est un élément de réglementation	15
autre	6

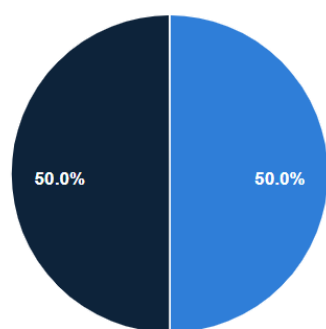
Quelle partie du SRCE connaissez-vous ?



Résumé non technique	9
Composantes de la TVB	18
Atlas cartographique	17
Légende de l'atlas	13
Plan d'action stratégique	6
Rapport environnemental	5

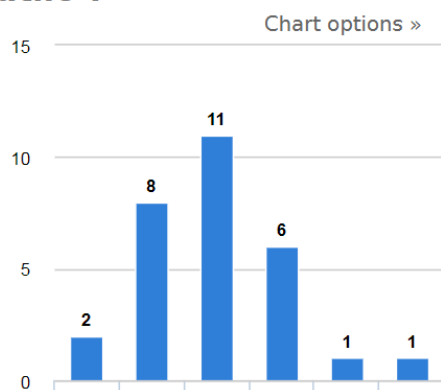
Utilisez-vous le SRCE ?

Chart options »



Oui	13
Non	13

Si oui, quelle partie du SRCE vous a été le plus utile ?



Résumé non technique	2
Composantes de la TVB	8
Atlas cartographique	11
Légende de l'atlas	6
Plan d'action stratégique	1
Rapport environnemental	1

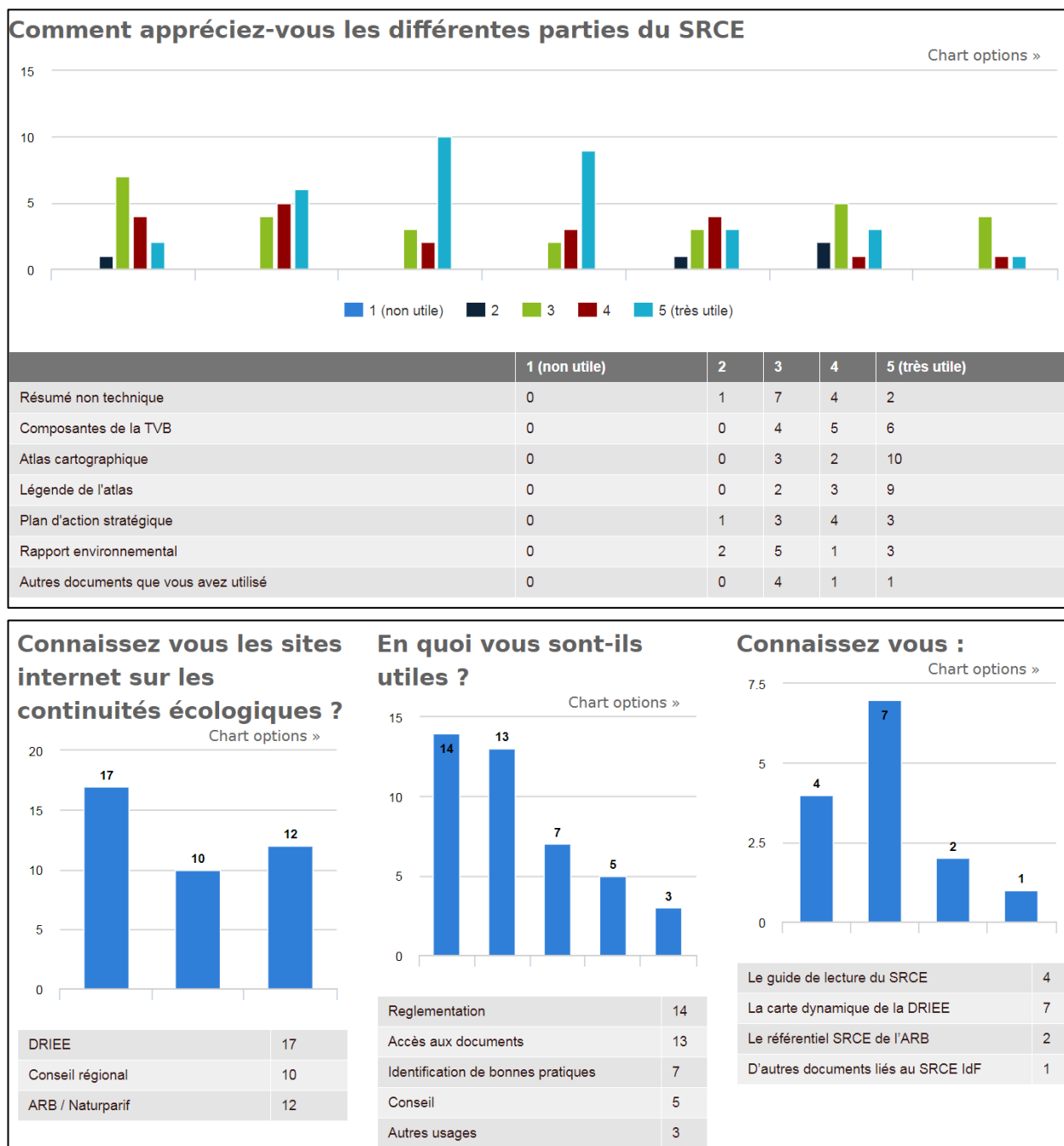


Figure 7 : Résultats de l'enquête en ligne auprès des acteurs interrogés (le 16/10/2019).

2. Des actions réalisées variées

Les actions menées en faveur de la biodiversité et des continuités écologiques sont variées sur les territoires des PNR et sont plus ou moins liées au SRCE IdF. En effet, le plan d'actions stratégique du SRCE IdF ne cible pas précisément des territoires ou des acteurs. Les actions infra-régionales ne s'inscrivent ainsi pas directement dans le plan d'actions, à moins d'être financées par des fonds liés au SRCE IdF (comme par exemple ceux présentés au l.B en page n°2).

Bien que les actions des acteurs interrogés ne soient pas directement affichées ou intégrées dans le plan d'actions du SRCE IdF, celles-ci peuvent être rattachées aux grands domaines abordés dans le plan. Il est ainsi possible de voir que les domaines du plan les plus traités par le panel interrogé concernent :

- La gestion des espaces (parfois difficile à dissocier des actions par type de milieux qui sont distinctes dans la structuration du plan d'actions du SRCE IdF),
- La connaissance : inventaires, études variées voire travaux de recherche,
- Les documents d'urbanisme : grande variété dans l'intégration des continuités, une diversité des moyens humains – financiers – en compétences (ex. cas des petites collectivités),
- L'information et la formation : sensibilisation de publics variés et notamment des élus en utilisant différents supports (ateliers, lettres d'information, films, sorties de terrain...),
- Les actions pour les milieux aquatiques et les corridors humides.

Les actions sur les milieux agricoles sont peu nombreuses et des difficultés entre les acteurs ont été signalées. Les aides liées à la politique agricole commune sont réduites sur le volet biodiversité et souvent jugées peu incitatives. Le PNR est en appui aux agriculteurs souhaitant faire des actions, valorise ces actions et est en contrôle lorsque des subventions sont données. Agriculteurs et chasseurs collaborent sur flore et faune.

Les actions sur les milieux forestiers ont été peu mentionnées, bien que les continuités écologiques soient souvent identifiées à ces milieux.

Les actions sur les infrastructures linéaires et sur les milieux urbains ont également été peu développées par le panel d'acteurs interrogé.

Le détail des actions, de façon non exhaustive, est donné dans le **Tableau** ci-après.

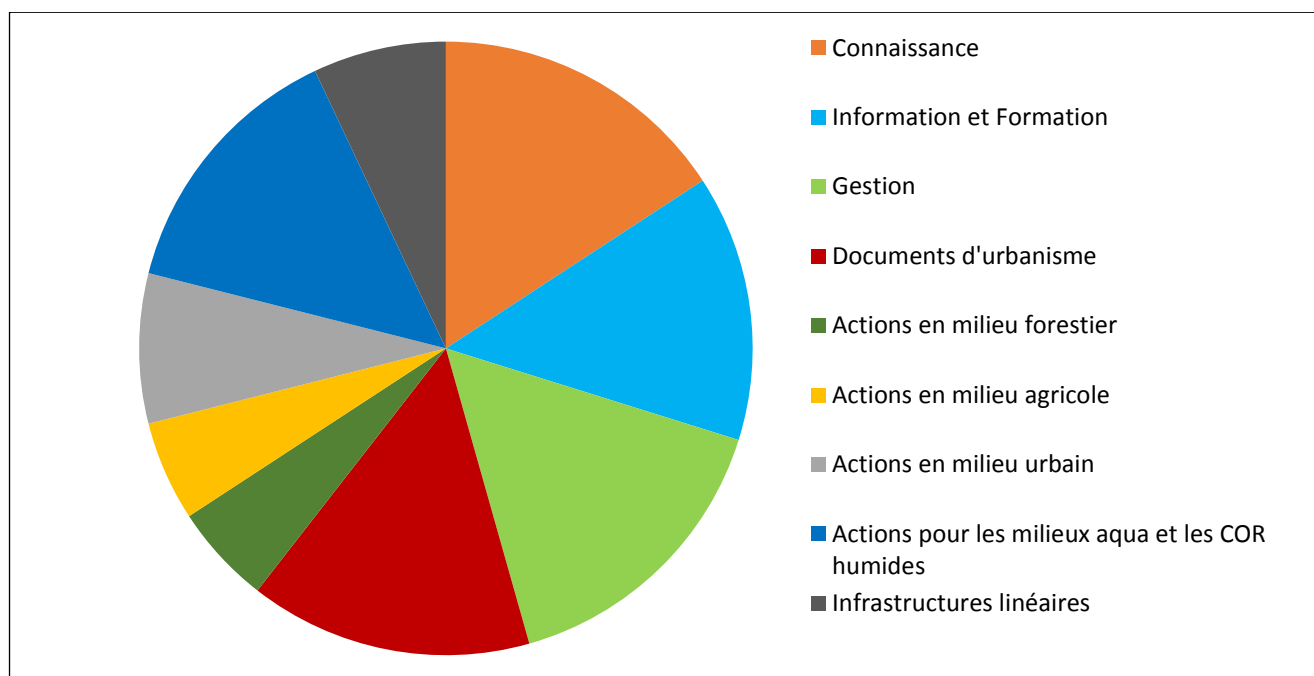


Figure 8 : Représentation des domaines du plan d'actions stratégiques du SRCE IdF traités par les personnes interrogées.

Tableau 3 : Exemples d'actions mentionnées par les personnes interrogées, en fonction des domaines du plan d'actions stratégique du SRCE IdF.

Domaines d'action du PAS du SRCE IdF	Actions (indicatives et non exhaustives, basées sur les temps d'entretiens)	Structures
Connaissance	<ul style="list-style-type: none"> - Inventaires et suivis naturalistes et de milieux, diagnostics - Identification des continuités au niveau du PNR - Guide des chemins ruraux et chartes avec les collectivités - Atlas communaux avec volet environnemental - Plans paysage et biodiversité avec plan d'actions - Guide de prise en compte de la biodiversité dans la gestion forestière - Atlas dynamique de la biodiversité Seine et Marne - PDIPR et stratégie ENS - Marché naturaliste en cours pour identifier les continuités écologiques entre les ENS et traversant les milieux urbains - Guide des paysages urbains et naturels d'Essonne - Plans de gestion avec études, analyses sur la biodiversité (un seul pour SYORP), schémas, codes... - Observatoire de la biodiversité - Indice de biodiversité potentielle - Recensement des passages à faune, des types de clôtures, des collisions - Travaux de recherche sur la génétique des populations de cerf élaphe - Accueil de travaux de recherche, de suivis sur son terrain (curiosité) 	<ul style="list-style-type: none"> - Natur'Essonne, ONF, ANVL, SYORP, COBAHMA, FICIF, CD77, CD91 - Equipes PNR - PNR-GF - PNR-GF, PNR-VF - PNR-HVC - CRPF - CD77 - CD78 - CAUE91 - Natur'Essonne, ONF, CRPF, ANVL, Equipes PNR, SYORP, SIAHVY, COBAHMA, CD77, FICIF... - SYORP - CRPF - FICIF - Equipes PNR, FICIF - Agriculteur
	<i>*- Inventaire zones humides</i>	<i>- SITRARIVE</i>
Information et formation	<ul style="list-style-type: none"> - Sorties naturalistes, publications et chantiers nature - Pose de nichoirs, d'abris à insectes près de l'école - Verger pédagogique - Sensibilisation des collectivités et scolaires : eau, biodiversité, climat, agriculture, urbanisme durable... - Porter à connaissance 	<ul style="list-style-type: none"> - Natur'Essonne, ANVL - Commune de Gambais - Commune de Fontenay-les-Briis - Equipes PNR, SYORP, FICIF (scolaires), Agriculteur, CD77, CD91 - Equipes PNR, DDT78...

	<ul style="list-style-type: none"> - Accueil du public en forêt - Vulgarisation du marquage (marteloscope) - Journée sur le terrain pour le grand public : paysage et biodiversité - Journée sur le terrain avec les collectivités, parcours - La pointeuse botanique - Panneaux de sensibilisation sur la place du patrimoine naturel à l'échelle communale. Une soirée d'information et d'explication sur les enjeux TVB, pour le grand public, a aussi eu lieu <p>Film « Trame verte et bleue dans le PLU de la commune de Ormerville (95) »</p>	<ul style="list-style-type: none"> - ONF - CRPF et PNR-GF - PNR-HVC et commune de Fontenay-les-Briis, - CAUE91 - PNR-VF
	<p><i>*- Diffusion du SAGE de la Nonette sur internet</i></p> <p><i>- Médiation assurée par le PNR-OPF pour favoriser le dialogue entre le propriétaire privé et les communes</i></p>	<p><i>SAGE de la Nonette</i></p> <p><i>- Institut de France</i></p>
Gestion des espaces	<ul style="list-style-type: none"> - Animation de sites N2000, restauration d'habitats d'intérêt (coteaux calcaires, prairies, etc.) - Zérophyto sur la commune et volonté de gestion différenciée des espaces verts (fauche tardive...) - Conseil aux collectivités pour la gestion différenciée, les essences végétales à privilégier et à proscrire - Projet sur l'agroforesterie : restauration de la trame boisée au sein de l'exploitation agricole - Classement en ENS - Mise en place de haies sur domaine public - Charte de la biodiversité signée et suivie - Acquisition d'espaces pour la restauration des cours d'eau et zones humides - Mise en réseau des espaces de landes au regard du SRCE - Coordination des plans de gestion pour les ENS, dynamique d'acquisition foncière en réseau - Appui financier à la mise en place d'actions de gestion - Chartes d'engagement volontaire pour les jardins naturels sensibles avec accompagnement du département 	<ul style="list-style-type: none"> - Natur'Essonne, ONF, ANVL - Communes de Gambais, Fontenay-les-Briis - Equipes PNR, ANVL, CD77, CAUE91, CD91 - PNR-GF - Commune de Fontenay-les-Briis - SYORP - CD78 - CD91
Intégration dans les documents d'urbanisme	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration dans le PLU récemment révisé : diagnostic, documents graphiques, règlement... - Accompagnement des collectivités et autres aménageurs, porter à connaissance 	<ul style="list-style-type: none"> - Communes de Gambais et Fontenay-les-Briis - Equipes PNR, SYORP, COBAHMA SIAHVV, CCEJR, Pays Nemours, CD77, CAUE91, DDT78

	<ul style="list-style-type: none"> - Avis sur les documents - Elaboration des PLU « en groupement » sur un même bassin-versant - Études, à l'échelle communale et intercommunale, pour décliner la TVB dans le SCoT des Pays d'Oise et d'halatte et le PLU de Pont Sainte Maxence. 	<ul style="list-style-type: none"> - Natur'Essonne, ONF, Equipes PNR, SYORP, COBAHMA, CRPF, CD77, DDT78 - information remontée par le PNR-VF - PNR-OPF
	<i>*- Avis commun du Syndicat de bassin-versant et du PNR-OPF pour prendre en compte les travaux de restauration des rivières</i>	- PNR-OPF
Milieux forestiers	- Gestion forestière, lisières	- ONF, CRPF
Milieux agricoles	<ul style="list-style-type: none"> - Contrat N2000 et MAEc (entretien fossé, haie, mare...) - Gestion de prairies avec les éleveurs (pâturage) - Préservation et entretien mare en agriculture - Pose de nichoirs - Subvention plantation de haies pour la faune - Subvention pour les cultures intermédiaires pièges à nitrates (CIPAN) - PPEANP –périmètre de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels péri-urbains 	<ul style="list-style-type: none"> - Natur'Essonne, Equipes PNR, ANVL, FICIF, Agriculteur - ANVL, Commune de Gaillon sur Montcient - Agriculteur, FICIF - Agriculteur - FICIF - CD77
	<i>*- Mettre en place des systèmes cultureux qui permettent d'assurer le passage et l'alimentation du gibier (maintenir le corridor) tout en limitant les dégâts pour l'exploitation agricole</i>	- Agriculteur OPF
	<i>- Développement des pratiques d'agriculture de conservation pour préserver les champs captants</i>	- GIEE association Morancy
Milieu urbain	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion des espaces verts (zérophyto, volonté d'une gestion différenciée) - Eclairage nocturne modéré, passage aux LED - Maintien des chemins ruraux - Valorisation des friches (péri-)urbaines - Eco-conditionnalité des aides du PNR au regard des actions pour limiter la pollution lumineuse - Eco-conditionnalité des aides du CD pour les communes préservant le patrimoine naturel jouxtant les chemins ruraux (via PDIPR) 	<ul style="list-style-type: none"> - Communes de Gambais et Fontenay-les-Briis - CCEJR - CAUE91 - PNR-GF - CD77

	<ul style="list-style-type: none"> - Réouverture de cours d'eau en milieu urbain - Action de lutte contre l'érosion impactant les continuités, plantation de haies - Continuités écologiques urbaines intégrées dans la politique nature du département 	<ul style="list-style-type: none"> - SYORP, COBAHMA, SIAHVY - Commune de Berville - CD78, CD91
Milieux aquatiques et humides	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de curage d'une mare en bord de route, respectant des préconisations écologiques - Actions de restauration de mares, mouillères, autres zones humides + conseil aux acteurs - Actions de reméandrage, déplacement cours d'eau - Entretien et restauration des berges, ripisylves, prairies humides, forêts alluviales... - Abaissement ou effacement de seuils - Préservation et entretien mare en agriculture - Accompagnement des syndicats de rivières, reconstitution de berges - Contrat expérimental TVB (2015-2018) : animation du territoire, acquisition de connaissances et intégration dans les PLU, définition de programme de travaux de restauration 	<ul style="list-style-type: none"> - Commune de Gambais - Equipes PNR, ANVL, Natur'Essonne - SYORP, COBAHMA, SIAHVY - Agriculteur, FICIF - CD77 - Animation PNR)-VF portage SIBVAM puis SMIGERMA
	<ul style="list-style-type: none"> <i>*- PPRE (programme Pluriannuel de Restauration et d'Entretien) dont des actions d'effacement d'ouvrages</i> <i>- Partenariat avec le CEN de Picardie pour recenser les espèces indicatrices de la bonne gestion des eaux</i> <i>- Etude globale sur les continuités des cours d'eau, actions menées en fonction des opportunités de terrain</i> 	<ul style="list-style-type: none"> <i>- SITRARIVE</i> <i>- SAGE de la Nonette</i>
Infrastructures linéaires	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place et suivi d'un crapaudrome, volonté de créer un crapauduc (PNR-HVC porteur de projet) - Gestion écologique des bords de route, aménagement de passages à faune (banquettes petite faune) - Gestion des lignes à haute tension avec RTE - Etude-expertise-ingénierie de financement pour un projet d'autopont 	<ul style="list-style-type: none"> - Commune de Gambais, Natur'Essonne, CD91 - CD77, CD92, CD95 - CD77 - PNR-OPF et association des chasseurs

**Acteurs agissant sur la région Hauts de France (singularité des acteurs présents sur le PNR-OPF, à cheval sur les deux régions). Pour ces acteurs c'est le PNR-OPF qui est le garant de la prise en compte des continuités, le travail mené par le PNR est la référence de nombreux acteurs gestionnaires des territoires (élu locaux, syndicat de bassin versant, acteurs associatifs).*

3. Une mise en œuvre du SRCE IdF sur les territoires à relativiser

L'« effet » du SRCE IdF sur la préservation et la remise en « bon état » des continuités écologiques n'a pas pu être évalué compte tenu de la difficulté à associer les résultats d'une action à une unique politique, compte tenu des délais de mise en œuvre du SRCE qui ne correspondent pas aux temps écologiques et compte tenu du temps dédié au présent travail.

Toutefois, il apparaît probable que le SRCE IdF ait contribué à limiter le niveau de fragmentation et de disparition des continuités écologiques. En effet, les acteurs ont souligné que le SRCE avait généralisé des actions, en particulier concernant les documents d'urbanisme et les projets d'aménagement qui s'y réfèrent (opposabilité juridique de « prise en compte ») et peuvent compléter les études existantes (amélioration de la connaissance). Le SRCE peut aussi avoir un effet sur les priorités de préemption de certains espaces à préserver/restaurer. En ce sens, le SRCE a eu un effet sur les acteurs socio-économiques et en particulier sur les collectivités territoriales et sur les bureaux d'études qui les accompagnent. Toutefois, les documents d'urbanisme ne permettent pas une action de gestion et sont ainsi limités pour une remise en « bon état » des continuités.

Les aides financières développées dans le cadre du SRCE IdF (cf. I.B page n°2) ont également un rôle pour l'action locale. Toutefois, ce sont surtout les acteurs interrogés agissant au niveau départemental ou les équipes des PNR qui ont connaissance de ces aides ou les mobilisent. Les aides de l'agence de l'eau en faveur des continuités sont bien identifiées par les acteurs concernés, et, plus généralement les financements pour la « trame bleue » (d'autant plus avec la compétence GEMAPI) semblent plus accessibles que ceux sur la « trame verte ».

Une des collectivités interrogées a noté que les « chartes de biodiversité » mises en place par le conseil régional IdF pouvaient être des « garde-fous » pour améliorer en continu les actions collectives. Toutefois, le lien entre ces chartes et le SRCE IdF n'était pas évident pour la personne interrogée.

L'animation des réflexions tout au long du processus de construction du SRCE IdF a également permis aux acteurs des territoires de se retrouver régulièrement, d'échanger, de créer du lien et *in fine* parfois de mettre en place des actions (ex. lien entre RTE et CD77 pour la biodiversité à la base des pylones électriques). A noter aussi le facteur « individu » avec le référent SRCE à la DRIEE bien identifié par les acteurs.

Le SRCE ne semble pas avoir amélioré les connaissances sur les PNR mais a donné davantage de lisibilité et de compréhension sur le thème des continuités écologiques. C'est un document appuyant davantage les actions déjà menées sur les territoires, leur donnant encore davantage de légitimité voire des arguments pour militer/convaincre en faveur de la biodiversité.

Il apporte une vision plus large des enjeux sur les territoires, permettant de s'inscrire dans une logique interterritoriale. Le SRCE IdF pourrait/peut justifier des actions cohérentes entre communes des PNR et communes hors PNR, sur de grands espaces (ex. forestiers) à cheval sur plusieurs territoires.

L'apport méthodologique du SRCE a pu être souligné par certains acteurs dont le périmètre d'action ne concerne qu'en petite partie d'un PNR. Toutefois, la méthode de modélisation des continuités écologiques laisse perplexe la plupart des acteurs interrogés quant à la pertinence de son utilisation/déclinaison au niveau local (bien que cela ne soit pas l'objectif du SRCE mais les acteurs locaux indiquent manquer de méthode pour identifier les continuités locales).

Les couches SIG du SRCE sont parmi les couches utiles pour préciser les enjeux écologiques sur les territoires (parmi les couches superposées).

Plusieurs acteurs interrogés ont identifié des changements de « façons de faire et d'être » en faveur de la biodiversité sur leurs territoires, changements qui peuvent être liés au SRCE de près ou de loin (ou au Grenelle de l'environnement plus généralement, ou au SDRIF qui était concomitant au SRCE ou aux Chartes des PNR aussi concomitantes au SRCE). L'évolution de la réglementation pour la préservation de la biodiversité est également soulignée comme facteur de changement.

Le SRCE est bien identifié et c'est un atout qu'il soit un document stratégique dédié à ce sujet et non intégré à un autre (comme c'est le cas pour les régions réalisant leur SRADDET qui absorbe le SRCE).

Toutefois, les acteurs ont souligné l'utilité du SRCE mais bien moins son utilisation.

Le SRCE IdF s'est appuyé sur les données, informations et connaissances existantes et disponibles sur les territoires des PNR (fournies par les PNR ou par d'autres acteurs). Ainsi le SRCE reflète les enjeux identifiés sur les PNR mais les documents des PNR ou des autres acteurs restent davantage précis. Certains acteurs ont l'impression d'avoir « plus donné que reçu ». Certains acteurs soulignent la diversité des données et informations considérées, avec des niveaux de précision ou de certitude variés (potentialités écologiques).

Le SRCE peut être perçu comme un document pédagogique de communication et non « technique », avec une utilité donc relative pour les acteurs agissant sur les territoires.

Certains acteurs ne se sentent pas ou peu concernés par le SRCE, considérant leurs activités « bien balisées » (ex. certains acteurs de l'eau ou de la forêt). Pour ceux-ci, le SRCE s'adresse d'abord aux aménageurs et aux collectivités territoriales. La plupart des acteurs pensent faire des actions en faveur des continuités « sans le savoir » et non en lien direct avec le SRCE.

Le manque de priorisation a souvent été soulevé par les acteurs interrogés traduisant leur déception dans la mise en œuvre du SRCE. Par exemple, les milieux forestiers sont largement intégrés dans le SRCE, sans distinction. Le SRCE, en lui-même, ne complique pas davantage les projets d'aménagement qui sont déjà bien encadrés par le code de l'urbanisme et souvent par les chartes des PNR. Certains acteurs regrettent l'image de continuités écologiques essentiellement boisées et que l'accent ne soit pas davantage mis sur les milieux ouverts (dont les prairies naturelles, de fauche, de pâture) et les milieux humides qui sont des milieux ayant été très impactés en IdF. La priorisation sur les points de conflit avec les infrastructures linéaires de transport a aussi été soulevée. La sous-estimation de la nature en ville a été soulignée.

Des acteurs ont regretté le fait que les données cartographiques existent au 1/25 000^{ème} mais ne soient uniquement livrées qu'au 1/100 000^{ème}. Certains acteurs ont indiqué « zoomer » sur les cartes du SRCE, bien que cela ne soit pas l'objectif de ces cartes.

Les « zones blanches » de la cartographie du SRCE IdF sont parfois difficiles à interpréter au niveau local et peuvent limiter la mise en œuvre.

Certains acteurs interrogés ont indiqué que les outils du code de l'urbanisme en faveur des CE n'étaient pas vraiment connus des collectivités et que cela limitait la mise en œuvre du SRCE.

Le manque de moyens humains-financiers ou la méconnaissance des outils financiers au niveau local a souvent été mis en évidence par les acteurs interrogés pour mettre en œuvre le SRCE, identifier les continuités écologiques et agir en leur faveur. La complexité des outils financiers et le manque d'information ont été signalés. Aussi, les financements pour le suivi des actions menées est quasi inexistant.

Les résultats de l'utilisation du SRCE rejoignent ceux liés aux moteurs de l'action en faveur des CE, du fait de la portée régionale du SRCE IdF par rapport à des problématiques plus précises et concrètes localement. Le SRCE, compte tenu de son niveau régional, n'est pas souvent utilisé directement pour

l'action. Notamment, pour l'action sur les milieux aquatiques et humides, les SAGE et SDAGE sont les documents de référence. De même, pour l'action sur les milieux forestiers privés, les plans simples de gestion (rarement coordonnés ensemble pour une approche globale) sont les documents « techniques » et l'indice de biodiversité potentielle (développé antérieurement au SRCE, axé au niveau de la propriété forestière) fait référence pour le CRPF.

Aussi, l'important volume écrit du SRCE est une limite pour les acteurs qui ont du mal à se l'approprier au-delà de la cartographie. Ce dernier point questionne quant à la déclinaison de la carte régionale au niveau local, si déclinaison il y a ou simple « zoom ».

L'utilisation du SRCE IdF semble essentiellement liée à son caractère réglementaire mais reste peu contraignant (par rapport au code de l'urbanisme, au SDAGE et SAGE avec les classements en listes 1 et 2 des cours d'eau, etc).

La mise en œuvre du SRCE reste très dépendante des volontés et des agendas politiques et reste donc disparate sur la région. Par exemple, le Conseil départemental des Yvelines construit aujourd'hui sa politique nature sur la base des éléments du SRCE IdF.

Aussi, l'appropriation du SRCE IdF est en cours, prend du temps et les acteurs précisent que 6 ans de mise en œuvre sont encore trop courts pour un effet réel dans les documents, les « habitudes de faire ».

La remise en « bon état » de continuités écologiques peut impliquer des changements importants dans les paysages des territoires (ex. effacement d'un seuil le long d'un cours d'eau ou reméandrage), changements qui sont à étudier au cas par cas sur les territoires et pour lesquels le SRCE IdF ne donne pas d'éléments *a priori* à son échelle (changements non abordés dans le SRCE).

Indépendamment du SRCE, des acteurs ont souligné la limite des actions sur le domaine privé et donc le possible manque de cohérence écologique des actions menées.

La mise en œuvre du SRCE IdF est globalement cohérente avec les autres politiques, dont le SRCE s'est inspiré (ex. Chartes de PNR) ou avec lesquelles le SRCE est opposable (ex. documents d'urbanisme, SDRIF, etc.). Toutefois, selon les territoires et selon les ambitions des acteurs, la cohérence entre les politiques peut être faite *a minima*.

Conflits possibles entre des politiques de préservation de l'environnement : par exemple modification d'une zone humide (pouvant être en site Natura 2000) après la suppression d'un seuil dans un cours d'eau.

Conflits possibles entre enjeux du patrimoine naturel et enjeux du patrimoine culturel : par exemple entre la restauration de la CE aquatique et la préservation des vieux moulins.

*NB : Les conclusions sont à relativiser au regard des personnes interrogées (cf. **Annexes**).*

D. PERCEPTION DE L'EFFET PNR SUR LA MISE EN ŒUVRE DU SRCE : DES ACTEURS « RELAIS »

Les PNR sont des territoires « relais » importants entre les niveaux de gouvernance, du régional au local. Territoires d'expérimentation, la charte de chaque PNR est aussi un document opposable aux documents d'urbanisme et doit permettre d'assurer la cohérence des actions menées sur les territoires, notamment concernant les continuités écologiques.

La majorité des acteurs interrogés connaissent les chartes des PNR, moins connaissent les Plans de parc.

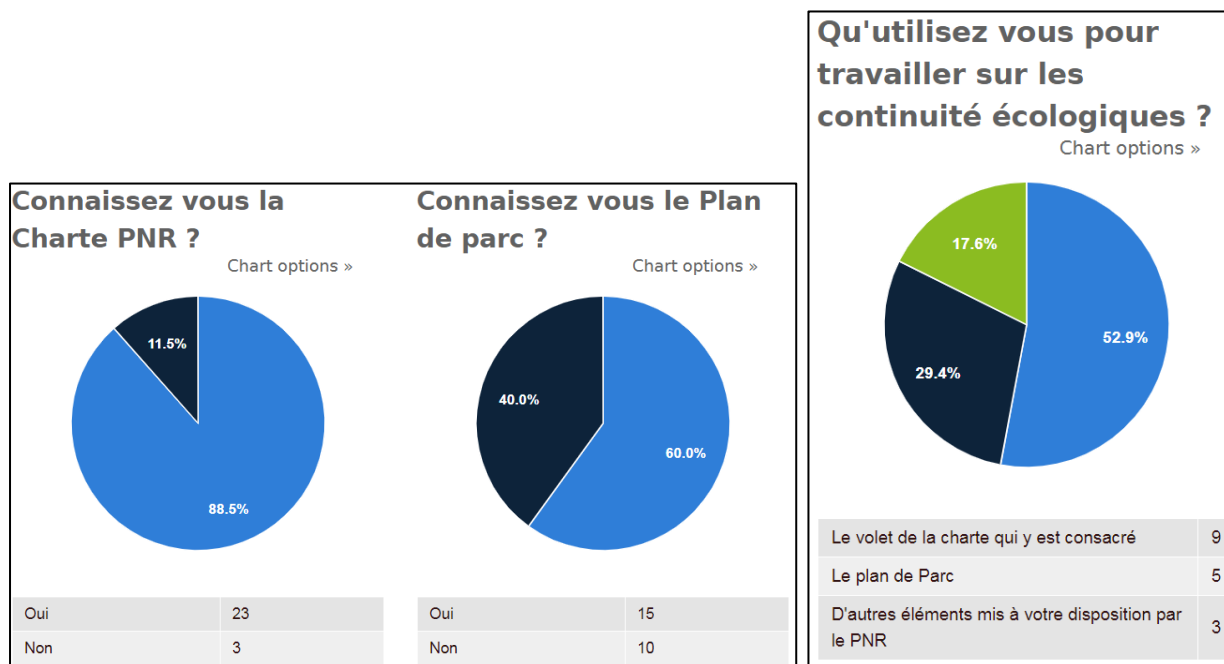


Figure 9 : Résultats de l'enquête en ligne auprès des acteurs interrogés (le 16/10/2019).

L'« effet PNR » est globalement reconnu par les acteurs et est très positif pour la plupart.

Les acteurs dont les périmètres d'action dépassent largement ceux des PNR s'appuient sur les équipes des PNR et interviennent moins sur ces territoires (ex. CAUE91, CD77). Ceux dont le périmètre chevauche celui des PNR bénéficient en partie de l'appui des PNR mais tentent de faire « tache d'huile » sur l'ensemble de leur territoire (ex. St-Pierre-lès-Nemours engagé volontairement pour réduire la pollution lumineuse suite aux actions du PNR-GF adjacent).

L'accompagnement des collectivités par les équipes des PNR pour la réalisation/révision des documents d'urbanisme est souligné (pré-travail de synthèse des connaissances, adaptation au territoire, personnes référentes identifiées) ainsi que la force de proposition et l'accompagnement pour des actions en faveur des continuités (plantations de haies-vergers, liaisons douces, gestion différenciée, réduction de la pollution lumineuse, etc.). La formation des élus par les équipes de PNR est importante. En parallèle, le lien privilégié des équipes des PNR avec les collectivités est un atout pour les autres acteurs des territoires pour agir, pour monter des projets et répondre à des appels à projets.

Les compétences des équipes des PNR peuvent être complémentaires de celles des acteurs des territoires qui s'y appuient ainsi, et inversement (ex. sylviculture, naturalisme,...). Les PNR sont des facilitateurs en particulier sur l'ingénierie de projets. Les PNR sont situés principalement en tête de

bassin versant et ont un rôle stratégique important en ce sens (prévention de l'érosion, gestion, appui aux acteurs ayant la compétence GEMAPI, *etc.*).

L'intérêt « social » des PNR a été souligné pour mettre en relation les acteurs d'horizons divers, échanger les points de vue, *etc.* Les équipes des PNR bénéficient d'une bonne écoute auprès des acteurs, écoute importante pour le travail en collectif (dépasser les « étiquettes »). Le lien social créé permet aux PNR de jouer leur rôle de médiateur, en permettant une discussion entre différentes priorités de développement et favorise la mise en place d'un compromis pour la gestion d'un espace.

Le fait que les PNR puissent financer des acteurs privés, des particuliers est un atout pour agir en faveur des continuités. De façon générale, les territoires de PNR bénéficient de financements plus importants que les autres territoires ruraux, ce qui est un atout pour agir sur ces territoires. Aussi, les PNR peuvent être porteurs de projets que des collectivités ne pourraient pas assumer seules, soit du fait de facteurs humains (montages financiers complexes, suivis de projet chronophages, *etc.*) soit de facteurs financiers (avance sur argent des dépenses).

L'animation des territoires par les équipes des PNR est aussi mise en avant. Par exemple, le PNR-GF collabore avec le CRPF pour effectuer un marteloscope⁵ avec les propriétaires pour éclaircir les peuplements irréguliers et en profiter pour discuter biodiversité, *etc.* Toutefois, la sensibilisation des acteurs présents dans les PNR (par rapport à ceux hors des PNR) n'apparaît pas toujours meilleure a priori.

La communication auprès du grand public faite par le PNR est aussi appréciée par d'autres acteurs qui peuvent s'y appuyer, voire l'étendre hors PNR pour mutualiser les moyens et outils.

Les chartes des PNR peuvent faire « écran » au SRCE IdF (ce dernier en devient « transparent »), les acteurs considérant que les chartes traduisent les continuités au niveau local (confiance donnée aux équipes des PNR), bien que les chartes ne soient souvent pas « un outil de tous les jours ».

Cet « effet PNR » est à relativiser dans certains cas et pour certains acteurs.

Par exemple, pour la gestion des cours d'eau, des objectifs contradictoires peuvent s'exprimer au sein d'un PNR entre préservation du patrimoine culturel (ex. moulins anciens) et celle du patrimoine naturel (liberté des cours d'eau). Le PNR ayant les deux missions, son choix est complexe et résulte d'un compromis territorial qui n'est pas toujours dans le sens du SRCE.

La « tache d'huile » pour les territoires à cheval sur un PNR peut ne pas se faire. Dans ce cas, les limites administratives s'imposent aux continuités écologiques et la cohérence interterritoriale n'existe pas (ex. aberrations d'aménagements entre communes limitrophes, l'une dans le PNR l'autre hors). Par ailleurs, les limites administratives du PNR peuvent ne pas lui permettre d'intervenir sur des espaces écologiquement cohérents (ex. Forêt de Fontainebleau et forêts en lien), limitant la pertinence de son action.

Aussi, les PNR bien que proches géographiquement (PNR-VF et OPF n'ont qu'une commune les séparant) travaillent peu entre eux, au niveau inter-PNR.

⁵ Un marteloscope est un dispositif terrain pédagogique permettant aux forestiers de visualiser l'intensité et la nature des prélèvements qu'ils prévoient. Diverses informations sur un peuplement forestier sont récoltées sur une parcelle comme pour un martelage (volume sur pied, surface terrière, répartition des essences par classe de forme, vigueur, potentiel de sciage, *etc.*) et sont utilisées via une application informatique pour simuler des éclaircies.

Des habitudes de travail avec les PNR n'existent pas avec tous les acteurs interrogés, beaucoup (exceptées les collectivités) sont plutôt en interface à l'opportunité, lorsque l'occasion se présente, au cas par cas.

Aussi, les PNR peuvent avoir une entrée « biodiversité » jugée trop prédominante par certains acteurs socio-économiques qui ne peuvent plus mener leurs activités, même en lien avec le SRCE, ou qui regrettent que cela écarte d'autres entrées telles que celle du « paysage » ou des « services écosystémiques » (vocabulaire).

Les chartes des PNR sont également perçues comme des documents davantage pédagogiques que techniques avec une utilisation relative.

Par ailleurs, le SRCE IdF est peu mentionné par les équipes des PNR qui utilisent la charte. Par exemple, l'accompagnement des collectivités pour les documents d'urbanisme s'appuie sur les chartes des PNR avant tout, défendant le projet porté par le PNR (qui n'est pas le SRCE directement).

AUTRES ACTEURS « RELAIS »

L'importance des syndicats de gestion des eaux est soulignée pour la préservation et la restauration des continuités aquatiques et humides, en support ou relais des PNR sur le volet terrestre. Les actions communes entre syndicats et PNR sont rares, les territoires d'action étant souvent clairement répartis, mais les actions restent complémentaires en général et s'appuient sur des éléments de connaissances communs.

La compétence GEMAPI a pu générer des tensions (voire conflits) entre les collectivités, les syndicats de gestion des eaux et les PNR en particulier. Certains acteurs regrettent que le volet « GEMA » soit parfois délaissé par rapport au volet « PI ». D'autres regrettent que les acteurs ayant la compétence GEMAPI ne soient pas obligatoirement PPA (personne publique associée).

Certains acteurs ont également souligné le rôle des associations de préservation de l'environnement en tant que « fer de lance » pour les actions en faveur de la biodiversité, pour la sensibilisation des acteurs.

L'animation des Docob Natura 2000 permet aussi de créer un espace de discussion sur les modalités de gestion des territoires à enjeux en matière de biodiversité.

Les Départements sont aussi bien identifiés, en particulier pour la politique ENS (espaces naturels sensibles) qu'ils portent et les aides associées.

L'Agence de l'Eau Seine Normandie donne un cadre de référence sur le volet trame bleue et est un financeur important pour les actions en faveur des continuités.

E. FOCUS SUR LES PLU : UNE ANALYSE COMPLEMENTAIRE A LA DEMARCHE ENGAGEE PAR L'INSTITUT PARIS REGION

1. Choix des PLU et méthode d'analyse

Huit plans locaux d'urbanisme (PLU) ont été analysés, sur proposition des quatre PNR. Ces PLU sont tous situés sur les territoires des PNR et sont divers en termes de niveau d'accompagnement par les équipes des PNR, en termes d'occupation du sol ou encore en termes d'outils mis en place (ex. orientations d'aménagement et de programmation - OAP). Ils sont tous postérieurs à l'adoption du SRCE de façon à apprécier comment celui-ci est intégré.

Tableau 4 : Liste des PLU retenus pour l'analyse.

Commune	Adoption PLU (arrêt ou approbation)	PNR	Remarques (outils, accompagnement...)
Méré (78)	05/2018	PNR-HVC	
Choisel (78)	02/2017	PNR-HVC	
Chailly en Bière (77)	12/2015	PNR-GF	Accompagnement plus léger du PNR
Bouray-sur-Juine (91)	02/2014	PNR-GF	SCoT en réflexion pour la CCEJR, Accompagnement important du PNR
Sagy (95)	02/2019	PNR-VF	
Montalet-le-bois (78)	09/2017	PNR-VF	
Plessis-Luzarches (95)	09/2017	PNR-OPF	
Lassy (95)	09/2014	PNR-OPF	

NB : Les PLU d'Omerville (95) et Juziers (78) adoptés en 2012 ont aussi été proposés à l'étude par le PNR-VF, ainsi que le PLU de Jagny-sous-bois (95) par le PNR-OPF adopté en 2007. Ces derniers n'ont pas été étudiés dans le temps imparti à cette étude et du fait de leur adoption antérieure à celle du SRCE IdF.

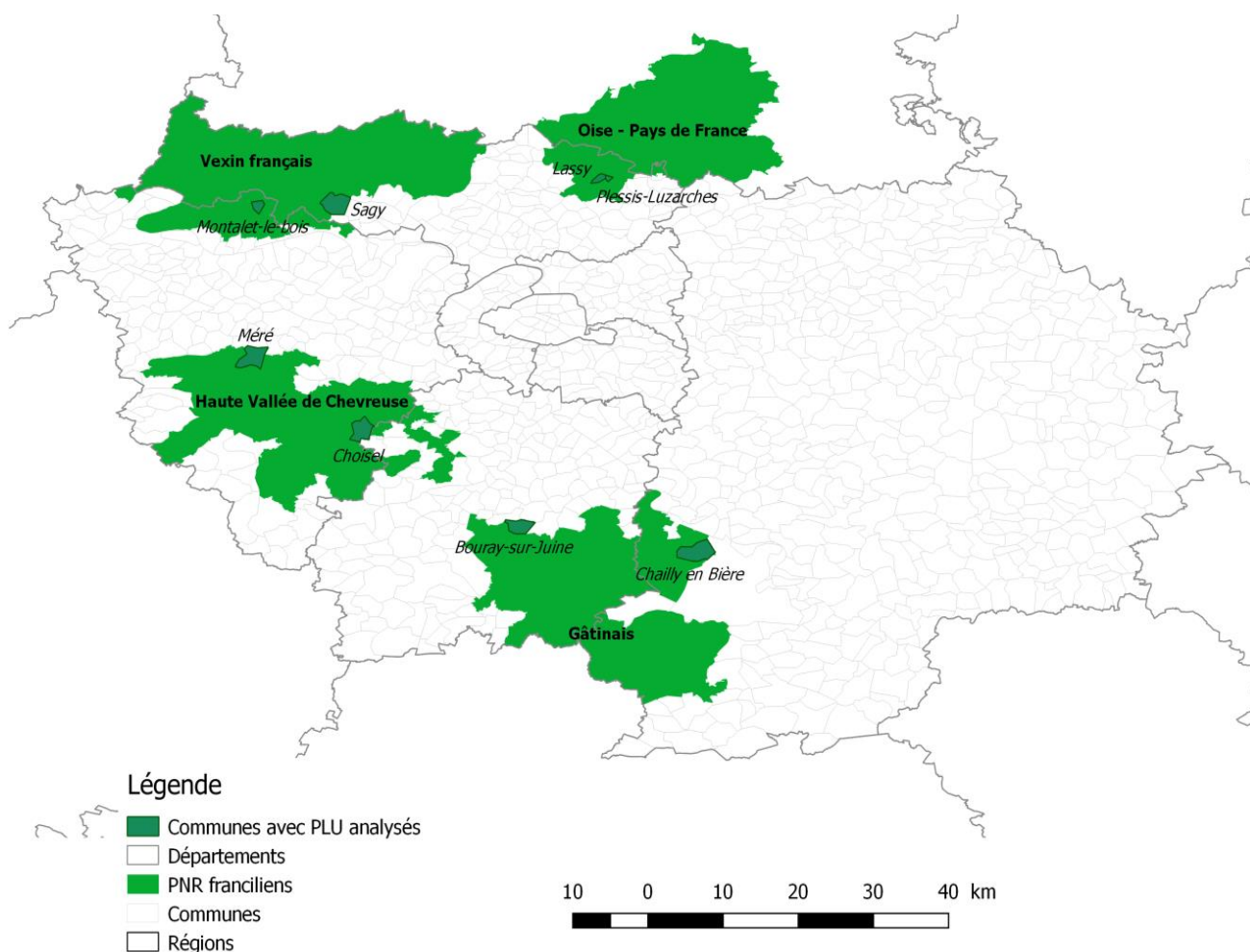


Figure 10 : Communes dont les PLU ont été analysés.

En 2019, l'Institut Paris Région⁶ a adapté un travail de l'IRSTEA⁷ pour évaluer la prise en compte de la TVB dans les documents d'urbanisme locaux en région IdF. L'analyse des PLU qui suit s'appuie sur la grille d'analyse définie par l'Institut Paris Région (cf. **Annexes**) et croise avec les enjeux du SRCE et les actions du SRCE. Le système de notation des différentes parties du PLU a été légèrement adapté, et, chaque PLU analysé a été noté quant à sa plus ou moins bonne prise en compte du SRCE IdF et de la TVB.

2. Une intégration générale des continuités écologiques dans les PLU

Méré (2018) / PNR-HVC : le rapport de présentation (RP) présente plusieurs analyses des continuités à divers niveaux de gouvernance (régional, communal et villageois). Le PADD met en avant la présence du végétal avec une entrée essentiellement paysagère et cadre de vie (les valeurs paysagères et agricoles sont citées avant celle environnementale) et concentre les constructions essentiellement dans l'enveloppe urbaine existante (extension prévue +/- 0,6 ha). Les OAP sont détaillées et décrivent les principes et orientations éco-paysagers en inscrivant les enjeux de continuités écologiques. Le règlement utilise divers outils du code de l'urbanisme pour préserver l'environnement communal, notamment

⁶ Reynolds L., Cornet N., 2019. *La trame verte et bleue dans les documents d'urbanisme locaux – Quelle prise en compte en Ile-de-France ?* IAU idF.

⁷ Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture

concernant la ceinture agri-naturelle de la ville (espaces en ZIEC⁸ à la charte du PNR-HVC). En revanche, seule une partie des petits éléments liés à la TVB notés dans le RP du PLU sont identifiés sur les documents opposables (règlement, document graphique). La justification des choix du PLU par rapport aux enjeux de continuités écologiques est détaillée et cohérente (gradient de zonages U reflétant l'intensité végétale croissante assurant une transition entre espace bâti et espace agri-naturel (trames végétales villageoises), zonages N et A assurant les continuités écologiques communales et en lien avec le niveau PNR et régional).

Choisel (2017) / PNR-HVC : Les continuités sont essentiellement issues du travail du PNR-HVC et le SRCE est seulement mentionné. Le PADD distingue les trames verte herbacée, arborée et bleue et vise les éléments supports de biodiversité en milieu agricole. L'extension urbaine prévue est de 1 ha, dans l'enveloppe urbaine du plan de Parc, en espaces urbain diffus ou sensibles. Les OAP intègrent des orientations relatives au paysage et à l'environnement pour la transition avec les espaces agricoles et le maintien / création d'espaces arborés (entrée paysage). Le règlement interdit la plantation de haies monospécifiques et envahissantes (liste PNR des arbres et arbustes). Il prévoit notamment que les constructions observent un recul de 5m vis-à-vis des cours d'eau et aucune imperméabilisation ou artificialisation du sol n'est autorisée dans un rayon de 10m autour des mares et zones humides d'intérêt majeur et de 5m pour les autres zones humides. Les zones sont adaptées (notamment Nj - fonds de jardins, Nv - vallée pour lutter contre l'enfrichement, Ap – prairies, etc.). La zone Nh1 est considérée comme urbanisée et autorise de nouvelles urbanisations. Le règlement distingue les « éléments et secteurs paysagers » (arbres, haies, alignements d'arbres, cours et jardins patrimoniaux, franges paysagères du plateau) des « espaces et secteurs contribuant aux continuités » (mares, mouillères, étangs, zones humides, abords des cours d'eau) et est assorti d'un chapitre précis pour les éléments paysagers protégés (article L. 151-23). La justification des choix est cohérente.











VOCATION DOMINANTE DES ESPACES	ORIENTATIONS PAYSAGERES ET ENVIRONNEMENTALES
 Espace destiné à la création de logements majoritairement sous forme d'habitat individuel	Éléments paysagers existants à préserver
 Espace destiné à la création de logements majoritairement sous des formes plus denses (logements individuels jumelés ou groupé)	 Maintenir les haies ou arbres remarquables
 Espace naturel ou jardiné à préserver ou à créer (jardins, espace vert, transition végétale, etc.)	 Traitement qualitatif de la limite avec la rue
 Espace destiné à un usage public ou mutualisé à l'échelle de l'opération (équipement, placette, terrain de jeux, etc.)	Éléments paysagers à créer
	 Assurer une transition végétale entre l'espace urbanisé et les espaces agricoles et naturels
	 Créer un alignement d'arbres
	 Arborer l'espace
	 Espace dédié à la gestion des eaux pluviales

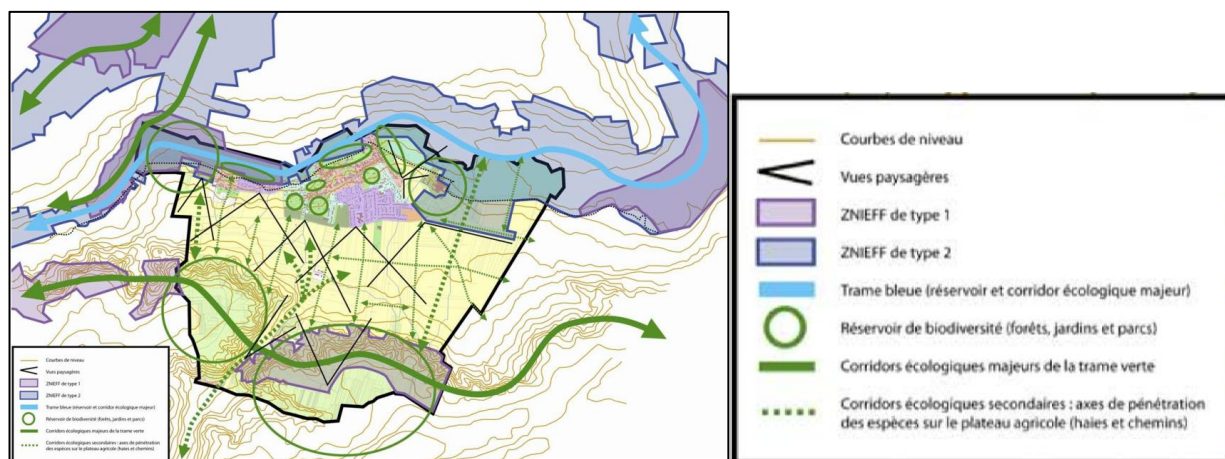
Figure 11 : Extrait de la légende commune à toutes les OAP par secteur de la commune de Choisel (extrait OAP du PLU, 2017).

Chailly en Bière (2015) / PNR-GF : Un cahier de recommandations est adossé au RP et concerne notamment les plantations (selon l'usage et la nature des sols, listes d'espèces préconisées locales – invasives et à surveiller). Le PADD vise à préserver le caractère rural de la commune en « préservant les

⁸ Zones d'intérêt écologique à conforter.

équilibres environnementaux" et en maîtrisant l'urbanisation (extension prévue +/- 3,3 ha). Les six OAP sectorielles présentent une analyse des enjeux paysagers et naturels, et s'appuient sur les outils du code de l'urbanisme mais ne se replacent pas dans les continuités de la commune. Une des OAP implique une étude paysagère préalable à l'élaboration du schéma d'aménagement d'ensemble. Le règlement utilise divers outils du code de l'urbanisme, en particulier des zonages A et N indicés « tvb » et « zh » (zone humide) qui donnent une vision de la mosaïque paysagère formant les continuités communales. Les mares et mouillères sont localisées sur les documents graphiques et classées (ancien article L.123-1-5-III.2° du code de l'urbanisme) et font l'objet d'un plan de sauvegarde et d'action mené par le PNR-GF.

Bouray-sur-Juine (2014) / PNR-GF : Un atlas communal a été commandé par le PNR-GF, permettant de dresser une carte des valeurs écologiques de la commune (priorisées) et d'alimenter la discussion dans le RP. Le PADD présente des orientations précises en vue du règlement et avec des cartes relativement précises concernant les éléments du patrimoine naturel en milieu urbain (ex. carte des éléments patrimoniaux à protéger). Aucune extension urbaine AU n'est actuellement possible (mais zone 2AU de 1,5ha). Les trois OAP sectorielles s'appuient sur les éléments paysagers et naturels des secteurs, font des propositions concrètes d'aménagement mais ne se replacent pas dans les continuités de la commune. La transition paysagère entre secteurs urbanisés et naturels et agricoles est assurée par des zonages Uj (composition de jardins, vergers, potagers) et Af (construction de petits bâtiments agricoles). La majorité du territoire est en zonage Ap (inconstructible), EBC, N et Nzh (zone humide). Le règlement interdit l'usage de thuyas et comporte en annexe une liste des espèces végétales recommandées pour les plantations (source PNR-GF). Divers outils du code de l'urbanisme sont mobilisés dont en particulier les EBC. Les éléments du patrimoine naturel et végétal (ancien article L.123-1-5-III.2° du code de l'urbanisme) sont cartographiés au titre des éléments du patrimoine à protéger. La justification des choix est cohérente.



Plessis-Luzarches (2017) / PNR-OPF : Le diagnostic présente une analyse de la trame végétale dans le tissu bâti. La Charte du PNR-OPF structure les axes précisant les objectifs à 2025 dans le PADD (extension prévue 2AU de +/- 0,3 ha). Commune rurale, les potentiels d'urbanisation sont limités dans l'enveloppe urbaine existante du fait notamment du site classé enserrant le village. L'OAP décrit les principes et orientations paysagers intégrant les continuités. Les outils du code de l'urbanisme principalement mobilisés sont les zonages N (dont une ceinture autour du village pour affirmer l'ambition de préservation) et A (dont zonage Ace pour les continuités), l'article L. 151-23 et les coefficients d'espaces libres de pleine terre en zone U. Le règlement comporte une annexe « Plantations

» qui privilégie les essences locales pour composer des haies (liste du PNR). La cohérence entre le PADD, les OAP et le règlement est bien justifiée dans le RP. Aussi, le non report du classement en EBC est justifié par une volonté de réouverture paysagère de la vallée et d'actions de restauration environnementale et paysagère (compromises par les dispositions réglementaires des EBC).

Lassy (2014) / PNR-OPF : Territoire entièrement en ZNIEFF de type 2 et en site classé, 0,4 ha passent en zone U par rapport au POS. Le RP s'appuie en particulier sur les travaux du PNR-OPF pour les continuités (ongulés, zonages corridors écologiques par commune, etc.). Le PADD intègre les continuités dans ses orientations. Une des OAP concerne le maintien des continuités mais n'apporte pas d'éléments supplémentaires aux RP, PADD et règlement. Les autres OAP sectorielles n'évoquent pas les continuités. Les zonages A et N sont majoritaires dont des zonages Ace et Nce (pour les continuités) qui reprennent le travail du PNR. Plusieurs éléments du paysage (anciens articles L. 123-1-5-6° et 7°) participant aux continuités sont localisés au plan de zonage (à préserver, restaurer ou créer). Le règlement proscriit « *les écrans végétaux continus formés de thuyas, cyprès et autres conifères* » et comporte une annexe listant les végétaux à privilégier et à proscrire (liste du PNR). Le règlement précise les surfaces réservées aux espaces non construits et plantés, conservées en pleine terre (30% en UA, 40% en UB). La justification des choix est cohérente.

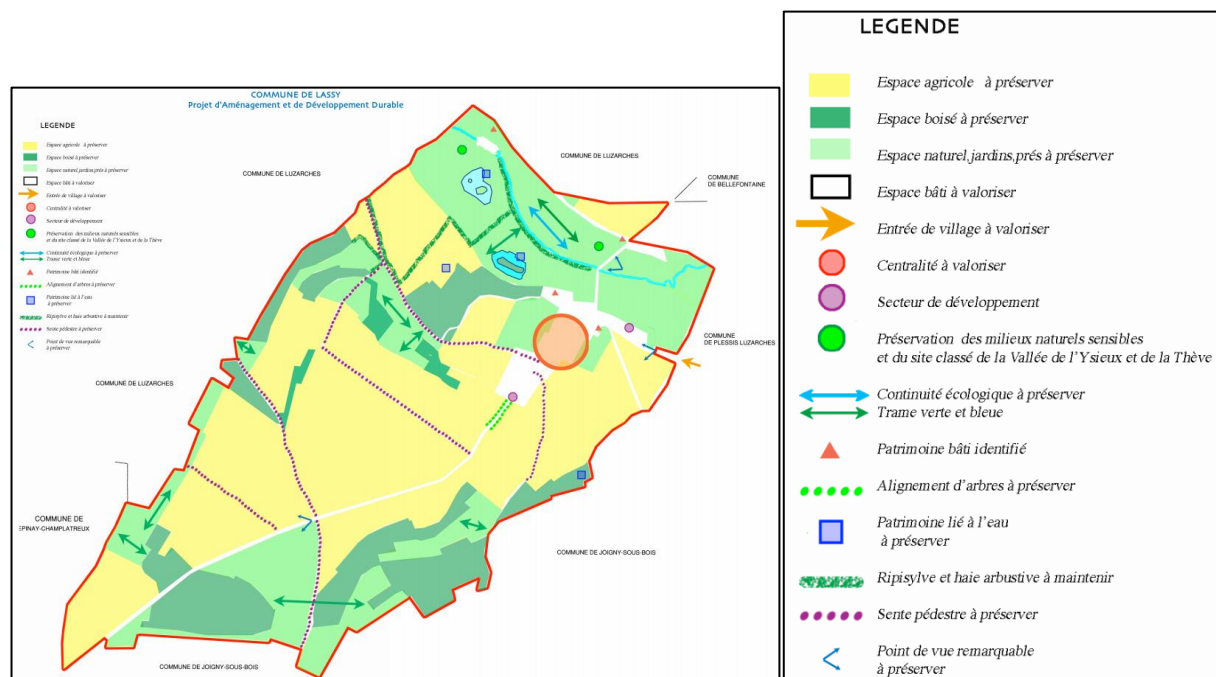


Figure 13 : Carte issue du PADD du PLU de Lassy (Extrait RP du PLU, 2014).

Plessis-Luzarches et Lassy sont limitrophes et leurs PLU sont cohérents pour les zonages (notamment le cours d'eau, au titre des éléments du paysage). Les RP ne s'appuient pas sur les mêmes documents pour traiter des continuités: Lassy valorise plusieurs études directement sur les continuités du PNR-OPF de 2005 et 2012, Plessis-Luzarches ne les utilise pas mais s'appuie davantage sur l'étude urbaine du PNR de 2010 et discute de la trame végétale en tissu bâti. Les deux PLU présentent une analyse des continuités dépassant les limites administratives communales, au niveau des massifs boisés, du PNR, de la région.

Montalet-le-Bois (2017) – PNR-VF : Le RP s'appuie sur l'atlas communal des milieux naturels réalisé en 2010 mais les continuités sont globalement abordées. Le PADD intègre les continuités dans ses orientations. Aucune extension de l'urbanisation n'est prévue en dehors de l'enveloppe existante, mais

l'urbanisation concerne des secteurs jardinés, boisés. Les OAP privilégient une entrée paysagère, et pour 2 d'entre elles des projets d'aménagement d'ensemble. Des fiches « patrimoine naturel et paysager » sont associées aux différents éléments du paysage et milieux à protéger ou à mettre en valeur au titre de l'article L. 123-1-5-III-2° du code de l'urbanisme, en lien avec le RP et PADD. Le fond de vallée est majoritairement en Nzh(zone humide), excepté pour l'urbain et est appuyé par Ap (paysage - inconstructible). Le principal massif bénéficie d'une bande de protection des lisières de 50m. Est annexée au règlement une liste des végétaux à privilégier et subventionnés par le PNR-VF. La justification des choix est cohérente.

Sagy (2019) / PNR-VF : Les continuités locales sont identifiées dans le RP et précisées par sous-trames bleue-boisée-herbacée (types de milieux, principes de gestion). Le principe de l'emboîtement des échelles du régional au communal est noté. Le PADD traduit bien les éléments du RP et reprend la cartographie. Le règlement graphique et écrit est cohérent en utilisant des zonages Nzh et Ap (zone humide et paysage - inconstructibles) et en identifiant les éléments au titre de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme. Des emplacements réservés concernent la création de cheminements piétons. Est annexée au règlement une liste des végétaux à privilégier. Les OAP privilégient des essences locales, sans interdire celles exogènes. La justification des choix est cohérente.

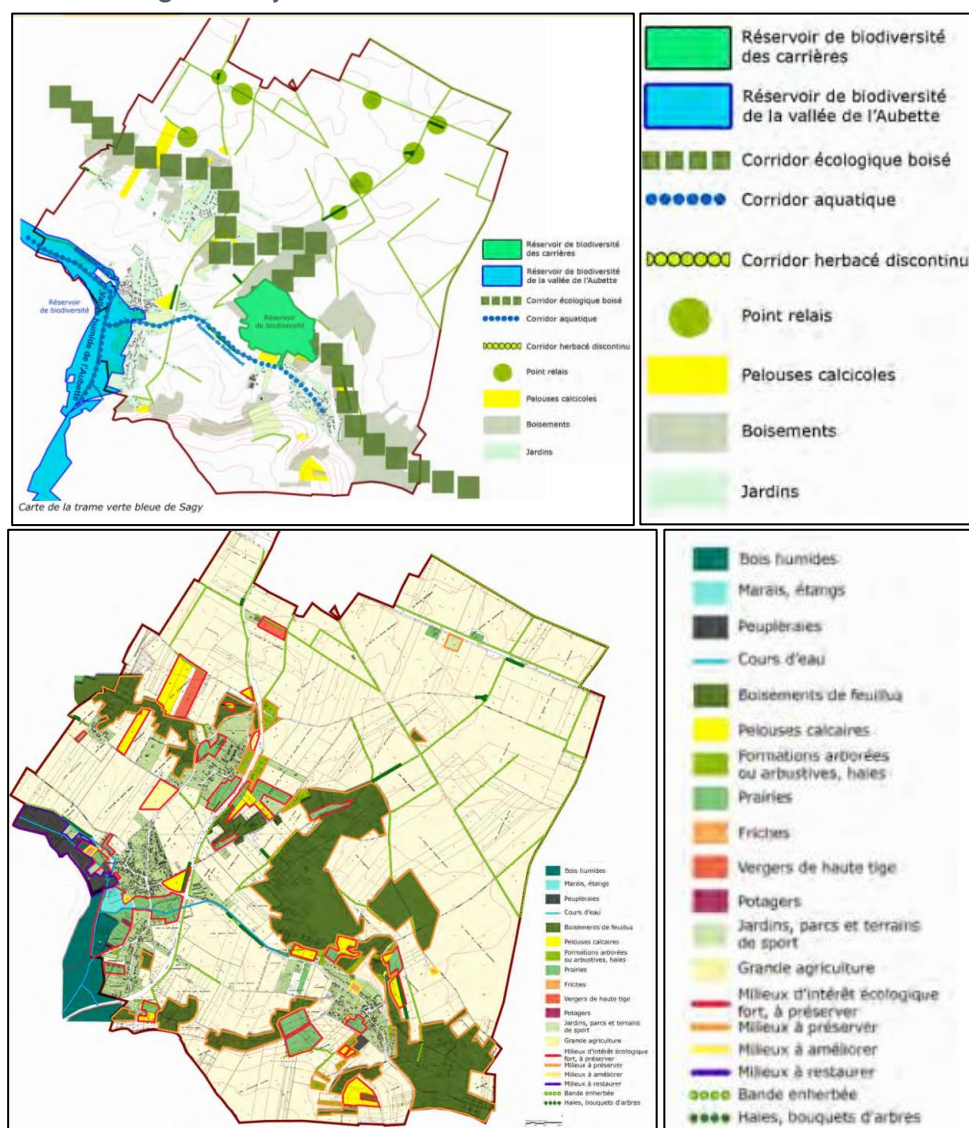


Figure 14 : Cartes issues du RP du PLU de Sagy (Extrait RP du PLU, 2019).

3. Une palette d'outils mobilisés

Le **Tableau** suivant synthétise les différents outils mobilisés dans les PLU, concernant les continuités écologiques. L'analyse détaillée est formulée par la suite.

Tableau 5 : Outils mobilisés en faveur des continuités écologiques dans les PLU analysés.

Outils mobilisés dans les PLU	Remarques
Zonages A, N et indicés pour les continuités ou l'intérêt éco-paysager, et les règles associées	Tous les PLU analysés ont mobilisé ces outils pour les zones humides, et parfois pour les prairies ou pour les continuités écologiques.
Classement en espaces boisés classés (EBC)	7 PLU sur 8 l'ont utilisé. Plusieurs PLU expriment les limites de l'outil pour la gestion des espaces et justifient de sa moindre utilisation.
Identification et la localisation d'éléments de paysage, de sites et de secteurs de continuités écologiques	Tous les PLU analysés ont mobilisé ces outils. Toutefois, les choix des éléments de paysage ne sont pas toujours explicites.
Coefficients de pleine terre spécifiques, parts minimales de surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables	Tous les PLU analysés ont mobilisé cet outil, parfois avec des coefficients graduels en fonction de la densité du bâti.
Liste(s) de végétaux recommandés pour les plantations	7 PLU sur 8 disposent d'une annexe listant les végétaux locaux à privilégier pour les plantations, et ceux à proscrire.
Orientations d'aménagement et de programmation (OAP)	Tous les PLU analysés présentent des OAP sectorielles plus ou moins pertinentes pour la TVB 3 PLU présentent une OAP thématique en lien avec les continuités mais une seule apparaît pertinente.
Identification d'emplacements réservés aux espaces nécessaires aux continuités écologiques	Outil très peu mobilisé, excepté pour les cheminements doux pouvant être liés indirectement aux continuités.
Prescriptions sur les façades, les toitures et les clôtures	Outil essentiellement mobilisé sur les clôtures avec souvent le souci de passage de la petite faune.
Bande de 50m de protection des lisières des bois de plus de 100 ha	Lien au SDRIF.

a. Les zonages A, N⁹ et indicés pour les continuités écologiques ou l'intérêt éco-paysager, et leurs règles associées

→ Tous les PLU analysés ont mobilisé ces outils, au moins pour les zones humides, parfois pour les prairies ou pour les continuités écologiques.

⁹ Articles L. 151-11 et suivants et R. 151-17 du code de l'urbanisme.

Souvent les règlements des PLU recommandent voire demandent un traitement des zones de stationnement (en U) et des accès et des voiries (en A et N) de façon poreuse, non bitumée ou non bétonnée ce qui est intéressant pour la trame « marron » des sols (en lien avec les problématiques de ruissellement, d'inondation). Le PLU de Sagy (2019) développe une OAP sur l'aménagement des espaces de stationnement visant notamment à limiter l'imperméabilisation des sols (utilisation d'enrobé interdite) et à préserver les bandes enherbées, les haies et arbres existants.

Concernant les eaux pluviales, les règlements demandent généralement la garantie du stockage et de l'infiltration des eaux à la parcelle.

Les règlements peuvent définir des marges de recul minimal des constructions vis-à-vis des cours d'eau et plans d'eau (ex. Montalet-le-bois), des zones humides (ex. Choisel), des axes de ruissellement (ex. Sagy, Plessis-Luzarches), des franges paysagères (ex. Choisel) ...

Le règlement de Montalet-le-bois (2017), pour les zones A et N, prévoit une protection des plantations existantes, ou si le projet de construction ou d'extension ne le permet pas, le règlement prévoit un remplacement des plantations avec des essences adaptées aux conditions locales (liste en annexe).

Le règlement de Lassy (2014), pour les zones A et N, protège les haies et ripisylves avec maintien de la strate herbacée (maintien des plantations ou remplacement), même si celles-ci ne sont pas identifiées comme élément du paysage.

« La zone Ntvb et la zone Nzhtvb qui s'inscrit dans le passage des continuités écologiques de la Trame Verte et Bleue (tvb) et dans les zones humides (zh) dans laquelle les constructions liées à la gestion forestière et celles de services publics ou d'intérêt collectif liées à l'accueil du public sont autorisées sous certaines conditions. [...] La zone Atvb et la zone Azhtvb de protection des terres agricoles situées dans les zones humides (zh) et dans le passage des continuités écologiques de la Trame verte et Bleue (tvb), inconstructibles »

« zone indicée zh dans laquelle la présence potentielle de zone humide doit être prise en compte et qui pourra induire la demande de faire une étude floristique et faunistique et/ou de sol prouvant ou non le caractère humide » (extrait PLU Chailly en Bière – RP 2015).

Le règlement du PLU Plessis-Luzarches (2017) précise que dans le secteur Ace : *« Les constructions à usage agricole ne peuvent être autorisées que dans la mesure où leur implantation ne gêne ni le maintien, ni la fonctionnalité du corridor écologique ».*

« maintenir la fonctionnalité d'une continuité écologique « grande faune » au droit du domaine du Moulin par un classement en zone Ace (Agricole continuité écologique) qui conditionne la construction de bâtiments agricoles au fait de ne pas perturber la continuité écologique et par l'autorisation des seules clôtures agricoles (3 fils sur poteau bois) [...] Les espaces immédiats de la zone Ace sont classés en espace agricole et naturel pour assurer la perméabilité et la fonctionnalité de la continuité écologique » (extrait PLU Plessis-Luzarches – RP 2017).

« Les corridors écologiques définis pour favoriser le passage de la grande faune font l'objet de secteurs spécifiques Ace et Nce, (zone agricole et zone naturelle à protéger en raison des continuités écologiques reconnues) et bénéficient de prescriptions particulières dans le règlement afin d'assurer leur préservation stricte et leur bonne gestion » (extrait PLU Lassy – OAP 2014).

Notamment, le règlement du PLU (2014) précise pour les secteurs Ace et Nce : *« Les clôtures seront de type agricole, fils horizontaux et poteaux bois ou de haies vives composées d'essences mélangées (trois au minimum) choisies préférentiellement parmi la liste des végétaux d'essences locales mentionnée à*

l'annexe VI du règlement; sa conception ne devra pas contraindre le bon développement de la haie et permettre le passage de la faune».

« Les prairies de plateau ont été classées en secteur Ap. Les constructions nouvelles y sont interdites à moins d'être nécessaires à un projet agricole de pérennisation et de mise en valeur de l'intérêt écologique des milieux naturels du secteur » (extrait PLU Choisel – RP 2017).

Le PLU de Choisel distingue les zones Nf (forêt) et Nv (vallée) afin de lutter contre l'enfrichement du fond de vallée en autorisant les constructions à usage agricole en zone Nv pour permettre l'entretien.

Les zonages peuvent permettre d'assurer un gradient entre espaces très urbanisés et agricoles et naturels, traduisant une intensité végétale par exemple (ex. Méré et Bouray-sur-Juine).

b. Le classement en espaces boisés classés¹⁰ (EBC)

→ Tous les PLU analysés ont mobilisé cet outil, excepté Plessis-Luzarches qui s'en explique. Plusieurs PLU expriment les limites de l'outil pour la gestion des espaces et justifient de sa moindre utilisation.

Sur Plessis-Luzarches, la commune a fait le choix de ne pas reporter les classements en EBC afin de faciliter la gestion éco-paysagère des espaces (ouverture des milieux, restauration, etc.).

Pour Bouray-sur-Juine : *« les boisements ont été protégées au titre des Espaces Boisés Classés (EBC) [...] à l'exception de certains boisements alluviaux (notamment les peupleraies) dont une meilleure gestion permettrait une réouverture partielle des milieux humides plus favorable à la biodiversité »* (extrait PLU 2014).

Pour Choisel : *« le déclassement des EBC autour des étangs du bourg va permettre de limiter l'enfrichement de leurs abords »*, en accord avec le plan paysage et biodiversité du PNR (extrait PLU – RP 2017).

c. L'identification et la localisation d'éléments de paysage, de sites et de secteurs de continuités écologiques via des prescriptions spécifiques¹¹

→ Tous les PLU analysés ont mobilisé ces outils pour préserver des haies, des alignements d'arbres, des arbres isolés, des mares et autres zones humides, des sentes enherbées, des vergers, des potagers, des ripisylves, des talus, des parcs, etc. Les chemins ruraux sont également souvent identifiés et peuvent être le support de biodiversité (en plus d'autres fonctions : déplacement des hommes, des engins, etc.) (ex. Lassy). Toutefois, les choix des éléments du paysage identifiés ne sont pas toujours explicites (ex. choix de telle haie par rapport aux autres).

Les PLU précisent parfois que toute intervention est soumise à déclaration préalable.

Le règlement du PLU de Montalet-le-bois fait référence à des fiches sur chaque élément du paysage.

¹⁰ Articles L. 113-1 et 2 du code de l'urbanisme.

¹¹ Articles L. 151-23, L. 123-1-5 III 2°, R. 421-23 et R. 421-12 du code de l'urbanisme.

« Pour les mares et mouillères répertoriés comme éléments de paysage au titre de l'article L. 123-1-5- III. 2° du Code de l'Urbanisme et repérés aux documents graphiques, toute modification des lieux (comblement, recouvrement etc...) susceptible de remettre en cause leur rôle dans la fonctionnalité du réseau écologique auquel elles appartiennent, est interdite », (extrait PLU Chailly en Bière – RP 2015).

Ancien article L.123-1-5-6° du code de l'urbanisme, pour le PLU de Lassy (2014) : « Les sentes enherbées constituent des corridors écologiques pour la faune : le couvert végétal devra être maintenu. Il est interdit de réaliser des travaux aratoires, des semis, plantations ou boisements » (extrait Règlement zones A et N) ; « Une à trois fauches par an peuvent constituer le cadre de la gestion courante, en veillant à laisser une hauteur de coupe élevée sur les bords de chemins afin de conserver la structuration suivante : végétation rase en milieu de sente (la plus soumise au piétinement), végétation plus haute en marge, ourlet et haies sur les franges » (extrait RP, 2014).

« Protection des haies avec maintien de la strate herbacée » (extrait règlement, 2014). « Les haies ont un rôle à la fois paysager, mais aussi écologique (abri pour les mammifères, les passereaux, les chauves-souris...). Outre leur protection, c'est également la strate herbacée qui les accompagne qui doit être maintenue. Tout désherbage chimique des pieds de haies et d'arbres est proscrit, seule une fauche tardive (août) peut être envisagée ; la gestion courante de taille se fera en période hivernale et avec des outils adaptés et suffisamment entretenus de façon à obtenir une coupe nette » (extrait RP, 2014).

« Les arbres isolés, alignements d'arbres et haies identifiées dans l'état initial de l'environnement car participant à la trame arborée de la commune ont été identifiés au règlement graphique au titre du L151-23 du code de l'urbanisme. [...] Tout aménagement, modification du sol ou construction à moins de 5 mètres de ces éléments doit faire l'objet a minima d'une déclaration préalable. Ils pourront être refusés s'ils sont de nature à mettre en péril la pérennité de l'élément. Les opérations courantes d'entretien ne sont pas concernées » (extrait PLU Choisel – RP 2017).

« Aucune imperméabilisation ou artificialisation du sol n'est autorisée dans un rayon de 5 à 10 mètres des mares et zones humides situées dans l'espace urbain constitué et de 10 mètres des mares et zones humides situées en dehors de l'espace urbain constitué, à l'exception de celles nécessaires à la gestion et la mise en valeur écologique de ces milieux » (extrait PLU Choisel – Règlement 2017).

« Les espaces constituant des ensembles paysagers intéressants et jouant un rôle dans le maintien des équilibres écologiques sont soumis à l'application de l'article L. 123-1-5-III-2° du code de l'urbanisme. [...] Ils font l'objet de fiches « PATRIMOINE NATUREL ET PAYSAGER » qui précisent les modalités de leur préservation et évolution. [...] Toute intervention de nature à modifier les éléments du paysage ou milieux identifiés est soumis à déclaration préalable en Mairie » (extrait PLU Montalet-le-bois, Règlement 2017).

d. Les coefficients de pleine terre spécifiques qui participent à la perméabilité écologique du tissu urbanisé, les parts minimales de surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables¹²

→ Tous les PLU analysés ont mobilisé cet outil, sans faire appel expressément à l'article du code de l'urbanisme. Les coefficients sont souvent graduels en fonction de la densité du bâti et peuvent

¹² Articles L. 151-22 et R. 151-43 1° du code de l'urbanisme.

s'accompagner de recommandations/prescriptions pour des plantations.

Le règlement du PLU de Bouray-sur-Juine (2013) prévoit un coefficient minimal de la surface non bâtie restante sur l'unité foncière qui doit être traitée en espace de pleine terre (entre 50% et 90%).

Le PLU de Méré (2018) prévoit également ce coefficient.

« Dans les zones UA, UC, UX, 1AU, Nh, Nh1 et Nj : «Les constructions nouvelles devront justifier qu'un minimum de 50% de la surface du terrain d'assiette de la construction set traité en espace vert de pleine terre. Pour les unités foncières existantes à la date d'approbation du PLU et accueillant une construction principale, un pourcentage inférieur pourra être admis pour permettre l'extension et/ou la création de locaux annexes dans la limite de 30 m2 en deçà des 50% demandés par la règle générale » (extrait PLU Choisel – RP 2017).

Le règlement du PLU de Montalet-le-bois (2017) précise un pourcentage de la superficie de l'unité foncière (sans sa partie constructible) qui doit être laissé en espace libre de construction et qui doit être traité en jardin ou espace vert (20% en secteur UA et 40% en secteur UB pour les unités foncières nues de plantations \geq à 200 m²). Il est précisé que : « ces espaces verts doivent être plantés à raison de :

- 1 arbre au minimum pour un espace vert ou jardin \geq 100 m²
- 2 arbres au minimum pour un espace vert ou jardin \geq 400 m²
- 4 arbres au minimum pour un espace vert ou jardin \geq 800 m² »

Le règlement du PLU de Lassy (2014) note pour la zone UB : « La surface réservée aux espaces non construits et plantés représentera au moins 40% de la surface du terrain et sera conservée en pleine terre, distincte des aires de stationnement ». Le coefficient est de 30% pour la zone UA

« Les parties de terrain non construites et non occupées par les parcs de stationnement et voies privées, doivent être plantées à raison d'au moins deux arbres de haute tige par 100 m d'espace non construit. Les écrans végétaux continus formés de thuyas, cyprès et autres conifères sont proscrits » (extrait Règlement pour les zones UA, UB).

« En cas de nouvelle construction sur la parcelle, un cercle de 8 mètres de diamètre non bâti et traité en pleine terre doit être préservé » (extrait PLU Sagy – Règlement 2019 zone Ua). Le règlement pour la zone Ub (pavillonnaire) limite à 35% de l'unité foncière l'emprise au sol des constructions et 70% de la surface entre la voie et la construction doivent être traités en pleine terre.

Le règlement du PLU de Plessis-Luzarches (2017) note pour la zone U que « les espaces de pleine terre doivent constituer 25% minimum de l'emprise foncière en zone UA, 40% minimum de l'emprise foncière en secteur UAa. Les plantations doivent être composées d'essences locales ou choisies parmi les espèces recommandées en annexes ».

e. L'identification d'emplacements réservés aux espaces nécessaires aux continuités écologiques¹³ :

→ Outil très peu mobilisé pour les continuités, excepté pour les cheminements doux pouvant être liés

¹³ Article L. 151-41 3° du code de l'urbanisme.

indirectement aux continuités (ex. Bouray-sur-Juine, Choisel, Montalet-le-bois, Sagy) ou des jardins pédagogiques de type vergers et vignes (ex. Sagy).

f. Les prescriptions sur les façades, les toitures et les clôtures¹⁴

→ Les PLU analysés réglementent essentiellement les clôtures (végétaux locaux mais aussi taille du grillage avec souci du passage de la petite faune souvent explicité), parfois les toitures.

« Quand la limite séparative est en contact avec une zone Uj, une zone Naturelle (N, Nzh) et / ou Agricole (A, Ap), les clôtures sont constituées d'une haie vive (doublée ou non d'un grillage) » (extrait PLU Bouray-sur-Juine – règlement 2013 pour les zones U).

« Les toitures terrasses, ainsi que d'autres formes contemporaines pour des raisons architecturales, si leur surface n'excède pas 50 % de la surface au sol du bâtiment à construire, devront être végétalisées » (extrait PLU Choisel – RP 2017).

« En limite séparative avec un espace agricole ou naturel, les types de traitements suivants sont autorisés : Haie arbustive composée d'un minimum de 6 essences recommandées par le PNR (Cf. chapitre 4 du titre V), doublées ou non d'un grillage de couleur sombre, qui devra alors comprendre suffisamment de perméabilité pour laisser passer la petite faune » (extrait PLU Choisel – Règlement 2017).

« Dans le cas où la limite séparative de la parcelle est en contact avec une zone agricole ou naturelle, les clôtures doivent être constituées d'une haie champêtre, plantée d'essences locales, doublée ou non d'un grillage. Le grillage doit être souple en finition gris métal ou vert foncé, d'une hauteur comprise entre 1,5 et 2m, sur poteaux bois naturels ou métal fin de type conifère. La conception ne doit pas contraindre le bon développement de la haie et permettre le passage de la faune avec, par exemple, des mailles minimum de 10x10cm, ou des ouvertures de la même taille tous les 10 m » (extrait PLU Sagy – Règlement 2019 zone U).

Pour les espaces non bâtis et abords des constructions *« En N, Nho et Nzh [...] les clôtures doivent être plantées d'essences locales (palette d'essences locales recommandées en annexe du règlement) »* (extrait PLU Sagy – Règlement 2019 zones A et N).

Concernant les clôtures, en zones A et N : *« Elles devront être les plus discrètes et naturelles possible [...] Ces clôtures pourront être doublées d'une haie composée d'essences adaptées aux conditions locales (sol, climat) champêtres et/ou forestières dont la liste est jointe en annexe »* (extrait PLU Montalet-le-bois – Règlement 2017).

« Les clôtures situées en limite des zones urbaines et naturelles ou agricoles seront constituées de grillage vert doublé d'une haie vive composée d'essences locales préconisées à l'annexe VI du présent règlement » (extrait PLU Lassy – Règlement 2014 zones UA et UB).

En zone A hormis secteur Ace : *« Les clôtures, à l'exception de celles habituellement nécessaires à l'exploitation agricole, seront exclusivement constituées de haies vives ou de rideaux d'arbustes; les*

¹⁴ Article L.151-18 du code de l'urbanisme.

haies seront composées d'essences mélangées (trois au minimum) choisies préférentiellement parmi la liste des végétaux d'essences locales recommandés mentionnée à l'annexe VI du présent règlement».

En zone N hormis secteurs Nca et Nce : « *Les clôtures seront constituées de haies vives ou de rideaux d'arbustes doublées éventuellement d'un grillage à maille souple permettant le passage de la petite faune ; les haies seront composées d'essences mélangées (trois au minimum) choisies préférentiellement parmi la liste des végétaux d'essences locales recommandées mentionnée à l'annexe VI du présent règlement».*

En secteurs Ace et Nce : « *Les clôtures seront de type agricole, fils horizontaux et poteaux bois ou de haies vives composées d'essences mélangées (trois au minimum) choisies préférentiellement parmi la liste des végétaux d'essences locales mentionnée à l'annexe VI du règlement; sa conception ne devra pas contraindre le bon développement de la haie et permettre le passage de la faune» (extraits Règlement du PLU Lassy, 2014).*

g. La (les) liste(s) de végétaux recommandés pour les plantations, en annexe des règlements ou adossée au RP,

→ Tous les PLU analysés, excepté Méré, disposent d'une annexe listant les végétaux locaux à privilégier pour les plantations voire ceux à proscrire.

« Les haies vives seront constituées d'essences locales. L'usage des thuyas est interdit (voir liste des essences recommandées en Annexe I) » (extrait PLU Bouray-sur-Juine – règlement 2013 pour zones U).

Le règlement du PLU de Lassy a en annexe la liste des végétaux « à privilégier et à proscrire » (essences locales préconisées par le PNR-OPF et espèces interdites par arrêté ministériel du 2 mai 2007).

Le règlement du PLU de Plessis-Luzarches a en annexe la liste des espèces champêtres privilégiées par le PNR-OPF avec des informations sur la croissance, le feuillage, les fleurs, les fruits, l'exposition, les types de sols, les intérêts pour la faune, les usages, etc.

Le PLU de Chailly-en-Bière dispose d'un cahier des recommandations pour les plantations, pour des compositions végétales. Les plantes prosrites sont notées.

Les règlements des PLU de Montalet-le-bois et de Sagy ont en annexe un extrait du guide « Planter une haie champêtre dans le PNR-VF », listant les essences subventionnées par le PNR et conseillées.

Le PLU de Choisel dispose de deux chapitres listant les espèces végétales invasives et les essences d'arbres et d'arbustes préconisées par le PNR-HVC.

Le règlement du PLU de Méré précise notamment, pour les espaces libres de la zone U : « *La composition doit être favorable à la biodiversité notamment par la plantation d'essences végétales dites champêtre en port libre et présenter un couvre sol fonctionnel sur le plan biologique : densité des plantations, association de hautes tiges, de strates arbustives et de haies, panachage pour moitié d'essences à feuilles caduques et de persistants* ». Aucune liste n'est donnée.

h. Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP)

→ Tous les PLU analysés présentent des OAP sectorielles plus ou moins pertinentes pour la TVB. Les principes et orientations paysagers sont souvent peu ambitieux, sans entrée écologique, et ne se replacent pas dans les continuités au niveau du quartier ou de la commune.

Trois PLU présentent une OAP thématique plus ou moins pertinente pour la TVB.

« L'OAP route de Jagny dans ses orientations paysagères précisent que les clôtures de fond de parcelle et en limites latérales doivent permettre le passage de la petite faune. L'OAP définit des orientations paysagères favorables à la biodiversité et à la consolidation d'une trame végétale villageoise (espèces végétales en port libre, couvre sol fonctionnel sur le plan biologique, haie champêtre, essences locales adaptées au climat et sol) » (extrait PLU Plessis-Luzarches, RP 2017).

L'OAP 2 de Chailly-en-Bière prévoit une servitude d'urbanisme permettant d'attendre, en gelant les constructions, l'approbation, par la commune d'un « projet d'aménagement global » (type EcoQuartier) sur le secteur.

L'OAP thématique de Méré sur la ceinture pré-villageoise des prairies concerne la TVB (gestion ceinture prairiale, restauration des mares et zones humides, gestion des vergers hautes tiges et valorisation des arbres isolés, perméabilité écologique de la plaine agricole - forêt, connexion écologique avec la matrice bâtie). En revanche, l'OAP thématique sur les mobilités douces n'est pas en lien avec la TVB.

L'OAP thématique de Lassy centrée sur le maintien des continuités écologiques sur la commune synthétise les autres documents du PLU, sans réelle plus-value sur les aménagements. Cela permet d'affirmer/afficher davantage la volonté politique sur ce sujet des CE.

L'OAP thématique de Sagy sur les places de stationnement est peu pertinente pour la TVB mais présente des principes d'imperméabilisation et de végétalisation (bandes enherbées, haies...).

i. [La bande de 50m de protection des lisières des bois de plus de 100 ha \(lien au SDRIF\)](#)

→ En lien avec le SDRIF (et non le SRCE IdF), les lisières des massifs boisés de plus de 100 ha sont préservées dans les PLU.

« Les constructions et aménagements nouveaux, à l'exception de ceux qui seraient édifiés en continuité des bâtiments existants dans la limite du site urbain constitué, sont interdits dans une bande de 50 mètres de profondeur en lisière des massifs forestiers de plus de 100 ha, telle que délimitée au plan de zonage » (extrait PLU Bouray-sur-Juine – règlement 2013).

j. [Autres outils potentiels](#)

D'autres outils auraient pu être mobilisés tels que les AVAP (aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine) relatives au maintien/reconstitution de haies, les ZAP (zones agricoles protégées) ou encore les PAEN (périmètres de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels péri-urbains).

Le classement en espaces de continuités écologiques¹⁵ n'a pas été mobilisé, notamment car cet outil est récent (loi « Biodiversité » de 2016) et que les PLU étudiés sont antérieurs en majorité.

¹⁵ Articles L. 113-29 et -30 du code de l'urbanisme.

4. Une cohérence interne des PLU respectée mais une prise en compte parfois mal organisée ou avec une ambition politique modérée

Les différents documents constituant les PLU sont généralement cohérents entre eux.

→ Les rapports de présentation étudiés traitent tous des continuités écologiques. Dans la justification des choix, les PLU proposent souvent des pistes de gestion des espaces qu'ils soient publics ou privés.

Les données, informations et connaissances naturalistes mobilisées dans les rapports sont très limitées. Seul Bouray-sur-Juine a bénéficié d'un atlas communal (à la demande du PNR-GF) pour discuter des espèces, mais les états initiaux de l'environnement sont généralement très légers quant à l'analyse des espèces et se concentrent surtout sur les zonages de protection et de connaissance existants et l'analyse du paysage et du végétal.

Dans les rapports, une accumulation de cartes mais sans analyse synthétique (nécessaire pour discuter des continuités) peut être observée. Aussi, les cartes présentées sont parfois trop petites voire illisibles (ex. Montalet-le-bois ou Bouray-sur-Juine).

→ L'ensemble des PADD étudiés traitent des continuités mais certains ne présentent que du texte et d'autres que des cartes. Les cartes des continuités locales dans les PADD sont souvent bornées aux limites administratives, bien que les « flèches » représentant les corridors puissent se poursuivre hors.

La distinction entre les orientations visant la préservation des continuités locales de celles visant la restauration voire la création est parfois difficile. Peu d'orientations concernent la création de continuités locales.

→ Les OAP sectorielles ont une entrée quasi exclusivement paysagère et ne remplacent pas l'aménagement dans un espace plus vaste que celui de la parcelle. Elles apparaissent assez peu ambitieuses sur les continuités écologiques.

Les OAP thématiques sont peu nombreuses en lien avec les continuités et seule une d'entre elles est pertinente (PLU Méré, ceinture prairiale).

→ Les règlements et documents graphiques font appel à divers outils du code de l'urbanisme pour préserver les continuités locales et privilégient tous des plantations à partir d'essences locales et non invasives. Toutefois la distinction entre prescriptions (obligation de faire) et recommandations (proposition pour faire) sur laquelle peuvent jouer certains règlements peut traduire des ambitions politiques modérées.

Les zones humides sont globalement bien identifiées et préservées. Les espaces boisés le sont aussi, et parfois les milieux ouverts prairiaux. Certains éléments du paysage (haies, alignements, vergers, etc.) identifiés dans les rapports de présentation ou PADD ne sont parfois pas retranscrits sur les documents graphiques, ou partiellement sans explication (des priorités ? une typologie ?).

→ Un seul PLU étudié présente une évaluation environnementale, avec des atteintes limitées sur les CE.

Les PLU étudiés prennent globalement en compte le SRCE IdF avec une reprise des cartes des composantes du SRCE et de ses objectifs, cartes décrites brièvement dans les rapports de présentation ou PADD (exceptés Bouray-sur-Juine et Lassy). Les responsabilités écologiques supra-communales en termes d'habitats semi-naturels sont identifiées (en particulier pour les zones humides, grands boisements de type Rambouillet ou Fontainebleau) mais les continuités régionales sont généralement trop larges pour le niveau communal (niveau intercommunal du PNR ou du territoire de SCoT important).

Chaque PLU complète les données du SRCE pour identifier et discuter des continuités locales (nouveaux réservoirs et corridors) : utilisation des cartes, prise de connaissance des institutions, des données et

informations des PNR, des structures de bassins versants (SAGE, inventaires zones humides, etc.), des documents de gestion disponibles (ex. DOCOB N2000), d'études urbaines, d'études de SCoT, des ENS (ex. Plessis Luzarches), *etc.*

Les méthodes utilisées pour identifier les continuités locales ne sont pas explicitées, s'agissant *a priori* d'interprétations visuelles à partir de l'occupation des sols, de compilation d'études ou de compilation de zonages/éléments du patrimoine naturel et/ou culturel.

Les dynamiques des territoires limitrophes sont peu discutées. A noter que les 2 PLU limitrophes étudiés sur le PNR-OPF sont cohérents dans leurs règlements et documents graphiques, mais ne font pas appel l'un à l'autre directement dans les textes.

Les continuités en milieu urbain sont très peu analysées bien que les espaces verts puissent être identifiés mais les liens entre eux ne sont pas discutés.

Certains PLU prévoient un zonage U graduel en fonction de la densité du végétal (du centre urbain dense vers la périphérie) pour travailler à la « couture urbain/rural », préserver la biodiversité dite ordinaire.

La fragmentation des territoires est très peu analysée en dehors de l'urbanisation (ex. Bouray-sur-Juine avec discussion sur l'enjeu des espèces envahissantes, des infrastructures et de l'urbanisation). Les rapports de présentation présentent les éléments sur la qualité de l'air, des sols et de l'eau ainsi que les nuisances sonores mais ces analyses ne sont pas mises en relation avec les continuités locales (parfois dans l'analyse des incidences).

La multifonctionnalité des espaces de continuités écologiques est soulignée dans les PLU : attractivité et vitalité économiques, cadre de vie et préservation paysage "vitrine", préservation environnement, activités économiques agricoles et sylvicoles, accueil du public - activités sportives et de plein air - activités de sensibilisation et pédagogie à l'environnement. Les sentiers et chemins ruraux sont un exemple d'espaces multifonctionnels. Le PNR-GF conseille par exemple les collectivités pour la gestion des eaux pluviales *via* des noues, la gestion du patrimoine culturel en lien avec la biodiversité (vieux murs, anciennes bâtisses, etc.), l'inconstructibilité le long des cours d'eau, la préservation des jardins avec une perméabilité des clôtures, etc.

Tableau 6 : Pour information, résultats des notations données (cf. grille d'analyse en Annexe).

	PLU de Méré (2018)	PLU de Choisel (2017)	PLU de Chailly en Bière (2015)	PLU de Bouray sur Juine (2014)	PLU de Plessis-Luzarches (2017)	PLU de Lassy (2014)	PLU de Montalet le bois (2017)	PLU de Sagy (2019)
Rapport de présentation (note max. 51,5)	28	25,5	30,5	22,5	20,25	27,5	28	30,5
PADD (note max. 54,5)	44	32,5	33	45,5	38,5	36,5	43	42
OAP (note max. 30)	20,5	14,5	15,5	20	22	11,5	9,5	10,5
Documents graphiques (note max. 22)	14	17	18	15,5	16,5	16,5	16	18
Règlement * (note max. 28)	25	26	24	26	22	25	25	25
Evaluation environnementale (EE) (note max. 12)	/	/	10	/	/	/	/	/
TOTAL sans EE (note max. 186)	131,5	115,5	121	129,5	119,25	117	121,5	126
TOTAL avec EE (note max. 198)	/	/	131	/	/	/	/	/

* A noter que la grille d'analyse proposée par l'IAU permet peu de discuter de la « force » prescriptive des règlements.

5. Accompagnement par les équipes des PNR tout au long de la démarche d'élaboration du document d'urbanisme

Les PNR transmettent à chaque collectivité des Porter à connaissance sur leurs territoires, notamment sur le volet continuités écologiques. L'intensité de l'accompagnement des PNR aux collectivités lors de l'élaboration/révision des documents est dépendante des volontés politiques en particulier. Les PNR émettent ensuite des avis argumentés sur les documents arrêtés. Par exemple, depuis 2004, le comité syndical du **PNR-GF** a mis en place le groupe de travail urbanisme (PNR-GF, conseil régional, départements, communes, communautés de communes) pour apprécier la compatibilité des documents d'urbanisme avec la Charte du Parc.

Les PNR sont en appui notamment à :

- l'identification des continuités au niveau des PNR (ex. plan de référence du **PNR-OPF** de 2004 et donc antérieur au SRCE et au Grenelle avec identification des zonages « corridors écologiques » sur les communes, atlas communaux dont volet environnement sur le **PNR-GF**) ;
- l'identification des éléments naturels et paysagers (dont chemins ruraux – ex. **PNR-GF**) ;

- l'identification des éléments fragmentants (généralement non repris ou à autre escent que pour les CE par les collectivités), dont les pollutions lumineuse, sonore, de l'air ;
- la définition d'une liste d'espèces végétales locales recommandées pour les plantations (ex. **PNR-GF** sur Bouray-sur-Juine, **PNR-OPF** sur Lassy et Plessis-Luzarches, **PNR-HVC** sur Choisel et Méré, **PNR-VF** sur Montalet-le-bois) ;
- appui sur les volets liés à l'architecture et au paysage pour limiter les ruissellements, favoriser les aménagements paysagers végétalisés, réglementer les clôtures et toitures, accueillir la biodiversité dans le bâti (ex. nichoirs), etc. ;
- appui à la hiérarchisation des enjeux écologiques ;
- la mobilisation des outils du code de l'urbanisme ;
- la cohérence interterritoriale (ex. **PNR-OPF** pour une cohérence des zonages notamment) ;
- la cohérence entre les documents du PADD aux zonages au règlement ;
- la mise en place d'actions et au financement (éco-conditionné) de ces actions :

Extrait RP du PLU de Bouray-sur-Juine (2013) : « *la commune s'est engagée, en partenariat avec le PNR du Gâtinais qui mène en ce moment une étude sur les risques liés aux ruissellements, aux coulées de boues et à l'érosion des sols, à réaliser des actions sur des secteurs ciblés de la commune : plantation de haies pour bloquer les écoulements des eaux, entretien et réouverture des fossés, création de noues, préservation de jachères, sensibilisation et concertation avec les agriculteurs, surélévation de chemins (chemin sur talus), bandes enherbées, rehaussement de certains trottoirs...* » ;

- le soutien aux actions de préemption (lien avec la SAFER notamment).

Les chartes des PNR sont bien reprises et alimentent les PLU, souvent bien davantage que le SRCE (écran ?).

Toutefois, il n'est pas obligatoire pour les structures ayant formulé un avis sur les documents intermédiaires (telles que les PNR) d'avoir un retour sur les documents finalement adoptés et ainsi de savoir si leur avis a bien été intégré.

IV. PROPOSITIONS D'AMÉLIORATION DU SRCE IDF

Ces propositions sont faites sur la base des entretiens et des ateliers et sont à relativiser au regard des personnes et structures interrogées et invitées. Ce sont des pistes qui sont à investir ou non par les co-animateurs du SRCE au regard des résultats des différents volets de l'évaluation du SRCE IdF.

A. DES PISTES POUR FACILITER LA MISE EN ŒUVRE DU SRCE IDF DANS LES PNR

Accompagner les acteurs porteurs de projet, expliciter la place du SRCE dans le dispositif réglementaire et développer des outils opérationnels sont les trois principaux registres de propositions d'amélioration qui ont été formulés par les acteurs interrogés. Si certaines peuvent se contredire, c'est qu'elles sont issues de propos d'acteurs qui sont concernés par les continuités écologiques à divers titres. Il appartient aux co-animateurs du SRCE IdF et aux équipes des PNR de relativiser ces propositions.

1. Accompagner les acteurs qui agissent de manière directe ou indirecte sur les continuités écologiques

a. Poursuivre l'accompagnement et l'appui aux acteurs

- Poursuivre l'animation sur les territoires (forte mobilisation lors de la rédaction puis baisse une fois le SRCE adopté), le partage des retours d'expérience, l'illustration de l'utilisation des données des acteurs, le partage d'un langage commun.
Insérer les nouveaux agents (car important turn-over des techniciens) dans le réseau.
S'articuler avec l'ARB pour mutualiser les temps d'échanges.
- Importance de suivre autant que possible les documents d'urbanisme locaux en organisant les acteurs « relais » sur les territoires et faire porter le sujet de façon forte.
Avoir une attention particulière aux PLUi.
- Poursuivre l'animation des dispositifs territoriaux qui ont une approche transversale (ex contrat expérimental TVB, atlas communal du patrimoine naturel). Ce type de dispositif territorial est à l'écoute des acteurs locaux et en mesure de saisir des opportunités d'actions issues du terrain et contribuant aux objectifs du SRCE.
- Poursuivre les subventions incitatives pour l'action sur les continuités (dont en particulier le volet terrestre, dont pour la plantation haies etc. et pour les passages à faune car les acteurs ne savent pas toujours où s'adresser) mais aussi pour ouvrir des postes sur les territoires (personnes « relais »).
Diffuser largement l'information de nouveaux financements (visibilité, lisibilité et accessibilité).
- Poursuivre les formations (notamment des services de l'Etat, des gestionnaires d'infrastructures, des élus).

b. Convaincre de nouveaux acteurs et communiquer sur les réalisations existantes

- Faire la « démonstration de la TVB », communiquer sur des actions précises (notamment sur le volet « trame verte » qui semble moins facile à cerner que la « trame bleue » ; ex. communiquer sur le comptage des animaux utilisant les ouvrages mis en place pour assurer les continuités).
- Utiliser les actions portées par les acteurs pour susciter l'intérêt sur les continuités.
- Utiliser les médias comme vecteurs ?
- Améliorer la communication (notamment la communication positive quant aux avantages des continuités pour susciter la curiosité, l'envie ; communiquer sur la multifonctionnalité des continuités et aussi sur les « devoirs » envers la nature ; sur les orientations et les actions du SRCE car mal connues), la vulgarisation, avec l'appui de professionnels en communication.
- Discuter des changements paysagers que peuvent impliquer des actions de remise en « bon état » des continuités, afin de mieux les anticiper avec les acteurs (donner des exemples, des retours d'expériences).

2. Compléter le SRCE IdF : prioriser, simplifier, décrire et expliciter

- Prioriser certains éléments du SRCE pour faciliter l'appropriation et la mise en œuvre :
 - Prioriser les continuités écologiques pour la mise en œuvre du SRCE (ex. les corridors forestiers, les milieux agricoles prairiaux de fauche et de pâturage, les zones de conflits avec les infrastructures linéaires de transport et nécessité de passages à faune prioritaires) *via* des études complémentaires,
 - Donner une ambition plus affirmée, plus précise au SRCE (ex. sur les zones humides car nombreuses limites juridiques).
- Compléter et simplifier la méthode d'identification des continuités écologiques :
 - Représenter et objectiver les continuités en fonction du niveau de connaissance voire les prioriser (ex. PNR-VF entre des continuités prioritaires, importantes et potentielles),
 - Rediscuter des espèces déterminantes pour identifier les continuités en IdF (ex. le cerf élaphe pour les milieux forestiers franciliens ? la flore ?) et prioriser ces espèces,
- Expliciter la place du SRCE IdF dans le dispositif complexe des politiques publiques :
 - Expliciter les liens SAGE/SDAGE et SRCE (montrer ce qu'apporte le SRCE à un SAGE et sur des territoires sans SAGE),
 - Expliciter les liens ABC-ABI et SRCE,
 - Expliciter les liens SDRIF et SRCE, d'autant que le SDRIF a un rapport d'opposabilité plus important que le SRCE avec les documents d'urbanisme,
 - Expliciter les liens avec la séquence Éviter-Réduire-Compenser.

De façon générale, une reprise du plan d'actions stratégique serait intéressante afin qu'il gagne en lisibilité (nombreuses redondances notamment avec les domaines sur la « gestion » et les « documents d'urbanisme »). Des actions prévues en 2013 et non réalisées ressortent, notamment sur les guides. Le plan n'est pas un document utilisé par les acteurs alors qu'il s'agit du document de mise en œuvre

3. Produire des outils opérationnels

a. Des outils accessibles au grand public par internet

- une chaine youtube pour diffuser au plus grand nombre ?
- d'autres applications numériques (géocaching, etc.) ?
- un MOOC sur le sujet (cours en ligne) ?
- une plateforme régionale sur la TVB bien identifiée pour partager les ressources et faciliter les liens entre acteurs (ex. modèle de la plateforme Natura2000, fiches retours d'expériences intégrées à une carte dynamique du territoire).

b. Des outils pour les techniciens qui agissent sur les projets TVB

- des outils de suivi des actions menées en faveur de la TVB pour produire des résultats communicables,
- les chartes régionales pour la biodiversité encouragées en précisant le lien avec le SRCE,
- des contrats territoriaux qui permettent aux animateurs et techniciens d'intégrer les différents cadres stratégiques et d'animer les territoires pour mutualiser les moyens et faciliter la mise en œuvre d'actions en faveur de la TVB (à lier avec les actions GEMAPI). Ce type de contrat rend opérationnel les actions en faveur des continuités écologique puisqu'aux objectifs sont associés des moyens pour mettre en œuvre des actions,
- des documents synthétiques pour prouver que le SRCE est utile pour répondre à des questions concrètes (un document par question) avec un rythme de diffusion régulier pour conserver l'intérêt des acteurs (ex. synthèses du CBN-BP). Ces documents pourraient traiter des outils du code de l'urbanisme, des espèces exotiques envahissantes, des méthodes d'identification locale des continuités, des retours d'expériences, etc.,
- des guides techniques thématiques (adaptés à la région IdF ou sélectionnés sur d'autres régions),
- un annuaire des interlocuteurs sur les continuités selon les domaines du PAS et les territoires (regroupant aussi bien les techniciens PNR, les experts au sein des associations de protection de l'environnement que les techniciens des syndicats de rivières),

4. Encourager les acteurs désirant aller plus loin

L'encouragement des collectivités à une stratégie ERC au niveau de leur territoire serait intéressante pour plus de cohérence des actions, en particulier celles de compensation.

Les travaux sur la « trame marron » (en lien avec perméabilité des sols lors des aménagements, labour léger agricole) et la « trame noire » seraient à développer.

L'association des acteurs ayant la compétence GEMAPI aux projets des territoires serait à généraliser.

B. TRANSFERER DES BONNES PRATIQUES LIEES AUX TERRITOIRES DES PNR HORS DES PNR

Plusieurs initiatives menées par les équipes des PNR gagneraient à s'étendre sur les territoires hors des seuls PNR.

1. Des actions originales en faveur des continuités

- Le travail mené par le PNR-GF sur la pollution lumineuse et sur les chemins ruraux¹⁶ et sur l'agroforesterie,
- Eco-conditionnalité des aides (ex. PNR-GF pour pollution lumineuse, gestion différenciée),
- Le travail mené par le PNR-HVC sur les « plans paysage et biodiversité » avec son plan d'actions associées.

2. Des modes d'accompagnement des projets et des acteurs

- Le partage des grilles d'analyse des documents d'urbanisme mises en place par les PNR et l'accompagnement pour des documents d'urbanisme prescriptifs,
- L'accompagnement inter-PLU mené par le PNR-OPF afin de dépasser les limites administratives (approche interterritoriale),
- La mise en place d'un groupement pour la réalisation des PLU à l'échelle d'un bassin versant (PNR-VF),
- Les porter à connaissance transmis par les PNR dont un volet biodiversité et continuités, et la poursuite du développement des connaissances (ex. Atlas du patrimoine naturel du Vexin français),
- Le rôle de « relais » au niveau intercommunal et communal des PNR, pour une meilleure cohérence des actions. L'expertise développée par les équipes des PNR est reconnue et sollicitée par les différents porteurs de projet : garant d'une bonne prise en compte de tous les éléments environnementaux, elle joue aussi le rôle de médiateur entre les parties prenantes,
- Intégrer les objectifs du SRCE aux problématiques des acteurs : l'approche par la TVB n'est pas forcément mobilisatrice pour les élus ou les porteurs de projet. Ainsi, dans les PNR, les continuités sont intégrées au projet dans son ensemble comme un des éléments constitutifs du patrimoine à conserver,
- La communication grand public menée par les PNR et pouvant diffuser hors d'eux.

¹⁶

https://www.parcs-naturels-regionaux.fr/sites/federationpnr/files/document/centre_de_ressources/archive_avant_2016/142505/2/2015.Guidechemins.pdf

3. Des outils de suivi et d'évaluation

- La mise en place d'observatoires photographiques du paysage (ex. **PNR-GF**, en appui au PLU de Chailly en Bière par exemple pour son suivi ; **PNR-HVC** avec 40 points de vues reconduits tous les deux ans dans les mêmes conditions de cadrage, de lumière et de saison).

Les réflexions sur les dispositifs de suivi et d'évaluation des chartes des PNR peuvent intéresser le SRCE.

De façon générale, le rôle de « relais » qu'ont les équipes des PNR sur les continuités écologiques serait à étendre en organisant un réseau d'acteurs « relais ».

C. S'INSPIRER DES BONNES PRATIQUES HORS DES PNR POUR LES PNR

La charte TVB des Plaines et coteaux de la Seine centrale urbaine est une démarche intéressante pour décliner le SRCE IdF au niveau local : <http://www.seine-centrale-urbaine.org/charte-tvb/> . La charte, engagement moral, se structure autour de (i) connaître la TVB et permettre aux acteurs de s'associer sur le sujet, (ii) intégrer la biodiversité au cœur des aménagements, (iii) améliorer la fonctionnalité des écosystèmes et (iv) inciter et encourager à participer à la restauration et la préservation de la TVB.

Les ateliers/parcours organisés par les Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) d'Ile de France, à destination des élus, des collectivités et des acteurs de l'environnement, pourraient être généralisés. Il s'agit de temps d'échange propices à la discussion sur les continuités.

Les observatoires de territoire sont des outils importants pour le développement de la connaissance (ex. syndicat de l'Orge qui est en cours pour les sites qu'il a acquis).

Les fiches collisions sont des outils intéressants (ex. Département du Val d'Oise avec chasseurs).

Le Club ADS (Application du Droit des Sols) proposé par la DDT du Val d'Oise est intéressant : <http://www.oise.gouv.fr/layout/set/print/Politiques-publiques/Amenagement-durable-du-territoire/Application-du-droit-des-sols-ADS-dans-l-Oise>

Le projet de valorisation des pelouses calcicoles dans la vallée de la Mauldre entre les PNR-VF et HVC.

D. DEVELOPPER DES ACTIONS INTER-PNR

Les temps de travail inter PNR sur le bilan du SRCE ont révélé la proximité géographique des PNR (par exemple est du PNR-VF et sud-ouest du nouveau périmètre PNR-OPF ou bien sud du PNR-HVC et nord-ouest du PNR-GF).

En lien avec la SRB en cours d'élaboration, créer une manière commune entre les PNR pour représenter les continuités écologiques de façon à faciliter les actions TVB qui permettent de relier deux PNR.

Soutenir à titre expérimental les initiatives inter PNR qui contribuent aux continuités.

V. ANNEXES

A. BIBLIOGRAPHIE NON EXHAUSTIVE

Chartes des PNR :

- Charte 2011-2026 du PNR Haute Vallée de Chevreuse ;
- Charte 2011-2026 du PNR Gâtinais français ;
- Charte 2007-2022 du PNR Vexin français ;
- Charte 2004-2016 du PNR Oise-Pays-de-France et Charte 2019-2034 en cours de validation.

Schéma régional de cohérence écologique d'Île-de-France

Plans locaux d'urbanisme :

- Méré (78) en 2018 ;
- Choisel (78) en 2017 ;
- Chailly-en-Bière (77) en 2015 ;
- Bouray-sur-Juine (91) en 2014 ;
- Sagy (95) en 2019 ;
- Montalet-le-bois (78) en 2017 ;
- Plessis-Luzarches (95) en 2017 ;
- Lassy (95) en 2014.

Chalot, R. (2015), « Prendre en compte le SRCE francilien dans les documents d'urbanisme - Recommandations et recueil d'expériences », Natureparif, 144 p

Flandin, J., Parisot, C. (2016), « Guide de gestion écologique des espaces publics et privés », Natureparif, 188 p.

IAU Ile-de-France, 2017. « Dispositif de suivi du SRCE – Rapport phase 1 : indicateurs retenus en 2017 », 106 pages.

Kuhn, S., Thiollière, B. (2015), « Mise en œuvre du SRCE - Cahier des charges des études Trame verte et bleue dans les documents d'urbanisme - Principes et termes de référence », Adage/O.G.E./DRIEE, 44 p.

Reynolds L., Cornet N., 2019. *La trame verte et bleue dans les documents d'urbanisme locaux – Quelle prise en compte en Île-de-France ?* IAU îdF.

Zucca, M., Bernard, J.M. (2015), « Guide de lecture du Schéma régional de cohérence écologique d'Île-de-France », Région Île-de-France/Natureparif/DRIEE, 50 p.

Fédération des PNR (2015) Accompagnement des communes pour la prise en compte de la TVB dans les documents d'urbanisme Méthodes et outils développés par les PNR

Fédération des PNR (2012) Comment intégrer la TVB dans les chartes de PNR Guide

B. QUESTIONS EVALUATIVES RETENUES

OBJECTIF	N°	QUESTIONS EVALUATIVES	Mode de collecte de l'information
Contribuer à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques régionales ¹⁷	1	<p>- <i>Quel est l'effet de la mise en œuvre du SRCE depuis 6 ans sur la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques sur les territoires des PNR franciliens¹⁸ ? (Efficacité)</i></p> <p>- <i>Le SRCE contribue-t-il à la préservation et à la restauration des écotones et des zones de connexion sur les territoires des PNR ? (Efficacité)</i></p> <p>- <i>Le SRCE contribue-t-il à la limitation de la consommation d'espaces naturels, boisés et agricoles ? (Efficacité)</i></p> <p>- <i>Le SRCE contribue-t-il à la réduction du niveau de fragmentation et du niveau d'altération des composantes de la TVB ? (Efficacité)</i></p> <p>Comment votre mission contribue à la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ? Sur quels sujets :</p> <p>- <i>conserver et améliorer la qualité écologique des milieux (réduction du niveau de fragmentation, de disparition et d'altération des composantes de la TVB) ? en particulier pour les habitats TVB ? Comment, quelles actions menées ?</i></p> <p>milieux aquatiques ? humides ? ouverts ? forestiers ? agricoles ? urbains ?</p> <p>- <i>garantir la libre circulation des espèces sauvages, notamment dans un contexte de changements climatiques ? en particulier pour les espèces TVB et les espèces migratrices ? Comment, quelles actions ?</i></p> <p>- <i>préserver la biodiversité dite « ordinaire » ? Comment, quelles actions ?</i></p> <p>- <i>préserver et restaurer les écotones (lisières) et zones de connexions (intra et inter-forestières, entre forêts et corridors alluviaux, entre zones humides)</i></p> <p>- <i>maîtriser l'urbanisation et l'implantation/perméabilité</i></p>	Entretiens + réunions + collégiales documents

¹⁷ Objectif et questions évaluatives en lien avec les axes 0, 1, 2 et 4 du rapport de 2017 de l'IAU IdF, soit respectivement « préserver et restaurer les continuités écologiques », « limiter la consommation d'espaces naturels, boisés et agricoles », « limiter la fragmentation et l'altération des espaces naturels, boisés et agricoles », « préserver et restaurer les écotones et connexions ». IAU Ile-de-France, 2017. « Dispositif de suivi du SRCE – Rapport phase 1 : indicateurs retenus en 2017 », 106 pages.

¹⁸ La mesure directe de l'état des CE dépendra des indicateurs disponibles sur les territoires.

		<p><i>des infrastructures ? Comment, quelles actions ?</i></p> <p><i>- ne pas reconnecter « à tout prix » (concurrence entre espèces, homogénéisation génétique) ? Comment, quelles actions ?</i></p> <p><i>Est-ce que le SRCE IdF a guidé vos choix ? Si oui, comment ?</i></p> <p><i>Pensez-vous qu'il ait contribué à la préservation et remise en bon état des continuités ?</i></p> <p><i>Pensez-vous que la Charte du PNR y ait contribué ? le SDAGE ? Le SDRIF ? D'autres initiatives ? Quels sont les cadres de références qui vous permettent d'agir en faveur des continuités (plans-programmes-projets...) ?</i></p>	
	2	<p><i>- Les choix des éléments du SRCE sont-ils pertinents par rapport aux enjeux sur les territoires des PNR ? (Pertinence)</i></p> <p>Les continuités écologiques et leurs enjeux sur les territoires des PNR ont-ils été bien pris en compte dans le SRCE IdF (diagnostic, objectifs, cartographies, plan d'actions) ? pour les milieux humides ? ouverts ? forestiers ? agricoles ? urbains ? Leur taille-nombre-qualité sont-ils « suffisants » ?</p> <p>Les composantes de la TVB présentées dans le SRCE (principes et cartes) ont-elles une réalité terrain selon vous ?</p>	Question en appui des pistes d'amélioration

OBJECTIF	N°	QUESTIONS EVALUATIVES	Mode de collecte de l'information
Organiser les mesures et actions pour l'atteinte des objectifs du SRCE, notamment par la mise en œuvre d'actions prioritaires	3	<p><i>- Quel est le niveau de mise en œuvre des actions figurant dans le plan d'actions du SRCE sur les territoires des PNR ? (Efficience)</i></p> <p>Comment a été mis en œuvre le plan d'actions du SRCE sur les PNR depuis 2013 (niveau de réalisation bon-moyen-médiocre) ? Pourquoi ?</p>	Analyse documentaire, si possible (tableau de suivi des actions ?)
	4	<p><i>- La mise en œuvre du SRCE IdF a-t-elle eu un effet sur les activités socio-économiques dans les PNR ? (Efficacité)</i></p> <p>Selon vous, les acteurs socio-économiques des PNR ont-ils mené des réflexions, diagnostics voire des projets/actions liés aux continuités écologiques et aux éléments fragmentant ? Lesquels ? Comment ? Dans quel cadre (amélioration de la connaissance, étude pour un projet, etc.) ? Avec quels partenaires ? A quelle échelle ? A quel coût ? Avez-vous communiqué ?</p> <p>Cela est-il lié au SRCE IdF, à la Charte du PNR, au SDAGE, au SDRIF et/ou à d'autres initiatives ? <i>Quels sont les cadres de références qui vous permettent d'agir ?</i></p> <p><i>Acteurs socio-économiques issus de l'aménagement, de l'agriculture, de la sylviculture, de la chasse, de la pêche, ...</i></p>	Entretiens + réunions collégiales + documents
	5	<p><i>- Les moyens (politiques, humains, matériels et financiers) déployés sur les PNR pour la mise en œuvre du SRCE étaient-</i></p>	Entretiens + réunions

		<i>ils suffisants pour :</i> - <i>atteindre les objectifs (Cohérence interne) ?</i> - <i>réaliser les actions (Efficience) ?</i> Les moyens prévus et mobilisés sur les PNR sont-ils suffisants pour réaliser le plan d'actions ? Avez-vous mobilisé des moyens pour mettre en œuvre des actions portant sur les continuités écologiques dans le cadre du SRCE ? Si oui, lesquels et comment ? Si non, pourquoi (manque de communication, complexité des outils financiers, compétence en interne, etc.) ?	collégiales documents	+
	6	- <i>La mise en œuvre du SRCE a-t-elle permis d'améliorer la connaissance sur les continuités écologiques dans les PNR ? (Efficacité)</i> La connaissance sur les continuités écologiques, les espèces et habitats TVB, les éléments fragmentant a-t-elle été améliorée ? Cela est-il lié au SRCE IdF ? à la Charte ? au SDAGE ? à d'autres initiatives ? <i>Quels sont les cadres de références qui vous permettent d'agir ?</i>	Entretiens réunions collégiales documents	+ +
	7	- <i>Le SRCE favorise-t-il l'émergence de nouveaux projets sur les territoires des PNR favorables aux continuités écologiques (TVB, autres trames noires-brunes...) ? (Efficacité)</i> Les outils du SRCE (documents, cartographies, objectifs, plan d'actions, etc.) correspondent-ils à vos besoins sur le terrain pour l'émergence de vos projets ? Sont-ils en accord avec les réalités locales (sites pris en compte, objectifs fixés, etc.) ?	Entretiens réunions collégiales documents	+ +

OBJECTIF	N°	QUESTIONS EVALUATIVES	Mode de collecte de l'information
Contribuer à l'intégration de l'enjeu de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques dans les autres politiques d'aménagement et de gestion du territoire et ainsi orienter ces politiques	8	<p>- <i>Comment le SRCE influence les autres politiques de préservation de la biodiversité et de protection des espaces naturels ? (Efficacité)</i></p> <p>Prenez-vous en compte les continuités écologiques dans les projets biodiversité (ex. Natura 2000, PNA, séquence ERC, RNN, RNR, ENS, projets LIFE, nature en ville, plans de restauration de milieux, contrats de milieux, etc.) ? Comment ? Est-ce dans le cadre de la mise en œuvre du SRCE IdF, de la Charte du PNR, du SDAGE, du SDRIF, d'une autre initiative ?</p>	Entretiens + réunions + collégiales documents → appui sur la frise chronologique des cadres de référence
	9	<p>- <i>Quel est l'effet du SRCE sur la prise en compte des continuités écologiques dans les documents d'urbanisme sur les territoires des PNR ? (Efficacité)</i></p> <p><i>Questions à adapter à chaque acteur, selon s'il porte directement ou non un document d'urbanisme</i></p> <p>Avez-vous pris en compte les continuités écologiques dans</p>	Entretiens + réunions (+ documents) collégiales documents

d'une manière favorable aux continuités écologiques ¹⁹		<p>votre document d'urbanisme ? Si oui, pensez-vous les avoir bien pris en compte (1 mauvais à 5 très bien) ? Comment avez-vous procédé ? Avez-vous analysé la cohérence avec les autres documents des territoires limitrophes ?</p> <p>Le SRCE IdF a-t-il été utile, a-t-il facilité la déclinaison des enjeux de continuités écologiques sur le territoire ? Si oui, comment ? quelles parties ?</p> <p>La Charte du PNR a-t-elle été utile, a-t-elle facilité la déclinaison ?</p> <p>D'autres documents ont-ils aidé ?</p> <p>Avez-vous bénéficié d'une aide, d'un accompagnement ? Si oui, lequel ?</p> <p><i>Pour les acteurs en charge de l'accompagnement</i> : combien de documents d'urbanisme avez-vous accompagné sur les PNR ? Lesquels ? Comment procédez-vous ? Quels sont les outils utilisés ? Cet accompagnement a-t-il vocation à perdurer ?</p>	
	10	<p>- <i>Quel est l'effet du SRCE sur la prise en compte des continuités écologiques dans les projets d'aménagement sur les territoires des PNR ? (Efficacité)</i></p> <p>Avez-vous pris en compte les continuités écologiques dans votre projet d'aménagement ? Si oui, pensez-vous les avoir bien pris en compte (1 mauvais à 5 très bien) ? Comment avez-vous procédé ?</p> <p>Le SRCE IdF a-t-il été utile, a-t-il facilité la déclinaison des enjeux de continuités écologiques sur le territoire ? Si oui, comment ? quelles parties ?</p> <p>La Charte du PNR a-t-elle été utile, a-t-elle facilité la déclinaison des enjeux de CE ?</p> <p>Les documents d'urbanisme locaux ont-ils été utiles, ont-ils facilité la déclinaison des enjeux de CE ?</p> <p>D'autres documents ont-ils aidé ?</p> <p>Avez-vous bénéficié d'une aide, d'un accompagnement ? Si oui, lequel ?</p> <p><i>Pour les acteurs en charge de l'accompagnement</i> : combien de projets avez-vous accompagné sur les PNR ? Lesquels ? Comment procédez-vous ? Quels sont les outils utilisés ? Cet accompagnement a-t-il vocation à perdurer ?</p>	Entretiens + réunions collégiales (+ documents)
	11	<p>- <i>Quel est l'effet du SRCE sur la prise en compte des</i></p>	Entretiens + réunions

¹⁹ Objectif et questions évaluatives en lien avec l'axe 3 du rapport de 2017 de l'IAU IdF qui concerne « la multifonctionnalité des composantes de la TVB ».

		<i>continuités écologiques dans les chartes des PNR ? (Efficacité)</i> Le SRCE IdF et la Charte du PNR sont-ils complémentaires ? redondants ? non liés ? Pourquoi ?	collégiales
	12	- <i>La mise en œuvre du SRCE / de la Charte du PNR favorise-t-elle la compatibilité entre enjeux économiques, sociaux et écologiques des éléments de trame ? (Cohérence externe)</i> - <i>Le SRCE / la Charte du PNR participe-t-il à la multifonctionnalité des espaces (semi-)naturels des PNR ?</i> Les enjeux de continuités écologiques sont-ils compatibles avec les enjeux économiques sur les territoires des PNR ? Le SRCE facilite-t-il cette compatibilité ? La Charte du PNR ? D'autres initiatives ?	Entretiens + réunions collégiales (+ documents)

APPROPRIATION ET PARTICIPATION DES ACTEURS

OBJECTIF	N°	QUESTIONS EVALUATIVES	Mode de collecte de l'information
Faciliter l'appropriation des enjeux de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques par les acteurs territoriaux et favoriser leur participation à la mise en œuvre du SRCE	13	- <i>Quel est l'effet de la mise en œuvre du SRCE sur l'appropriation des enjeux de continuités écologiques chez les acteurs des territoires PNR ? (Efficacité)</i> Comment faites vous connaître les enjeux des continuités écologiques ? Auprès de quels acteurs ? Le SRCE vous est-il utile ? La Charte du PNR vous est-elle utile ? Quels sont vos outils ? Avez-vous mené/bénéficié de formation sur les continuités écologiques ? Si oui, lesquelles ?	Entretiens + réunions collégiales
	14	- <i>En quoi le SRCE / la Charte du PNR facilitent-ils l'implication et une meilleure coordination des acteurs concernant les continuités écologiques sur les PNR ? (Efficacité)</i> Y-a-t-il un réseau d'acteurs qui se forme dans les PNR autour de la question des continuités écologiques ? Si oui, quels acteurs sont impliqués ? Echangez-vous avec d'autres acteurs sur les continuités ? Avec qui ? comment travaillez vous ensemble ? Votre collaboration est-elle liée au SRCE ? si oui comment ? Si non qu'est ce qui vous a permis de vous réunir ? (relation interpersonnelle, animation du PNR ?....) Comment pensez-vous que les acteurs socio-économiques se sentent vis-à-vis du SRCE (acteur moteur, subissant, etc.) ? les élus ? Comment appréciez-vous l'animation du SRCE (1 bon à 5 médiocre) ? Comment se traduit l'animation (organes de	Entretiens + réunions collégiales (+ documents)

		<p>gouvernance, supports de communication, disponibilité, etc.) ? Sur quels sujets l'animation vous est-elle utile (langage commun, partage des données et informations, méthodologie, financement, etc.) ? Vos initiatives/actions vous semblent-elles valorisées ?</p> <p>Le SRCE a-t-il permis une implication de tous les acteurs influençant ou étant influencés par les continuités écologiques ? Si non, lesquels ne se sont pas mobilisés ou n'ont pas été associés ?</p> <p>Et pour la Charte du PNR ?</p>	
--	--	--	--

C. LISTE DES PERSONNES INTERROGÉES

STRUCTURE	PRENOM NOM	FONCTION	DATE D'ENTRETIEN	Territoire(s) de PNR
CAUE de l'Essonne - CAUE91	Valérie KAUFFMANN	Directrice	25/06/2019	PNR-HVC PNR-GF
Conseil départemental de Seine et Marne - CD77	Olivier RENAULT Marylène VERGNOL	Chef du bureau biodiversité et réseaux naturels Référente TVB	01/07/2019	PNR-GF
Syndicat de l'Yvette - SIAHVV	Jérôme ROZANSKI	Chef du service milieux naturels	02/07/2019	PNR-HVC
Commune de Fontenay-lès-Briis	Jean-Pierre LONG	Elu adjoint à l'environnement	03/07/2019	PNR-HVC
Comité du Bassin Hydrographique de la Mauldre et de ses Affluents - COBAHMA	Alexandra GUILBERT	Ingénieure animatrice SAGE – Responsable technique	11/07/2019	PNR-HVC
Communauté de communes du Pays de Nemours	Chloé BARBET	Pôle développement, tourisme, sport, PCAEt	17/07/2019	PNR-GF
Communauté de communes entre Juine et Renarde - CCEJR	Julien JACQUEMIN	Responsable du service instructeur	18/07/2019	PNR-GF
PNR-VF	Patrick GAUTIER Romain DILLESEGER	Responsable du pôle Aménagement Chargé de mission Urbanisme & Habitat	05/08/2019	PNR-VF
Centre Régional de la Propriété Forestière	Xavier JENNER	Délégué régional pour l'Ile-de-France	06/08/2019	PNR-HVC PNR-GF PNR-OPF PNR-VF
Ferme du Champart sur la commune de Cernay-la-Ville	Christophe VALLON	Agriculteur	09/08/2019	PNR-HVC
Fédération interdépartementale des chasseurs d'Ile-de-France	Stéphane WALCZAK	Délégué au département des Yvelines	12/08/2019	PNR-HVC
Syndicat de l'Orge, de la Rémarde et de la	Franck BOITTIN	Directeur général adjoint milieux	14/08/2019	PNR-HVC

Prédecelle - SYORP		naturels		
Association des naturalistes de la vallée du Loing et du massif de Fontainebleau - ANVL	Guillaume LARREGLE	Chargé de mission biodiversité	19/08/2019	PNR-GF
ONF – Agence d'Ile de France Est	Gaëtane HAY	Responsable du service accueil et biodiversité	21/08/2019	PNR-GF
Association Natur'Essonne	Florine PALDACCI Maria VILLALTA Martine LACHERE	Chargées de mission Secrétaire du CA	23/08/2019	PNR-HVC PNR-GF
PNR-GF	Mathieu DEPERROIS	Responsable du pôle Aménagement, en charge de l'urbanisme et de l'intercommunalité	30/08/2019	PNR-GF
Commune de Gambais	Nicole MEYER	Elue déléguée au PNR-HVC	11/09/2019	PNR-HVC
Institut de France	Daisy COPEAUX	Gestionnaire forêt	11/09/2019	PNR OPF
Syndicat intercommunal et interdépartemental d'aménagement et d'entretien de la Thève, de la Vieille Thève, de la nouvelle Thève, du ru Saint-Martin et de leurs affluents - SITRARIVE.	Cédric DELBECQ	Technicien rivière	13/09/2019	PNR VF
Commune de Ver sur Launette	Yves CHERON	Maire	13/09/2019	PNR-OPF
		Agriculteur		
GIEE Association Morancy	Philibert de MOUSTIER	Président	15/09/2019	PNR OPF
Union des amis du PNR Oise Pays de France et de ses 3 forêts - AP3F	Gilles SINET	Président	16/09/2019	PNR-OPF
Syndicat Interdépartemental du Sage Nonette	Clara MORVAN	Animatrice	16/09/2019	PNR-OPF
Conseil départemental du Val	Sebastien GIRARD	Directeur de l'environnement et	19/09/2019	PNR-OPF PNR-VF

d'Oise		du développement durable		
Conseil départemental du Val d'Oise	Jean-Marie DESHOUX	Chargé de Mission Biodiversité et Forêts Responsable du pôle Prospective et Valorisation Nature et Randonnée	19/09/2019	PNR-OPF PNR-VF
Société des amis des forêts d'Halatte, Ermenonville et Chantilly - SAFEC	Jean Charles BOCQUET	Membre	19/09/2019	PNR-OPF
Commune de Berville	Martine BAUDIN	Maire	23/09/2019	PNR-VF
Association CPN Vallée du Soucron		Membre		
Syndicat mixte d'aménagement, de gestion et d'entretien des berges de la Seine et de l'Oise - SMSO	Géraud de GOEDE	Ancien animateur du contrat TVB Montcient et l'Aubette de Meulan	14/10/2019	PNR-VF
CDC Pays d'Oise d'Halatte	Maëlle SALAÜN	Chargée de mission projet de territoire Stratégie	29/10/2019	PNR-OPF
Conseil départemental des Yvelines	Anne-France BOURGEOIS	Chargée de mission service environnement	05/11/2019	PNR-HVC PNR-VF
DDT 78	Philippe GALLOT	Chargé de mission territorial Centre-Ouest	08/11/2019	PNR-HVC PNR-VF
Conseil départemental de l'Essonne – CD91	Camille LE NOAN Véronique PERRET	Chefs de secteur	13/11/2019	PNR-HVC PNR-GF
Agence de l'eau Seine Normandie	Gilles CHERIER Fabrice MARTINET	Chef de service Milieu	15/11/2019	PNR-HVC PNR-GF PNR-OPF PNR-VF
DDT 91	Mathilde LAPERNA Anne-Laure CARAT	Cheffe du bureau planification territoriale Sud Chargée d'études	26/11/2019	PNR-HVC PNR-GF

+ Association CERF – Roselyne HOCHE – Présidente – 24/06/2019

+ Communauté d'agglomération du Pays de Fontainebleau (CAPF) – Valérie TANANT PAQUEREAU –
Directrice du pôle urbanisme-habitat-déplacements – 26/06/2019

D. GUIDE D'ENTRETIEN

DISPOSITIF

Objectifs de l'entretien :

- Participer au bilan qualitatif de la mise en œuvre du SRCE IdF sur les territoires des PNR : actions, initiatives, outils de mise en œuvre du SRCE, perception du SRCE –forces et faiblesses ;
- Identifier les pistes d'amélioration et de transférabilité des pratiques hors des PNR ;
- Identifier et recueillir des documents complémentaires pour l'analyse.

Acteurs interrogés : une quarantaine d'acteurs influençant ou étant influencés par les continuités écologiques sur les territoires des PNR, agissant à des niveaux de gouvernance divers et d'horizons divers

Dispositif d'enquête :

Envoi des documents préparatoires lors de la prise de rdv :

- Les orientations et actions du plan d'actions
- Fichiers google earth pour un cadrage territorial de l'entretien (périmètre PNR, continuités écologiques régionales, SCOT et intercommunalités des PNR)

Documents à compléter par les personnes interrogées, en amont du rdv :

- Remplir un court questionnaire en ligne pour identifier quelles sont les parties du SRCE IdF que l'acteur interrogé connaît et celles qu'il utilise, comment et pourquoi. Idem pour la connaissance et l'utilisation de la Charte du PNR, pour le volet sur les continuités.
<https://framaforms.org/connaissance-srce-ile-de-france-1558089104>
- Identifier sur google earth le territoire d'action de l'acteur interrogé

Temps estimé : 1h à 1h30 par entretien téléphonique

GUIDE

INTRODUCTION

- *Nom, Prénom, Organisme, Fonction, Territoire(s) d'action, document TVB porté/suivi, etc.*
- *La TVB, les continuités écologiques : qu'est-ce pour vous (définition globale) ?*
- *Quel est votre rapport à la biodiversité ? à la TVB ? contrainte à prendre en compte dans vos missions ? finalité de votre action ? un élément qui permet de mieux mener vos actions ... ? laisser libre l'expression*
Quels sont vos documents de travail vos sources d'information pour agir sur la TVB/prendre en compte la TVB ?

CONTRIBUER A LA PRESERVATION ET A LA REMISE EN BON ETAT DES CONTINUITES ECOLOGIQUES REGIONALES

- Comment votre mission contribue à la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ? Sur quels sujets (ex. qualité écologique des milieux, circulation des espèces, écotones et zones de connexion, maîtrise de l'urbanisation, connaissance, etc.) ?
- Est-ce le SRCE qui a guidé votre choix ? comment ?

- Par définition, le SRCE est de niveau régional. Le SRCE reflète-t-il néanmoins bien les continuités écologiques et leurs enjeux sur votre territoire d'action et sur les PNR ? Quelle est la réalité terrain ?

MISE EN ŒUVRE DU SRCE IDF, DE LA TVB : ACTIONS, OUTILS, MOYENS, INITIATIVES

Les réalisations :

- Quelles sont les actions que vous menez liées aux continuités écologiques ? Font-elles parties du plan d'actions du SRCE ? les avez-vous adaptées ?
- Avez-vous mené des actions, des réflexions, diagnostics voire des projets/actions liés aux continuités écologiques et aux éléments fragmentant ? Lesquels ? Comment ? Dans quel cadre (amélioration de la connaissance, étude pour un projet, etc.) ? Avec quels partenaires ? A quelle échelle ? A quel coût ? Avez-vous communiqué ? Menez-vous un suivi ?

Les moyens mobilisés :

- Les moyens prévus et mobilisés sur les PNR sont-ils suffisants pour réaliser le plan d'actions ? Etre dans le périmètre d'un PNR est-il un avantage ? Si oui, lequel ?
- Avez-vous mobilisé des moyens pour mettre en œuvre des actions portant sur les continuités écologiques dans le cadre de la mise en œuvre du SRCE ?
 - o Si oui, lesquels et comment ?
 - o Si non, pourquoi (manque de communication, complexité des outils financiers, compétence en interne, etc.) ?

Les résultats des actions :

- Quel est le résultat de ces actions ?
 - o Ont-elles permis d'améliorer la connaissance sur les continuités écologiques dans les PNR et sur votre territoire d'actions (habitats, espèces, processus) ?
 - o Ont-elles favorisé l'émergence de nouveaux projets sur les territoires des PNR favorables aux continuités écologiques (TVB, autres trames noires-brunes...) ?
 - o Sont-elles compatibles avec les enjeux économiques des territoires ?
 - o Ont-elles favorisé ou « compliqué » les projets d'aménagement ?

INTEGRATION ET COHERENCE DES POLITIQUES D'AMENAGEMENT

- A partir de la frise chronologique, que pouvez-vous dire de l'influence du SRCE sur les autres politiques de préservation de la biodiversité et de protection des espaces naturels ?
- Le SRCE a-t-il influencé votre action (plan de gestion, PLU....) ? Quels sont vos cadres de référence ?

Selon les acteurs, adapter les questions :

Concernant la prise en compte des continuités dans les documents d'urbanisme :

- Les continuités écologiques sont-elles prises en compte dans le(s) document(s) d'urbanisme ? Si oui, vous semblent-elles bien prises en compte ? Pourquoi ?
- Pensez-vous que le SRCE soit utile à cette prise en compte ? Comment ? La Charte du PNR ? D'autres documents ?
- *Pour les porteurs de documents d'urbanisme : Comment avez-vous procédé ? Avez-vous analysé la cohérence avec les autres documents des territoires limitrophes ? Avez-vous bénéficié d'une aide, d'un accompagnement ? Si oui, lequel ?*
- *Pour les acteurs en charge de l'accompagnement : combien de documents d'urbanisme avez-vous accompagné sur les PNR ? Lesquels ? Comment procédez-vous ? Quels sont les outils utilisés ? Cet accompagnement a-t-il vocation à perdurer ?*

Concernant la prise en compte des continuités dans les projets d'aménagement :

- Les continuités écologiques sont-elles prises en compte dans le(s) projet(s) d'aménagement ? Si oui, vous semblent-elles bien prises en compte ? Pourquoi ?
- Pensez-vous que le SRCE soit utile à cette prise en compte ? Comment ? La Charte du PNR ? Les documents d'urbanisme locaux ? D'autres documents ?
- *Pour les porteurs de projets : Avez-vous bénéficié d'une aide, d'un accompagnement ? Si oui, lequel ?*
- *Pour les acteurs en charge de l'accompagnement : combien de projets avez-vous accompagné sur les PNR ? Lesquels ? Comment procédez-vous ? Quels sont les outils utilisés ? Cet accompagnement a-t-il vocation à perdurer ?*

APPROPRIATION ET PARTICIPATION DES ACTEURS

- Comment faites-vous connaître les enjeux de continuités écologiques ? Auprès de quels acteurs ?
- Le SRCE IdF vous est-il utile ? La Charte du PNR ?
- Quels sont vos outils ?
- Echangez-vous avec d'autres acteurs sur les continuités ? Avec qui ? Comment travaillez-vous ensemble ? Votre collaboration est-elle liée au SRCE ? Si oui, comment ? Si non qu'est-ce qui vous a permis de vous réunir (relation interpersonnelle, animation du PNR ?....) ? Pensez-vous que certains acteurs n'ont pas été / ne se sont pas mobilisés sur les continuités et sont manquants ?

BILAN

Par rapport aux CE, à la biodiversité :

- Quelles sont les principales forces et faiblesses du SRCE IdF ?
- Quelles sont les forces et faiblesses des Chartes des PNR ?

PISTES D'AMELIORATION

- Avez-vous des idées pour améliorer le SRCE IdF en termes d'outils opérationnels, de données, de méthode, d'action, d'animation et de gouvernance, de moyens, etc. ?
- Avez-vous des propositions de règles (d'urbanisme, etc.), de méthodologie qui ont été éprouvées sur vos territoires et qui pourraient être généralisées ? des bonnes pratiques à diffuser ?

DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES A NOUS COMMUNIQUER ?

E. QUESTIONNAIRE EN LIGNE

Un bref questionnaire en ligne a été communiqué aux personnes interrogées, en amont des rendez-vous, concernant leur connaissance du SRCE IdF. Le contenu de celui-ci, réalisé sous FRAMAFORMS (<https://framaforms.org/connaissance-srce-ile-de-france-1558089104>) et dont le remplissage a été estimé entre 5 et 10 minutes, était le suivant :

Connaissance SRCE Ile de France

Ce questionnaire est destiné à apprécier quel est le niveau de connaissance du SRCE par les acteurs interrogés pour le bilan SRCE à l'échelle des PNR.
Répondre aux questions devrait vous mobiliser 10 minutes.

Présentation

le SRCE

Autres outils

La Charte PNR

Bilan SRCE Rdv

Terminé

Qui êtes vous ?

Quelle est votre fonction ?

Présentation

le SRCE

Autres outils

La Charte PNR

Bilan SRCE Rdv

Terminé

Connaissez vous le SRCE ?

☐ Oui

☐ Non

Si oui comment

☐ participation à la concertation ☐ c'est un élément de réglementation ☐ autre

Merci de préciser

Quelle partie du SRCE connaissez-vous ?

☐ Résumé non technique ☐ Composantes de la TVB ☐ Atlas cartographique ☐ Légende de l'atlas ☐ Plan d'action stratégique ☐ Rapport environnemental

Utilisez-vous le SRCE ?

☐ Oui

☐ Non

Si oui, quelle partie du SRCE vous a été le plus utile ?

☐ Résumé non technique ☐ Composantes de la TVB ☐ Atlas cartographique ☐ Légende de l'atlas ☐ Plan d'action stratégique ☐ Rapport environnemental

Avez vous utilisé d'autres documents liés au SRCE ?

Si oui, merci de les nommer ...

Comment appréciez-vous les différentes parties du SRCE

	1 (non utile)	2	3	4	5 (très utile)
Résumé non technique	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Composantes de la TVB	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Atlas cartographique	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Légende de l'atlas	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Plan d'action stratégique	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Rapport environnemental	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autres documents que vous avez utilisé	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Présentation
le SRCE
Autres outils
La Charte PNR
Bilan SRCE Rdv
Terminé

Connaissez vous les sites internet sur les continuités écologiques ?

☐ DRIEE ☐ Conseil régional ☐ ARB / Naturparif

En quoi vous sont-ils utiles ?

☐ Reglementation ☐ Accès aux documents ☐ Identification de bonnes pratiques ☐ Conseil ☐ Autres usages

Citez éventuellement d'autres usages ...

Si oui, merci de les nommer ...

Présentation
le SRCE
Autres outils
La Charte PNR
Bilan SRCE Rdv
Terminé

Avec quel PNR travaillez-vous ?

☐ PNR Vexin Français ☐ PNR Oise Pays de France ☐ PNR Haute Vallée de la Chevreuse ☐ PNR Gatinais Français

Connaissez vous la Charte PNR ?

☐ Oui ☐ Non

Connaissez vous le Plan de parc ?

☐ Oui ☐ Non

Qu'utilisez vous pour travailler sur les continuité écologiques ?

☐ Le volet de la charte qui y est consacré ☐ Le plan de Parc ☐ D'autres éléments mis à votre disposition par le PNR

merci de nous indiquer lesquels

Présentation le SRCE Autres outils La Charte PNR Bilan SRCE Rdv Terminé

Quand pouvons nous échanger sur le SRCE ?

Nous vous proposons de nous entretenir avec vous pour développer votre perception du SRCE merci de nous indiquer quelques créneaux de disponibilité au cours du mois de juin pour un entretien d'une heure

-
-
-

F. ORDRE DU JOUR DE LA REUNION COLLEGIALE ET LISTE DES PARTICIPANTS

ORDRE DU JOUR

« Un autre SRCE s'invente ici »

Première réunion collégiale pour un bilan de la mise en œuvre du SRCE

Vendredi 20 septembre 2019 – 14h-17h30 au domaine du Moulin d'Ors à Châteaufort (78117)

Contexte : Le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) d'Ile-de-France a été adopté à l'automne 2013. Six ans après son adoption, l'Etat et la Région (co-élaborateurs) doivent procéder à une analyse des résultats du point de vue de la préservation et de la remise en bon état des continuités écologiques. Cette analyse est préalable à la décision de maintenir le SRCE en vigueur ou de le réviser. Pour cela, une évaluation ex post du SRCE est nécessaire afin d'apprécier les résultats obtenus et permettre :

- *d'évaluer comment le SRCE est mis en œuvre par rapport aux objectifs initiaux et quels en sont les effets, comment sa prise en compte ou non participe à intégrer les enjeux de biodiversité dans la prise de décision concernant l'aménagement du territoire et les projets,*
- *de faire des propositions notamment pour en améliorer l'opérationnalité.*

C'est dans ce cadre que les quatre Parcs naturels régionaux (PNR) franciliens, impliqués depuis le début dans la démarche de SRCE, souhaitent contribuer à l'évaluation du schéma en réalisant un bilan de sa mise en œuvre sur les territoires des PNR.

13h30 – Accueil

14h – Introduction

- *Accueil (PNR-HVC)*
- *Le Schéma régional de cohérence écologique d'Ile de France et son évaluation (DRIEE et Conseil régional)*
- *Objectifs et déroulé de la demi-journée (Groupement La TeleScop-aida)*

14h20 – Ateliers 1 : Les moteurs de l'action en faveur de la biodiversité

Identification et priorisation, sur chacun des deux PNR, des moteurs de l'action en faveur de la biodiversité (plans-programmes-événements etc.).

15h10 - Restitution croisée des ateliers 1

15h30 – PAUSE – Inscription aux ateliers 2

15h40 – Choix des ateliers 2 retenus

15h50 – Ateliers 2 : Les PNR des territoires opérationnels pour mettre en œuvre le SRCE – Mise en lumière des pratiques des acteurs

Présentation d'actions concrètes et des difficultés rencontrées, discussion sur les pistes d'amélioration, les pistes d'inspiration et de transférabilité hors PNR.

16h50 – Restitution des échanges et conclusions

17h30 – Fin de la demi-journée

Venez avec les actions que vous souhaitez partager, les problèmes que vous avez rencontrés...

LISTE DES PARTICIPANTS DE LA REUNION DU 20/09/2019

Nicole MEYER – Déléguée pour la commune de Gambais

Jean-Marc BERNARD – DRIEE

Adrien GRANDIN – DRIEE

Martine LACHERE – Association Natur'Essonne

Julie PICHOT – SEMEA (rivière Ecole)

Nicolas CORNET – Institut Paris Région

Anne PRUVOT – Syndicat de l'Orge

Valérie DELAGE – ONF Ile de France

Marine LAUER – CRPF Ile de France

Mme GIOBELLINA – Union des Amis du PNR Haute Vallée de Chevreuse

Claire BIERME – CCEJR

Anne-France BOURGEOIS et Benjamin ELOIRE – CD78

Mathilde LAPERNA – DDT91

Véronique BEUNKE – AESN

Philippe GALLOT – DDT78

Jacques BONNISSEAU – PNR Haute Vallée de Chevreuse

Clémence RICOCHON – Région Ile de France

Alexandre EMERIT et Jocelyn GUILHO – PNR Gâtinais français

Annaïg CALVARIN et François HARDY – PNR Haute Vallée de Chevreuse

Cécile BRUERE – Cabinet aida

Julie CHAURAND – La TeleScop

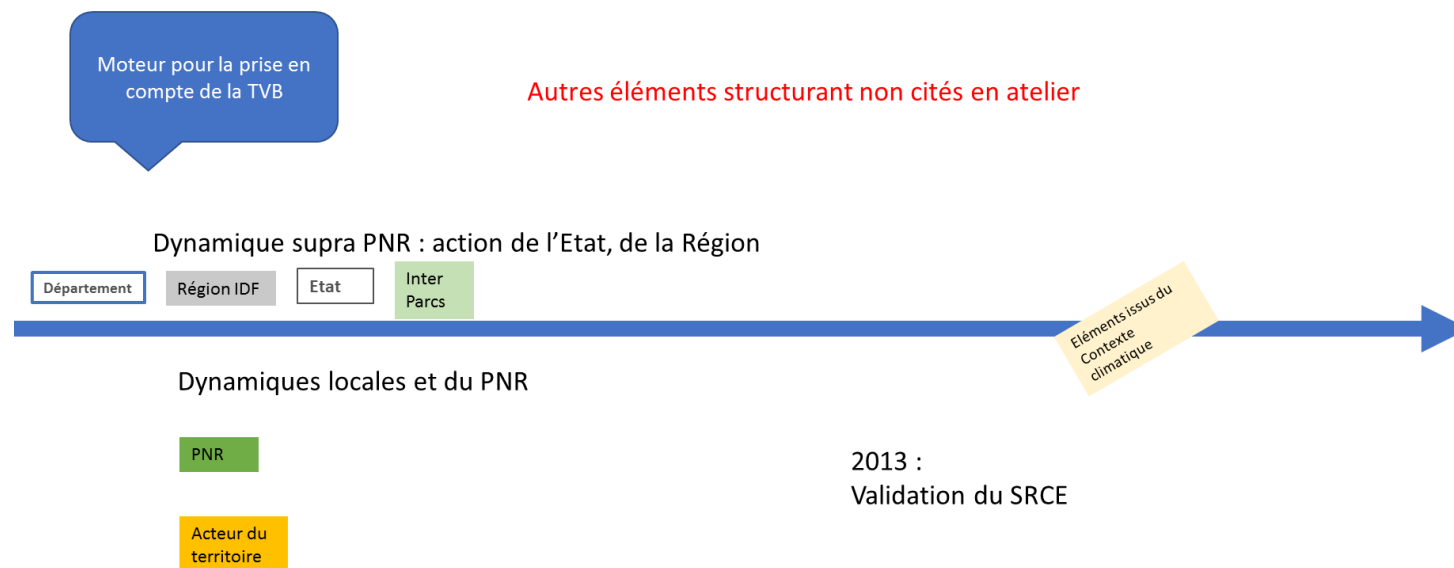
G. FRISES CHRONOLOGIQUES : LES MOTEURS DE L'ACTION EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITE ET DES CONTINUITES ECOLOGIQUES

1. Frises issues de l'atelier 1 lors de la réunion collégiale sur les PNR au sud

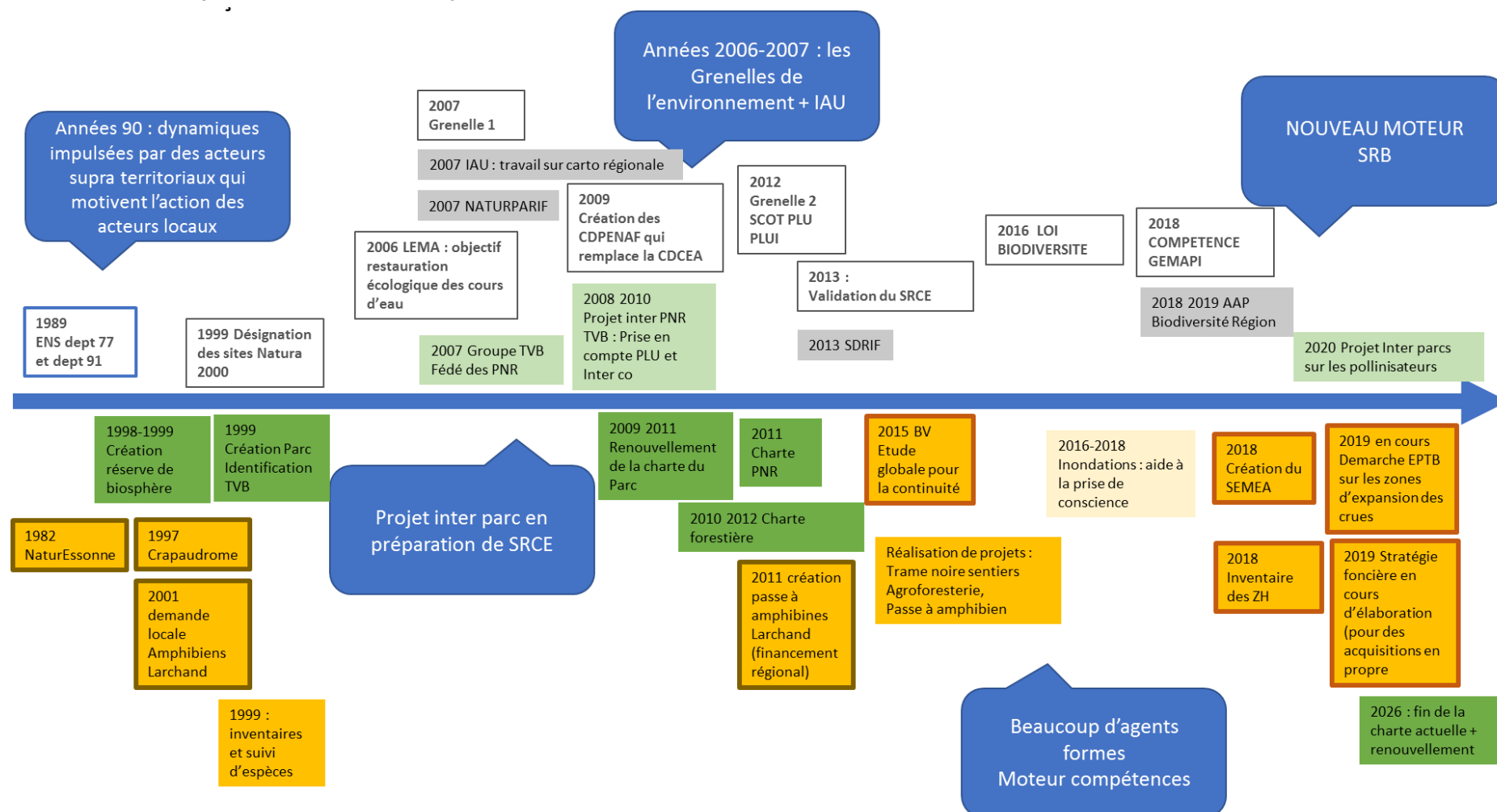
Un atelier de travail spécifique a été organisé lors de la réunion collégiale menée sur les PNR-GF et HVC pour répondre à la question suivante : *Quels sont les « moteurs » des actions en faveur de la biodiversité et des continuités écologiques (ou cadres de référence), et quel a été / est donc le rôle joué par le SRCE IdF dans cette dynamique d'actions ?*

Les participants ont été invités à co-construire une frise chronologique illustrant les « moteurs », pour chaque PNR.

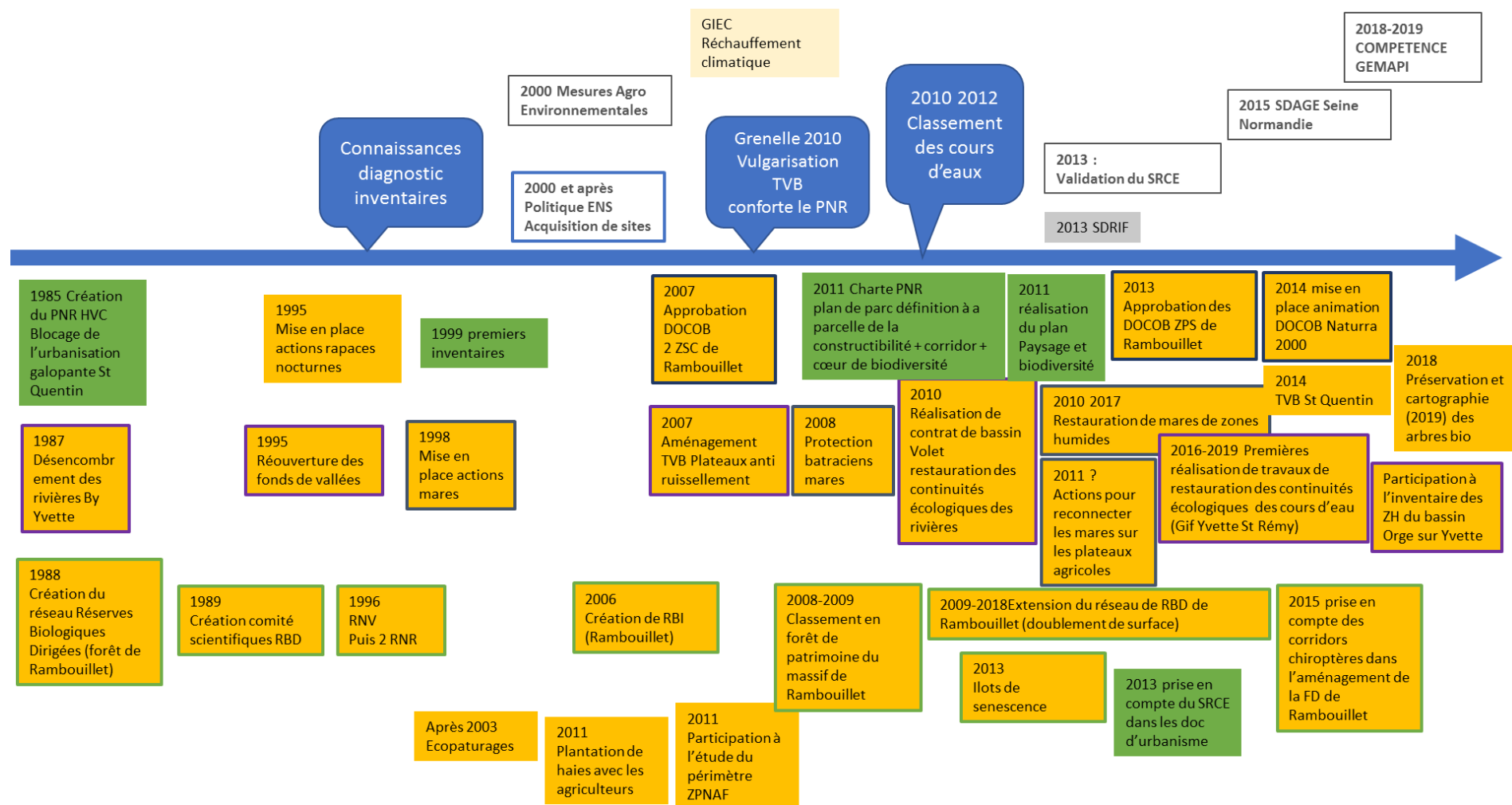
La légende des frises reportées de l'atelier de travail est la suivante :



Résultat de l'atelier pour le PNR Gâtinais-français :



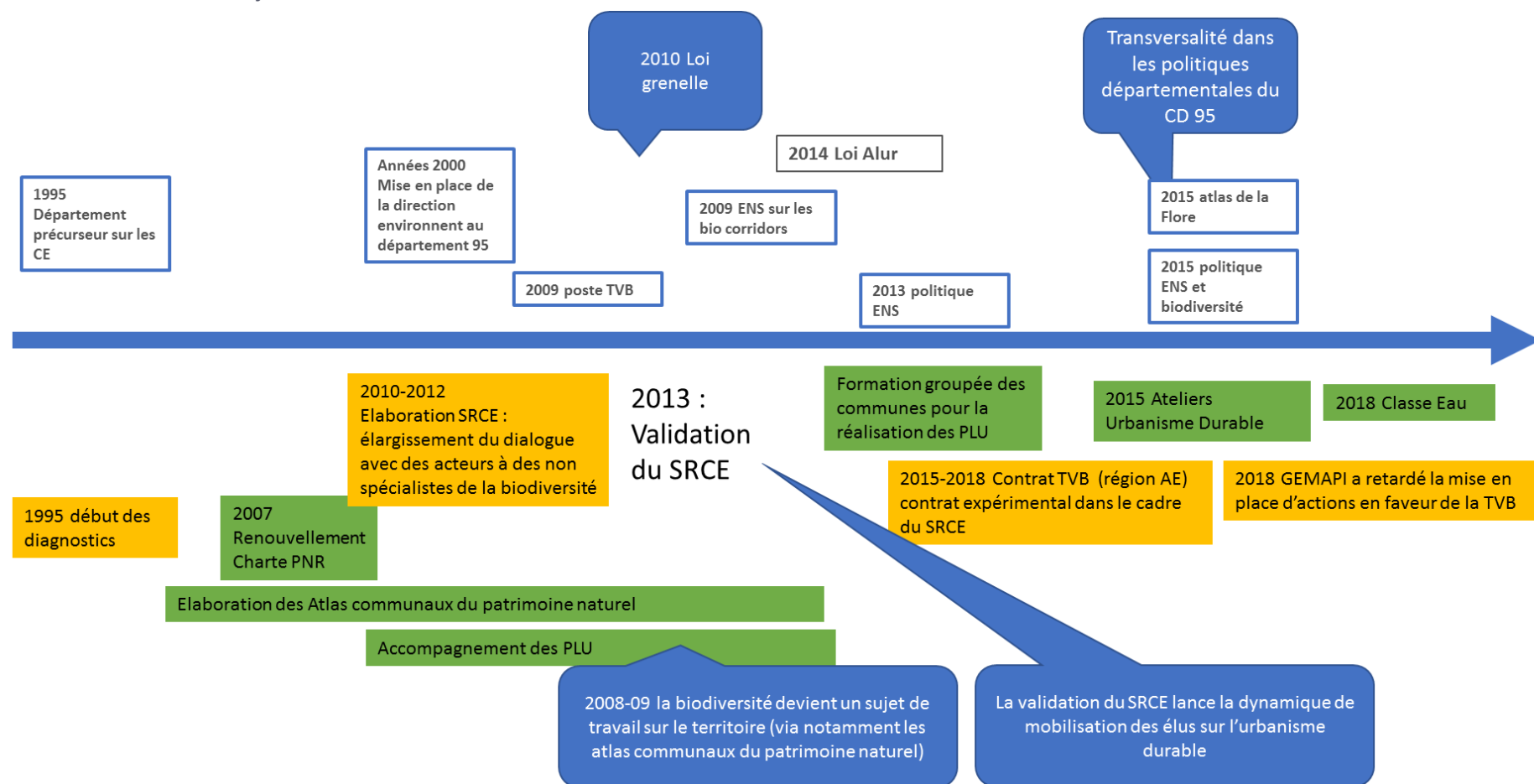
Résultat de l'atelier pour le PNR Haute Vallée de la Chevreuse :



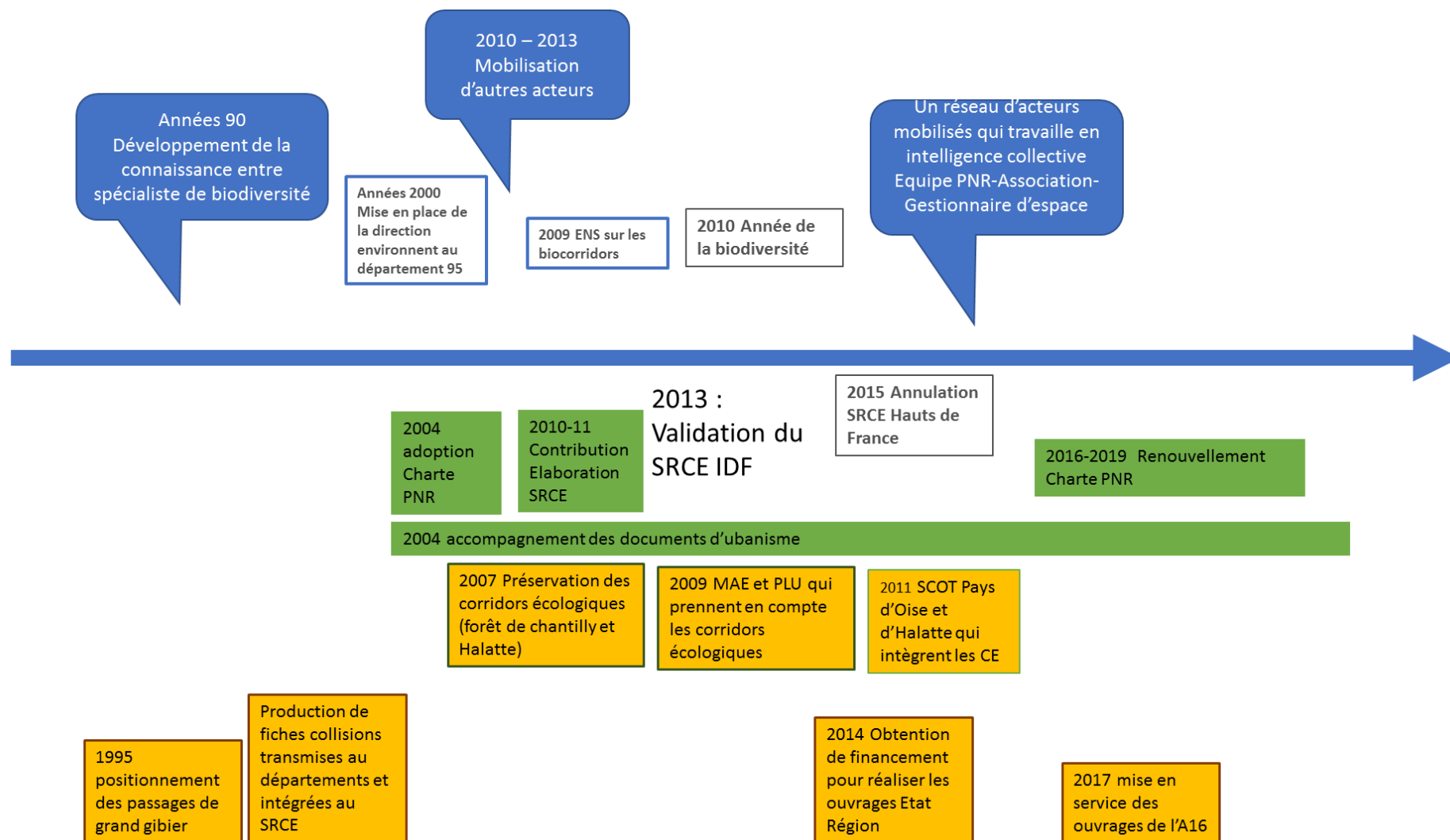
2. Frises reconstituées sur les PNR au nord, suite aux entretiens et à la bibliographie

La réunion collégiale prévue sur les PNR-VF et OPF a été annulée par manque de participants. Toutefois, le travail de bibliographie et l'analyse des entretiens auprès des acteurs et des équipes des PNR permet de représenter les dynamiques qui suivent.

Pour le PNR du Vexin français



Pour le PNR Oise-Pays-de-France



H. GRILLE D'ANALYSE DE LA PRISE EN COMPTE DU SRCE IdF DANS LES PLU

(source : Reynolds L., Cornet N. 2019. *La trame verte et bleue dans les documents d'urbanisme locaux – Quelle prise en compte en Ile-de-France ?* IAU idF)

Partie 1 : DIAGNOSTIC des continuités écologiques
Le document aborde-t-il la question de la TVB?
Les éléments cartographiques du SRCE/SCOT sont-ils repris
Carte des composantes
Carte des objectifs
Éléments de texte
Les éléments du SRCE/SCOT sont-ils complétés
Par une étude spécifique « continuités écologiques » ou Reprise d'autres études des continuités écologiques existantes (ex diagnostic de PNR, SAGE, SDAGE ...)
Par d'autres documents (charte de PNR, PDIPR, Stratégie régionale biodiversité...)?
Les compléments d'information portent sur:
De nouveaux réservoirs
De nouveaux corridors
De nouveaux éléments fragmentants
De nouveaux milieux humides
De nouveaux secteurs d'intérêt écologique en milieu urbain
De nouvelles liaisons reconnues pour leur intérêt écologique
Autres :
Présence d'une bibliographie concernant:
Les espèces
Les habitats
Les continuités ou fragmentations
Indication d'orientations/objectifs du Plan d'Action Stratégique du SRCE ?
La ou les flèche(s) "E" du Sdrif sont-elles mentionnées?
Les problématiques de consommation d'espace induite par la situation en ceinture verte est-elle identifiée?
La responsabilité régionale du territoire est-elle identifiée?
La particularité du territoire (sur représentation d'un aspect de la TVB par rapport à la moyenne régionale) est-elle identifiée?
Les cours d'eau souterrains susceptibles de faire l'objet d'une réouverture sont-ils identifiés?
La carence en espaces verts est-elle identifiée dans le RP?
Partie 2 : Traduction des éléments du diagnostic en orientations dans le projet politique du PADD
Combien de niveaux a le PADD (I.AXE, I.1.Orientations, I.1.a.objectif)
Orientations pour préserver la TVB locale :
Les continuités écologiques indifférenciées
Les réservoirs
Les corridors
Des orientations se retrouvent-elles dans différentes parties du PADD (Axe, orientation, objectif)?
Cohérence des orientations de préservation avec le SRCE/SCOT
Si non ou en partie : justification apportée
Orientations pour restaurer la TVB locale :
Les continuités écologiques indifférenciées
Les réservoirs
Les corridors
Des orientations se retrouvent-elles dans différentes parties du PADD (Axe, orientation, objectif)?
Cohérence des orientations de restauration avec le SRCE/SCOT
Si non ou en partie : justification apportée
Orientations pour créer des éléments de TVB locale (réservoir, corridor ou continuité écologique)
Projets pour renaturer des cours d'eau enterrés
Y a-t-il une carte des orientations pour la TVB locale dans le PADD?
L'identification des continuités écologiques indifférenciées dans le PADD ou dans le RP est-elle suffisante pour être facilement transcrite en objectifs et actions dans le règlement ? (pas de contours mal définis ...)
L'identification des réservoirs de biodiversité dans le PADD ou dans le RP est-elle suffisante pour être facilement transcrite en objectifs et actions dans le règlement ? (pas de contours mal définis ...)
L'identification des corridors écologiques ou continuités écologiques dans le PADD ou dans le RP est-elle suffisante pour être facilement transcrite en objectifs et actions dans le règlement ? (pas de flèches vagues ...)
Y a-t-il un ou des projet d'aménagement, d'urbanisme, d'infrastructure susceptible d'impacter la TVB locale ?
Y a-t-il une justification? Semble-t-elle adéquate ?
Y a-t-il des projets pour lutter contre les carences en espaces verts ?
Le PADD permet-il de:
Limiter la consommation
Limiter la fragmentation
Assurer la multifonctionnalité (Nombre de fonctions annoncé par le DUL pour la justification)
Participation à la cohérence nationale

Préserver et restaure les ecotones
Partie 3 : Traduction des éléments du diagnostic en orientations dans le projet d'OAP
OAP Sectorielle pertinente pour prendre en compte la TVB locale
OAP Thématique pertinente visant la TVB locale
Cartographie de la TVB locale à préserver, restaurer ou créer dans les OAP
Y a-t-il un ou des OAP susceptible(s) d'impacter la TVB locale ?
Les orientations permettent-elles de lutter contre les carences en espaces verts ?
Y'a-t-il des OAP permettant de renaturer les cours d'eau enterré ?
Les OAP permettent elles de:
Limiter la consommation
Limiter la fragmentation
Assurer la multifonctionnalité (Nombre de fonction annoncé par le DUL pour la justification)
Participation à la cohérence nationale
Préserver et restaure les écotones
Partie 4 : Documents graphiques
Le zonage semble-t-il cohérent avec les continuités écologiques définies dans le PADD/RP?
Y a-t-il un indice ou un sous-zonage spécifique "continuités écologiques" (peut concerner les zonages N,A, AU et U) (application de l'art R.151-43 4°)
Y'a-t-il des incises ou des sous zonages "naturels" (peut concerner les zonages A, AU, U)
Le zonage inclut-il des taches naturelles ératique circonscrites en zone U ou AU, sans éléments de prise en compte? (petite surface, zone non connecté...)
Le zonage prévoit-il des extensions de l'urbanisation créant des coupures urbaines ?
Les éléments du réseau hydrographique local (mare, rivière...) sont-ils accompagnés d'une zone tampon indexé N, EBC, Xn... é
Les zones d'importances régionales sont-elles correctement zonées et identifiées?
Les zones d'importances communales sont-elles correctement zonées et identifiées?
Partie 5: règlement
Est-ce que règlement du zonage A est cohérent avec les objectifs du SRCE ?
Est-ce que règlement du zonage N est cohérent avec les objectifs du SRCE ?
Est-ce que règlement du zonage AU est cohérent avec les objectifs du SRCE ?
Est-ce que règlement du zonage U est cohérent avec les objectifs du SRCE ?
Le PLU(i) autorise-t-il des évolutions futures (1AU, 2AU...) susceptibles d'impacter les continuités écologiques identifiées dans la TVB locale ?
Y a-t-il une justification? Semble-t-elle adéquate ?
Utilisation d'autres outils et zonages particuliers du PLUi
Mise en œuvre du 1 du III de l'article L151-22 du Code de l'urbanisme (part minimale de surface non-imperméabilisable ou éco-aménageable)
Mise en œuvre du 2 du III de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme (délimiter les sites et secteurs à protéger pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques)
Mise en œuvre du 2 du III de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme (localiser les terrains cultivés et les espaces non bâtis nécessaires au maintien des continuités écologiques à protéger)
Mise en œuvre du 5 du III de l'article L151-41 3° du Code de l'urbanisme pour la thématique TVB (emplacement réservé)
Mise en œuvre du V de l'article L113-1 du Code de l'urbanisme (Espace boisé classé)
Les zones d'importances régionales sont-elles prise en compte dans le règlement ?
Les zones d'importances communales sont-elles prise en compte dans le règlement ?
Partie 6 : Evaluation environnementale ou incidence sur l'environnement
Le PLU est-il soumis à EE ?
L'IE traite elle de la thématique des continuités écologiques
Est-ce que l'EE a donné lieu à l'identification de zones à enjeux ?
si oui, est-ce que ces zones à enjeux sont prises en compte dans les prescriptions du document d'urbanisme ?
Est-ce que l'EE a démontré la prise en compte des éléments du diagnostic TVB local dans le projet d'urbanisme
Est-ce que l'EE a identifié des points par lesquels le projet de document d'urbanisme porte atteinte aux continuités
Si oui, y a-t-il des propositions de mesures
D'évitement ?
De réduction ?
De compensations ?
Les indicateurs de suivis mis en place permettent il de suivre la thématique de la TVB ?
La conclusion évalue-t-elle un impact du projet sur la TVB ?
Des éléments particuliers, non pris en compte dans la grille sont-ils importants à mentionner car pouvant influencer sur l'analyse de la prise en compte du SRCE

L'étude de Reynolds et Cornet (2019) a mis en place un système de notation pour chacune des questions posées ci-dessus.

Nous avons repris, pour la présente étude, la grille d'analyse ci-dessus ainsi que les notations associées, en les adaptant à la marge. Notamment, pour les notations :

- Pour le PADD : nous n'avons pas distingué les réservoirs des corridors des continuités indifférenciées,

Certaines notes auraient gagné à être négatives pour les questions : « y-a-t-il des projets d'aménagement, d'urbanisme, d'infrastructure susceptible d'impacter la TVB locale » (n°20), « y-a-t-il des OAP susceptible(s) d'impacter la TVB locale » (n°27), « le PLU(i) autorise-t-il des évolutions futures (1AU, 2AU...) susceptibles d'impacter les CE identifiées dans la TVB locale » (n°42) et « la conclusion évalue-t-elle un impact du projet sur la TVB » (n°53).